

cahiers LEON TROTSKY

**Die
Weltbühne**
Der Schaubühne XXV. Jahr
Wochenschrift für Politik · Kunst · Wirtschaft
Begründet von Siegfried Jacobsohn
Unter Mitarbeit von Kurt Tucholsky
geleitet von Carl v. Ossietzky

Inhalt:

Ignaz Wrobel:	Nr. 1
Kurt Hiller:	Ist denn das in Deutschland unmöglich?
Carl v. Ossietzky:	Eichenlaub und Bomben
Arthur Koestler:	Das Verbrechen in Palästina
Richard Huelsenbeck:	Die Seemannsordnung
Arthur Kahane:	Der Unflug der Rundfrage
Gerhart Pohl:	Monolog des Deserteurs
Theobald Tiger:	Ja, Bauer, das . . .
Charles Dufr:	Ist der Engländer prüde?
Radolf Aronheim:	Krankenkost
Erich Kästner:	Gentlemen prefer peace
Joachim Ringelnatz:	Dreiste Blicke
Moruz:	Gespensischer

Bemerkungen — Antworten

Erscheint jeden Dienstag
XXV. Jahrgang 10. September 1929 Nummer 37
Verlagsort Potsdam

Verlag der Weltbühne
Charlottenburg · Hanfsstrasse 152



AUTOUR DE L'ALLEMAGNE DES ANNÉES 30 DE WEIMAR A L'EXIL

Morris Slavin Trotsky et le fascisme
Jürg Ulrich Un militant ouvrier : Oskar Hippe
Gilles Vergnon Prague 1933 :
la *Neue Weltbühne*, une revue allemande en exil

Documents

Correspondance inédite **Wilhelm Reich - Trotsky**
J. Walcher Le fascisme et le mouvement ouvrier allemand

45

mars 1991

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Isabelle Longuet, secrétaire,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers* et trésorière

Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex
Administration des *Cahiers* : Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT

Abonnement de soutien 250 F, 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2 ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2 ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de
50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international, sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT
à adresser à Gautier Paule CLT - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 45

Mars 1991

AUTOUR DE L'ALLEMAGNE DES ANNÉES 30 DE WEIMAR A L'EXIL

Présentation 3

ARTICLES

Morris Slavin — Trotsky et le fascisme 5

Jürg Ulrich — Un militant ouvrier : Oskar Hippe (1900-1990) . . . 25

Gilles Vergnon — Prague 1933 : *la Neue Weltbühne*,
une revue allemande en exil 45

Documents

Wilhelm Reich et Léon Trotsky — Lettres inédites (1933-1936),
présentées et annotées par Alain Calvié 79

Arnold Zweig — La fin de Trotsky 93

Jan Frankel — Lettres à Léon Trotsky sur la SFIO, 1933 98

Jacob Walcher — Le fascisme et le mouvement ouvrier allemand 109

NOTES DE LECTURE

G.V. — Trotsky : *Werke* 124

J.R. — F. Tichelman, *H. Sneevliet* 126

L'Allemagne des années 30, de Weimar à l'exil

Ce numéro des *Cahiers Léon Trotsky* est, après celui de juin 1985, « L'Allemagne et l'Internationale », le deuxième que nous consacrons à ce pays. Toutes les promesses n'ont pu être tenues et nous aurions aimé présenter des études prévues sur le lieutenant Scheringer, cet officier de la Reichswehr qui rejoignit le KPD après avoir côtoyé les nazis, ou sur le film de Margarete von Trotha *Rosa Luxemburg*. Quoiqu'il en soit, nous pensons que ce numéro, qui traite de différents aspects du mouvement ouvrier et des intellectuels allemands des années trente, de Weimar à l'exil, apporte du nouveau et intéressera nos lecteurs.

Il s'ouvre par une étude de l'historien américain Morris Slavin, « Trotsky et le nazisme », qui retrace, avec d'amples citations des principaux textes, l'évolution des analyses de Trotsky avec, en contrepoint, le rappel des errements du Comintern stalinisé.

Le second article est un témoignage de notre ami suisse Jürg Ulrich sur Oskar Hippe, ce militant dont la vie est une tranche de l'histoire du mouvement ouvrier allemand, du Spartakusbund au KPD et à l'Opposition de gauche. Il est suivi d'extraits de la correspondance Trotsky-Sedov à son propos.

Nous abordons ensuite la période de l'exil avec une longue étude de Gilles Vergnon sur l'émigration allemande à Prague en 1933-1934 et la revue en exil *Die Neue Weltbühne*, qui continuait l'une des plus prestigieuses revues de la gauche intellectuelle de Weimar.

Nous poursuivons l'éclairage de cette période avec la présentation d'un document exceptionnel, la correspondance entre Trotsky et Wilhelm Reich, jusque là inédite en français. Nous remercions Alain Calvié, qui l'avait initialement publiée en allemand dans les *Cahiers d'études germaniques* d'Aix-en-

Du fait d'une défection de dernière minute pour le second numéro sur l'URSS (le Retour) les *Cahiers* cherchent de toute urgence un ou plusieurs traducteurs bénévoles.

Photo de couverture :

Couverture de la revue *Die Weltbühne* en 1929 et photo de son fondateur Siegfried Jacobsohn.

Provence, d'avoir bien voulu nous autoriser à reproduire sa très érudite introduction. Autre document : un texte de l'écrivain Arnold Zweig, « La fin de Trotsky », écrit en 1940 et publié pour la première fois en 1990 dans l'ex-RDA. Enfin nous reproduisons deux lettres de Jan Frankel, ancien secrétaire de Trotsky, l'informant sur la situation en 1933. Des notes de lecture complètent ce numéro.

Morris Slavin

La lutte de Trotsky contre le fascisme

*«Mit der Dummheit kämpfen Götter selbst vergebens
Contre la stupidité, c'est en vain que luttent les dieux
eux-mêmes.»*

Friedrich Schiller

Notre siècle, on le sait, a répudié l'optimisme des Lumières. Il a été créé par deux événements majeurs. La Révolution russe, qui semblait promettre une phase nouvelle dans le progrès de l'humanité vers la liberté, s'est transformée en son contraire. Le stalinisme a détruit physiquement le parti bolchevique et l'idéal même de socialisme. Si Staline a brisé la continuité du mouvement socialiste dont les racines se trouvent dans la Révolution française, Hitler a ramené l'horloge de la civilisation à ses sauvages débuts. Les nazis ont exterminé tous ceux qui n'étaient pas d'accord et mis en cause la nature même de l'humanité. Il n'y avait pourtant rien d'inévitable dans la victoire du stalinisme ou du nazisme. De même que les dirigeants bolcheviques avaient le choix de la direction dans laquelle conduire l'Union soviétique, après la mort de Lénine, de même, les dirigeants des social-démocrates et du parti communiste allemand avaient le choix sur la façon d'arrêter la montée de l'hitlérisme. « L'Homme fait sa propre histoire, écrivait Karl Marx, « même s'il ne la fait pas comme il le veut ».

Quiconque connaît l'histoire de l'Allemagne après la première guerre mondiale comprendra certainement le coup que subit la politique révolutionnaire quand Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg furent assassinés par les proto-fascistes de 1919. La disparition de la scène de ces deux dirigeants ouvrait la voie à la soumission future du K.P.D. au P.C. de l'Union soviétique dirigé par la troïka, à savoir Zinoviev, Kamenev et Staline. Aucun des hommes qui dirigeaient le parti allemand, ni Heinrich Brandler, ni August Thalheimer et, plus tard, Ernst Thälmann, Hermann Remmele ou Heinz Neumann, ne pos-

sédait l'indépendance d'esprit ou le courage personnel de leurs prédécesseurs. Il est impossible de concevoir que Liebknecht ou Luxemburg aient pu embrasser la politique suicidaire du K.P.D. après qu'il fût devenu un instrument de l'ambition personnelle de Staline, de son chauvinisme russe et de sa xénophobie¹.

Les spécialistes de la crise de 1923 en Allemagne, lorsque les Français occupaient la Ruhr et qu'une inflation galopante ravageait l'économie allemande, divergent sur la possibilité de la victoire d'une révolution prolétarienne². Trotsky, qui connaissait un peu les situations révolutionnaires, était convaincu que l'Allemagne était mûre pour la révolution. Ruth Fischer, dirigeante de la gauche du K.P.D. et auteur de *Stalin and German Communism*, écrivait :

« Les observateurs étrangers étaient d'accord pour penser que la menace d'une révolution sociale en Allemagne était imminente »³.

Trotsky opposa l'échec du parti allemand au succès des bolcheviks dans une brillante brochure intitulée *Leçons d'Octobre*⁴. Il soulignait entre autres qu'à la différence de la Russie, « le prolétariat constitue l'immense majorité de la population en Allemagne [...] où l'insurrection aurait immédiatement flambé dans de nombreux et puissants centres prolétariens ». Il rejetait ce qu'il appelait « les calculs tendancieux » des gens sans courage « pour justifier la politique qui avait mené à la débâcle » et condamnait le « fatalisme passif » des dirigeants du K.P.D., Brandler et Thalheimer, comme « seulement une couverture pour leur irrésolution et leur incapacité à agir ». Trotsky mettait en garde contre le fait que « les espoirs des masses se changent en désillusion comme résultat de la passivité du parti »⁵, un avertissement qui fut dédaigné pendant presque toute la décennie suivante. Il rappelait que le K.P.D. avait derrière lui la majoi-

1. Le K.P.D. abandonna peu à peu la démocratie et expulsa tous les critiques. Cela eut pour résultat une direction servile prête à faire les quatre volontés de Staline en servant sa politique étrangère. En outre il était déchiré par diverses fractions. Voir Ossip K. Flechtheim, « The Role of the Communist Party », dans *The Path to Dictatorship 1918-1923, Ten Essays by German Scholars*. (Garden City, N.Y. 1966), pp. 99-108, passim.

2. E.H. Carr, *A History of Soviet Russia. The Interregnum 1923-1924* (New York 1924) ; Werner T. Angress, *Stillborn Revolution. The Communist Bid for Power in Germany 1921-1923* (Princeton, 1963) ; C.L.R. James, *World Revolution 1917-1936. The Rise and Fall of the Communist International* (N.Y., 1937) ; Ruth Fischer, *Stalin and German Communism. A study in the Origins of the State Party* (New Brunswick and London, 1982) Voir la discussion de ce point dans la troisième partie « The Communist Uprising in 1923 », pp. 291-383. La meilleure analyse de la période qui précède la crise de 1923 est celle de Pierre Broué, *Révolution en Allemagne, 1918-1923*, Paris, Millepays, 1971.

3. Fischer, p. 301. En juin, le mark était à 5 millions par rapport à la livre britannique ; en juillet il tombait à 1 million et en août, il fallait 1 million et demi de marks pour acheter une seule livre britannique. Ruth Fischer écrit : « Paradoxalement, l'unique groupe convaincu que l'Allemagne ne pouvait pas faire la révolution était le comité central du parti communiste allemand », *ibid.*

4. Une traduction française en a paru dans le recueil *Staline contre Trotsky*, où elle est reproduite pp. 31-82.

5. *Ibid.* pp. 58 et 60.

rité de la classe ouvrière et que, même en mai 1924, quand le reflux était déjà là, il reçut encore une proportion de voix prolétariennes plus importante qu'en 1930⁶.

Contrairement aux exhortations de Trotsky, qui pressait le parti de préparer l'insurrection, Staline conseillait une orientation différente. Tandis que Zinoviev, en tant que chef du Comintern, hésitait, Staline lui écrivit, à lui et à Boukharine, les pressant de dissuader les militants allemands d'agir. « Faut-il que les communistes [...] essaient de prendre le pouvoir sans les social-démocrates ? » demandait-il, et il répondait : « A mon avis, il faut freiner les Allemands, pas les pousser »⁷. Pourquoi prenait-il une telle position ? Nous savons aujourd'hui que Staline voulait subordonner le destin de la révolution allemande à ses propres intérêts fractionnels. Une révolution victorieuse en Allemagne aurait renforcé la fraction Zinoviev et aurait certainement pu élever Trotsky à de nouvelles hauteurs. Dans les deux cas, l'ambition de Staline, sa déloyauté, sa ruse animale auraient reçu des coups incommensurables, sinon subi une défaite totale. Cela n'exclut évidemment pas qu'il ait personnellement évalué de façon conservatrice la crise en Allemagne.

Ainsi le parti allemand avait-il reçu deux rudes coups avant même l'apparition sur la scène des nazis — l'échec du soulèvement du Spartakusbund en 1919, qui conduisit au meurtre de Liebknecht et Luxemburg et maintenant l'avortement d'une révolution qui aurait pu l'emporter en 1923. Une année plus tard, le K.P.D. fut gravement désorienté par une résolution du Ve congrès de l'Internationale communiste tenu en juillet 1924. Elle assurait que « plus la société bourgeoise décline, plus tous les partis bourgeois, particulièrement la social-démocratie, prennent un caractère plus ou moins fasciste [...] Fascisme et social-démocratie sont les deux faces d'un même instrument de la dictature capitaliste »⁸. Qui avait inspiré une aussi fatale « théorie » ?

Il apparaît que, quelques mois plus tard dans cette même année 1923, Staline avait écrit un article intitulé « La période du pacifisme petit-bourgeois ». Voici ce qu'il disait : « Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui prend appui sur le soutien actif de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme [...] Ces organisations, (c'est-à-dire fasciste et social-démocrate) ne s'opposent pas, mais se complètent l'une l'autre. Elles ne sont pas des antipodes, mais des jumelles »⁹.

6. 3 693 000 ou 12,64 % contre 4 592 000 ou 10,6% en 1930. Le dernier chiffre était pour septembre 1930.

7. Cité par R. Fischer, p. 306.

8. David Beetham, ed. *Marxists in Face of Fascism. Writings on Fascism from the Inter-War Period* (Totowa, New Jersey, 1964), pp. 152-153.

9. *Ibid.* pp. 153-154.

Il n'est pas difficile d'imaginer comment Lénine aurait répondu à cette idiotie s'il avait été vivant pour mettre à jour sa *Maladie infantile du communisme*. Il écrivait en 1920 : « Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale, guerre cent fois plus difficile, plus longue, plus compliquée que la plus acharnée des guerres ordinaires entre Etats, et renoncer d'avance à louvoyer, à exploiter les oppositions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis éventuels (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ? »¹⁰ Mais évidemment s'il avait été vivant et en bonne santé, une aussi fatale résolution n'aurait jamais été adoptée par le Comintern en premier lieu et Staline n'aurait pas osé proférer un tel non-sens.

Pour compléter cette « théorie », le VI^e congrès du Comintern, tenu en septembre 1928, adopta une résolution selon laquelle, « dans les pays qui ont de forts partis social-démocrates, le fascisme assume la forme particulière de social-fascisme [...] Les cadres dirigeants de la social-démocratie [...] menacent maintenant la classe ouvrière allemande de la dictature fasciste ouverte ». La social-démocratie, concluait la résolution, organise « l'écrasement de la classe ouvrière par les méthodes fascistes ». Les deux partis n'étaient pas antipodes, mais jumeaux, Staline l'assurait aux siens.

Il était pourtant encore évident à tous, sauf aux staliniens, que les nazis n'étaient pas de simples démocrates bourgeois : ils n'opéraient aucune distinction dans leur haine des socialistes, des communistes ou des libéraux bourgeois à cet égard. Mieux, l'exemple italien aurait dû arrêter les staliniens. La direction du K.P.D. insistait cependant sur le fait qu'il n'existait pas de « moindre mal ». Les social-démocrates ne valaient pas mieux que les nazis, répétaient-ils.

Si les socialistes étaient un moindre mal que les hitlériens, ce n'était que parce que, pour le moment, ils ne pouvaient pas réprimer les ouvriers. Quelle était donc l'issue ? Thälmann le disait au comité central du K.P.D. : « Une lutte sans relâche contre toutes les sortes de social-fascisme »¹¹. La mobilisation des masses à la base. « Le front unique ne peut pas naître de négociations au parlement, ni d'accords avec d'autres partis et groupes ». Ainsi il ne devait y avoir ni manifestations communes, ni comités parallèles, ni action commune de défense contre les nazis¹².

Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour voir la faillite de cette politique. Un social-démocrate traité de « social-fasciste » par le K.P.D. n'était guère disposé à accepter son invitation à rejoindre les communistes « à la

10. V.I. Lenin, *The Communist International*. Selected Works, p. 10 (N.Y. 1938), p. 111.

11. Beetham, *op.cit.*, pp. 156-157.

12. *Ibid.* pp. 164-167.

base ». Mais en outre, ce qui est décisif, c'est que, s'il était socialiste, cela voulait dire qu'il avait gardé assez de confiance dans son parti et ses dirigeants pour suivre leur direction. Pourquoi se serait-il « uni à la base » avec un parti qui n'était pas le sien ? Si le K.P.D. était sérieux dans le combat contre le fascisme, alors il n'y avait qu'une façon de le faire : il fallait négocier avec le parti social-démocrate pour des actions communes spécifiques contre les nazis. Cela pouvait aller de la défense mutuelle des salles de réunion à l'action en commun dans les grèves, de manifestations communes à des actions offensives contre les nazis, quand ces derniers défilaient de façon provocante dans les faubourgs ouvriers. Chaque parti maintiendrait son indépendance, avec ses mots d'ordre propres, ses propres candidats, mais, bien que marchant séparément, ils frapperaient ensemble. Contre le diable, il ne faut pas hésiter à s'allier à sa grand-mère.

Les élections de septembre 1930 eurent des résultats inquiétants Les voix du K.P.D. augmentèrent en gros de 3 300 000 à 4 600 000, soit 1 300 000 de plus. Les socialistes ne perdaient que quelques partisans : de 9 150 000 à un petit peu moins de 8 600 000. Mais les nazis passaient de 800 000 à 6 400 000. En dépit de cet avertissement et en dépit du fait que les social-démocrates avaient derrière eux infiniment plus d'ouvriers que n'en avaient les communistes, ces derniers se rengorgèrent bruyamment sur leur « grandiose victoire »¹³.

Dès l'élection, Trotsky prévint que « le fascisme en Allemagne était devenu un danger réel ». Le régime bourgeois était, écrivait-il, impuissant à arrêter la crise : le S.P.D. jouait encore son rôle conservateur traditionnel et le K.P.D. était trop faible pour prendre le pouvoir. Il y avait un danger qu'avec une aggravation de la crise, le seul parti potentiellement révolutionnaire, le K.P.D., soit impuissant à la résoudre. Ainsi la tragédie de 1923 pouvait-elle se répéter, avertissait-il. Les progrès parlementaires des communistes étaient de peu de conséquence à la lumière de la bien plus grande victoire des nazis. « Qui nie cela, écrivait Trotsky, est un aveugle ou un fanfaron »¹⁴.

Trotsky proposa alors que le K.P.D. répudie la politique stalinienne du « social-fascisme », élabore un authentique programme de front unique entre syndicalistes soviétiques et allemands pour résoudre le problème du chômage et, au lieu de répéter le mot d'ordre des nazis de condamnation du traité de Versailles, lance le mot d'ordre révolutionnaire d'« Etats-Unis soviétiques d'Europe »¹⁵.

13. *The Turn in the Communist International and the Situation in Germany* (N.Y.1930), p. 6. En français, voir le recueil *Comment vaincre le fascisme*, Paris 1971. Ici l'article « Le Tourment de l'Internationale communiste », p. 19. Les deux partis ouvriers avaient obtenu 40,4 % des voix.

14. *Ibid.* p. 11. « Le Tourment.. », p.24.

15. *Ibid.* pp. 28-29. « Le Tourment.. », p.40.

Finalement, le K.P.D. devait adopter une politique de défense contre les fascistes. Cela souderait les rangs avec les ouvriers du S.P.D. contre la menace fasciste. Le K.P.D. devait défendre les conquêtes historiques de tous les travailleurs, à savoir leurs organisations politiques, leurs syndicats, leurs journaux, leurs imprimeries, leurs clubs, leurs bibliothèques et leurs salles de réunion. Ce type d'action cimenterait les rangs ouvriers. Ainsi, plus les fascistes apparaîtraient comme des agresseurs aux social-démocrates et aux masses sans parti, plus le K.P.D. apparaîtrait comme leur défenseur. Mais cette défense devait être vigilante, active et audacieuse. Elle devait prendre en compte tout changement et se tenir prête à lancer une attaque générale contre les nazis ¹⁶.

La direction du K.P.D. refusa pourtant d'ouvrir les yeux. En juillet 1931, Thälmann et compagnie firent quelque chose d'incroyable — un front uni avec les nazis contre le gouvernement socialiste de Prusse. Prenant une page du futur 1984 d'Orwell, ils le baptisèrent « referendum rouge », comme si le fait de donner à cet acte infâme un nom vigoureux cachait la honteuse réalité qu'il y avait derrière. Le K.P.D. et les nazis firent campagne ensemble contre le gouvernement social-démocrate d'Otto Braun et Carl Severing, réunissant à eux deux 9,8 millions de voix contre 13 à leurs adversaires.

Il n'est guère difficile d'imaginer comment un tel front unique démoralisa les ouvriers et donna aux nazis une nouvelle légitimation.

Trotsky analysa les résultats de cette action peu après. Les dirigeants du K.P.D. s'étaient adressés aux couches supérieures du S.P.D. et, quand ces dernières avaient rejeté leurs avances, avaient fait un front unique avec les nazis. De toute évidence, au cours de l'opération, ils avaient jeté par-dessus bord le « front unique à la base ». Si la social-démocratie est une variété de fascisme, comment peut-on faire un front unique avec des « social-fascistes » pour défendre la démocratie, demandait Trotsky. Le K.P.D. expliquait que Heinrich Brüning (chef du gouvernement et dirigeant du parti du Centre) et Otto Braun pavaient la voie pour le fascisme. C'était vrai, mais Trotsky avertissait aussi qu'aider les nazis à remplacer ce gouvernement aboutissait seulement à raccourcir la route au fascisme ¹⁷.

Le K.P.D. expliquait que le referendum était « un front unique à la base ». Il ne voyait aucune différence entre un parti qui trahit et trompe les ouvriers — la social-démocratie — et un parti qui veut les massacrer. « Sortir dans les rues avec le mot d'ordre » A bas le gouvernement Brüning-Braun », à un moment où, selon le rapport de forces, il ne peut être remplacé que par un gouvernement

16. L. Trotsky, *The Struggle against Fascism in Germany* (N.Y. 1971), pp.72-73.

17. « Against National Communism » (Lessons of the Red Referendum) in *the Struggle*, pp. 93-114, passim.

Hitler-Hugenberg, c'est l'aventurisme le plus cru ». Trotsky opposait l'expérience bolchevique de gagner patiemment le prolétariat contre les « conciliateurs » plutôt que de refuser de s'allier avec eux contre Kornilov ¹⁸.

En novembre 1931, Trotsky analysa la situation d'un peu plus près. La faiblesse du prolétariat allemand découle du fait que la social-démocratie réformiste continue de jouir du soutien de la majorité des ouvriers, tandis que l'incapacité du K.P.D. à unir le prolétariat derrière lui avive la crise. Cette incapacité du K.P.D. est due au fait qu'il continue à soutenir la théorie du « social-fascisme » et l'expérience de son « referendum rouge » en Prusse. « L'heure décisive approche », poursuivait-il, alors que le P.C.U.S. se taisait, risquant ainsi la défaite pour toute la nouvelle période historique prochaine.

En Russie même, les staliniens sont devant une grave crise et veulent « la paix », ce qui explique leur silence sur l'Allemagne. Pendant ce temps, le K.P.D. commence à penser que la victoire du fascisme est inévitable. Il se prépare à battre en retraite sans avoir tiré un seul coup de feu. Si cela devient sa politique, cela équivaudra à une trahison de la classe ouvrière à une échelle comparable à celle de la social-démocratie en 1914, « avec des conséquences plus épouvantables », ¹⁹ ajoutait-il. Le K.P.D. prépare une gigantesque catastrophe.

Si les nazis prennent le pouvoir, poursuivait Trotsky, ils extermineront la fleur du prolétariat allemand. Ils extirperont sa foi dans l'avenir. Le fascisme italien apparaîtra comme une expérience presque humaine en comparaison des nazis. Si le K.P.D. évite la lutte, cela signifie qu'il livrera le prolétariat à son ennemi mortel, puisque les ouvriers n'ont pas d'endroit pour battre en retraite, pas de lieu pour se cacher. Dix insurrections prolétariennes, dix défaites, l'une sur l'autre, ne pourraient pas affaiblir la classe ouvrière allemande autant que l'affaiblirait une retraite au moment même où la décision dépend encore de la question de savoir qui sera le maître dans la maison allemande, avertissait Trotsky ²⁰.

L'état d'esprit capitulard dans la direction du K.P.D. poussera la bourgeoisie qui hésite et la petite bourgeoisie dans les bras des nazis. Les fascistes hésitent encore et réalisent qu'ils peuvent encore se casser le cou. Mais la politique du K.P.D. facilitera leur accès au pouvoir. Si cela arrivait, la victoire du fascisme signifierait une rupture dans la continuité du développement révolutionnaire, l'effondrement du Comintern et le triomphe de l'impérialisme mondial sous sa forme la plus sanglante. « Une victoire du fascisme en Allemagne

18. *Ibid.* pp. 96-98.

19. *Germany. The Key to the international Situation*, (NY 1932), pp. 13-17. En français, dans *Comment vaincre*, « La Clé de la situation internationale est en Allemagne », pp. 45-66, ici p.58

20. *Ibid.* pp.17-18. *Comment vaincre*, « La Clé », p.58.

signifierait une guerre inévitable contre l'U.R.S.S. », prédisait-il justement. Une fois le prolétariat allemand écrasé, rien n'empêchera Hitler de faire la guerre à l'U.R.S.S. Il marchera avec le Japon en Extrême-Orient et deviendra le super-Wrangel de la bourgeoisie mondiale. L'U.R.S.S. sera isolée. La guerre qui viendra sera une guerre à mort. L'écrasement du prolétariat allemand équivaldra, précise-t-il, à la moitié de l'effondrement de la république soviétique. »²¹

La clé de la situation internationale se trouve en Allemagne, répétait Trotsky et le K.P.D. détient encore cette clé-là. Mais quiconque prêche maintenant une « retraite stratégique » est un traître. Le devoir élémentaire du K.P.D. est de dire que le fascisme ne peut parvenir au pouvoir qu'« après une guerre civile sans merci, dévastatrice, jusqu'au bout ». La capitulation historique du parti communiste allemand en 1923 a encouragé la montée du fascisme. Il est vrai que les nazis ont reçu beaucoup de voix. « Mais, dans une lutte sociale, les voix ne sont pas décisives. Le gros de l'armée du fascisme consiste en la petite-bourgeoisie et la nouvelle classe moyenne, de petits fonctionnaires, des employés, le personnel technique, l'intelligentsia et la paysannerie paupérisée. Dans une élection, un millier de voix fascistes équivalent à un millier de voix communistes. Mais, dans l'action révolutionnaire, un millier d'ouvriers dans une seule grande usine représentent une force cent fois plus grande qu'un millier de petits fonctionnaires, d'employés, « leurs femmes et leurs belles-mères. Le gros des fascistes, c'est de la poussière humaine » assurait-il²².

Il est vrai que les fascistes avaient de sérieux cadres de combattants, mais ce sont les soldats, non les officiers, qui décident et, dans ce cas, l'armée prolétarienne est infiniment supérieure, poursuivait-il. Après avoir pris le pouvoir, les fascistes trouveront facilement des soldats à l'aide de l'appareil d'Etat. Mais le fascisme n'est pas encore au pouvoir. « Et pouvons-nous supposer, même un moment, que les ouvriers allemands, qui ont entre les mains les puissants moyens de production et de transport, qui ont été liés les uns aux autres par les conditions de leur travail en une armée de fer, de charbon, de chemins de fer, de fils électriques, ne se révéleront pas incommensurablement supérieurs, dans les combats décisifs, à la poussière humaine de Hitler ? », demandait-il²³.

Trotsky réclamait alors un « inventaire réaliste » des forces des nazis. Leur force réside dans le schisme actuel au sein du prolétariat, expliquait-il. Cette menace fasciste doit pousser les ouvriers à s'unifier au nom de l'auto-défense. Ici encore, la clé est entre les mains du K.P.D. Mieux, dans la mesure où une victoire fasciste signifierait une guerre inévitable contre l'U.R.S.S., Trotsky répétait : « Ce devrait être un axiome pour tout ouvrier révolutionnaire

21. *Ibid.* pp. 18-20. « La Clé », *op.cit.* pp.59-60.

22. *Ibid.* pp. 20-21. « La Clé », *op.cit.* p.62.

23. *Ibid.* pp. 22-23. « La Clé », *ibid.*

que la tentative des fascistes de prendre le pouvoir en Allemagne doit conduire à la mobilisation de l'Armée rouge ». Ce sera l'auto-défense révolutionnaire de la Russie. L'Allemagne n'est pas seulement l'Allemagne, mais le cœur même de l'Europe et Hitler est son super-Wrangel. Trotsky avertissait encore « Mais l'Armée rouge n'est pas seulement l'Armée rouge. Elle est le bras de la révolution prolétarienne, » ce qu'elle avait été sous Trotsky, mais elle allait devenir un instrument différent sous Staline²⁴.

Un an avant la prise du pouvoir par les nazis, Trotsky publia une analyse complète de la situation allemande intitulée *Et Maintenant ?*²⁵. Les social-démocrates essayaient de stabiliser le capitalisme à une époque où il déclinait et sapait les conquêtes réalisées par plusieurs générations de travailleurs. Pourtant le fascisme détruirait toutes les organisations du prolétariat, y compris le S.P.D. et les syndicats. De même que les lassalliens avaient tort de fonder la bourgeoisie libérale et les réactionnaires féodaux en une seule masse, comme l'avaient enseigné Marx et Engels, de même, il était également faux de tracer un signe égal entre les social-démocrates et les fascistes en considérant les premiers comme des « social-fascistes »²⁶. La direction social-démocrate compte sur la police prussienne pour l'aider (*Staat, greif zu*) et pense que Brüning combattra le fascisme. C'est absurde. D'abord, d'anciens ouvriers qui deviennent policiers ne sont plus des ouvriers, ce sont des policiers. Deuxièmement, un fonctionnaire qui est neutre fera le raisonnement que, si des millions de social-démocrates, qui ont des ressources énormes, comptent sur lui pour les aider, il cherchera à sauver sa propre peau et passera aux nazis. Hilferding²⁷ écrit que, puisque les social-démocrates et les communistes n'ont que 40 % des voix, ils ne peuvent prendre le pouvoir. Pourtant Brüning n'a que 20 % des voix et il gouverne. Les autres 40 % sont les voix nazies : l'un seulement de ces trois partis peut prendre le pouvoir.²⁸

De plus, les chiffres parlementaires ne donnent pas la véritable corrélation des forces. Hilferding insiste que les social-démocrates doivent soutenir Brüning pour empêcher Hitler d'arriver au pouvoir, mais s'ils rompent avec lui et

24. *Ibid.* p. 24. « La Clé », *op.cit.*, p.65.

25. En anglais : *What Next ? Vital Questions for the German Proletariat* (N.Y. 27 janvier 1932). En français : *Et Maintenant ? La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*.

26. *Ibid.*, pp. 11, 13. Dans l'édition française, ce texte se trouve pp.80-234. La structure autoritaire et hiérarchique du S.P.D. est discutée par Flechtheim, pp. 95-96. Les mots-clés du parti n'étaient pas « révolte, rébellion ou anarchie », écrit l'auteur, mais « réforme, compromis, ordre, autorité ». Le résultat fut que le S.P.D. sous-estima le danger de réaction et se berça de l'illusion que, s'il se comportait avec prudence et modestie, ses ennemis deviendraient raisonnables et conclueraient avec lui un compromis honorable (*ibid.*, pp.97-98).

27. Rudolf Hilferding (1877-1941) était l'un des dirigeants social-démocrates en Allemagne, auteur d'un travail pionnier en économie politique, *Le Capital financier*. Il s'enfuit en France en 1933. Le gouvernement Pétain le livra à la Gestapo en 1940 et il mourut peu après dans une prison allemande.

28. *What next ?* pp. 20, 23. « Et maintenant ? », *op.cit.* pp.93-95.

choisissent la révolution, ils vont l'emporter. Des couches entières quitteront les nazis et passeront du côté des ouvriers. La lutte serait inévitable. Une décision ferme de combattre jusqu'à la victoire pourrait changer l'équilibre des forces. La direction du S.P.D. ne peut pas changer, mais ses rangs peuvent changer et ils changeront si on les y aide. Le K.P.D., par sa politique suicidaire, encourage les ouvriers à rester avec le S.P.D.²⁹.

Les staliniens insistent et répètent que le fascisme et la démocratie capitaliste sont une seule et même chose. C'est faux : il y a des contradictions entre les deux. La social-démocratie est le principal représentant du régime parlementaire bourgeois qui tient son soutien des ouvriers. Mais le fascisme repose sur la petite bourgeoisie. Sans les travailleurs organisés, le S.P.D. ne peut avoir aucune influence. Mais le fascisme ne peut se développer sans détruire ces mêmes organisations ouvrières. Le parlement est l'arène principale du S.P.D. Mais le fascisme repose sur la destruction du parlement. Il est vrai que, pour la bourgeoisie monopoliste, les régimes parlementaire bourgeois ou fasciste ne représentent que des instruments différents de son règne. Mais, pour le S.P.D. ou pour les nazis, le choix de l'un plutôt que l'autre a une signification propre. Il devient une question de vie ou de mort politique³⁰.

Trotsky stigmatisait le K.P.D. pour son « ultimatum »³¹ dans son insistance pour que les travailleurs acceptent sa direction ou soient traités comme des contre-révolutionnaires. Ce parti refusait d'éduquer patiemment les ouvriers³². Il faut rappeler qu'en 1917, Lénine insistait pour que soit « expliqué patiemment » le programme du parti bolchevique. Puis Trotsky soulignait les leçons de l'Italie. Là, les réformistes (c'est-à-dire les social-démocrates) criaient à Victor-Emmanuel : « Au secours ! Intervenez ! » L'un de leurs dirigeants, Turati, laissa même échapper cette ahurissante affirmation : « On doit avoir assez d'humanité pour être couard ». Les social-démocrates allemands disaient la même chose : « Ayons le courage de l'impopularité ! » (*Mut zur Unpopularität*). Le jeune parti communiste d'Italie s'opposait lui aussi aux fronts uniques et ne voyait que « réaction capitaliste » dans le fascisme. Il n'arrivait pas à comprendre les traits particuliers du fascisme, écrivait Trotsky, qui décollent de la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat. Seul Gramsci le comprit³³.

Les ouvriers, poursuivait-il, ont encore de puissantes organisations politiques, économiques et sportives. C'est vrai sous le régime actuel de Brüning : ce ne sera plus vrai sous Hitler. Si ces organisations sont faibles, c'est seule-

29. *Ibid.* pp. 24-26. « Et Maintenant ? », *op.cit.*, pp.98-100, 102.

30. *Ibid.* p. 29. « Et Maintenant ? », *op.cit.*, p.98.

31. *Ibid.* pp. 38-40, « Et Maintenant ? », *op.cit.* pp.106-107.

32. *Ibid.* Cf. ch. III « Ultimatum bureaucratique », pp. 41-52. « Et Maintenant ? », pp. 107-117

33. *Ibid.* pp. 84-85,86-87. « Et Maintenant ? », *op.cit.* pp.142-145.

ment à cause de la faiblesse de leur direction. L'organisation de défense de Bruchsal et de Klingenthal est essentiellement un soviet de députés ouvriers, même si elle ne porte pas ce nom, écrivait-il³⁴. Si cette forme d'organisation était transférée à Berlin, ce serait un soviet de députés ouvriers³⁵.

« La situation est-elle désespérée ? » demandait Trotsky. « Pas du tout », répondait-il. Malgré les défaites de 1919, 1921 et 1923 et le conservatisme des organisations ouvrières en Allemagne, la solidarité des ouvriers n'a pas permis au fascisme d'y pénétrer. Un front unique est une stratégie défensive, mais son succès ouvre de grandes possibilités offensives. Dès que commencera une offensive contre les nazis, elle attirera au combat toutes les couches du prolétariat. Il pensait même que l'appareil du Comintern était en train de commencer à tourner. Mieux, il croyait que la petite Opposition de gauche pouvait encore influencer le K.P.D. et l'inciter à se préparer au combat.

Il était opposé à la création d'un troisième parti dans les circonstances du moment et voyait la crise affaiblir l'emprise de la bureaucratie sur les rangs du parti. Les dirigeants actuels du K.P.D. qui refusent de se préparer au combat devraient être écartés, écrivait-il, dans le cours de la démocratisation du parti³⁶.

Il fallait convaincre les membres du K.P.D. de la justesse d'une politique de front unique. Il était optimiste et comptait que « le lendemain même de la victoire du prolétariat allemand et même avant, les chaînes qui lient le Comintern se briseront. Le vide des idées du centrisme bureaucratique, les limitations nationales de son horizon, le caractère anti-prolétarien de son régime — tout cela sera révélé à la lumière de la Révolution allemande qui sera infiniment plus brillante encore que celle de la Révolution d'octobre. Les idées de Marx et de Lénine gagneront leur véritable hégémonie à l'intérieur du prolétariat allemand »³⁷.

Moins de cinq mois avant la prise du pouvoir par Hitler, Trotsky lança un nouvel appel au K.P.D. pour qu'il change d'orientation³⁸. Il commença par décrire rapidement la situation internationale de l'Allemagne. Le régime bonapartiste de Brüning ne pouvait régler la crise et fit place au régime Papen-Schleicher. Les barons et magnats du Capital préféreraient ce dernier à celui de

34. *Ibid.* pp. 163-164. « Et Maintenant ? », *op.cit.*, pp.209-210. Trotsky citait les ouvriers de Bruchsal et de Klingenthal où le parti communiste local, avec le S.A.P. (le centriste Sozialistische Arbeiterpartei) et les syndicats, organisèrent une défense efficace contre le fascisme en dépit d'une tentative de sabotage de la part des dirigeants réformistes. Voir Theodore Abel, *The Nazi Movement. Why Hitler came to Power* (N.Y. 1936) pp. 93-112, où l'auteur donne des exemples de heurts entre les nazis et les ouvriers de la Reichsbanner et du Rot Front.

35. *What Next ?*, p. 165. « Et Maintenant ? », *op.cit.* p. 210.

36. *Ibid.* pp. 177-178, 184-185. « Et Maintenant ? », *op.cit.* p.250,256.

37. *Ibid.* pp. 186-187. « Et Maintenant ? », *op.cit.* p. 229

38. *The Only Road for Germany*, N.Y., avril 1933. Dans *Comment vaincre*, « La Seule Voie », pp. 245-320.

Hitler pour de simples raisons d'économie, et pour empêcher une petite bourgeoisie cupide de prendre sa part de dépouilles. Ils avaient cependant confiance : si Hitler s'avérait nécessaire, ils pourraient le domestiquer. Entretemps, la social-démocratie espérait un miracle et dirigeait encore des millions d'ouvriers. En même temps, le K.P.D. embrouillait les ouvriers en qualifiant de « fasciste » le régime de Brüning tout en mettant en garde contre Hitler. La politique suicidaire de « social-fascisme » continue ³⁹.

La Reichswehr est indépendante du régime Papen, mais il n'existe pas 100 000 soldats qui puissent tenir constamment sous état de siège une population de 65 millions dans un pays en crise. Plus, il faut encore éprouver l'armée si la guerre civile devait éclater. Trotsky prédisait que Schleicher aurait seulement ses « Cent Jours ». L'unique issue, c'était ou bien Hitler ou bien la révolution prolétarienne ⁴⁰.

Toute analyse politique se doit d'examiner les rapports entre la petite bourgeoisie (qui comprend la paysannerie), la bourgeoisie et le prolétariat, écrivait-il. La bourgeoisie ne peut gouverner seule : elle doit utiliser la petite bourgeoisie pour la soutenir. C'est ce qu'elle a fait quand elle était révolutionnaire en tant que régime jacobin. Plus tard, elle remplaça le jacobinisme par la social-démocratie. Aujourd'hui, il lui faut utiliser les fascistes, non parce qu'elle le veut (c'est toujours dangereux) mais parce qu'elle n'a pas le choix si elle veut battre le prolétariat ⁴¹.

La social-démocratie est le principal responsable de la croissance du fascisme. Depuis la Première Guerre mondiale, elle a extirpé de la conscience du prolétariat l'idée d'une politique indépendante et lui a, à la place, inculqué la croyance que le capitalisme est éternel. La petite bourgeoisie ne suivra les ouvriers que si elle considère leur parti comme un nouveau chef et pas comme un valet. Pour ne l'avoir pas fait, le S.P.D. fait de la petite bourgeoisie la chair à canon du fascisme ⁴². Les staliniens, malgré la grave crise du capitalisme et à cause de leur politique opportuniste et aventuriste, ne peuvent gagner le prolétariat et poussent ainsi la petite bourgeoisie dans les bras des nazis. Le stalinisme aussi est responsable de la croissance des nazis ⁴³.

Thälmann dit à l'ouvrier social-démocrate que le K.P.D. est sincère dans son désir d'un front unique parce qu'il est pour le renversement du capitalisme. Trotsky répond : « Un propagandiste habile aurait répondu de la façon suivante : vous misez tout sur la démocratie, nous, nous croyons que la révolution

39. *Ibid.* pp. 7-16. « La Seule Voie », pp. 250-256.

40. *Ibid.* pp. 18-19. « La Seule Voie », p. 256.

41. *Ibid.* pp. 21-22. « La Seule Voie », pp. 257, 258.

42. *Ibid.* pp. 27-28. « La Seule Voie », pp. 262, 263.

43. *Ibid.* p. 28. « La Seule Voie », p. 263.

est la seule issue. Pourtant nous ne pouvons ni ne voulons faire la révolution sans vous. Hitler est maintenant notre ennemi commun. Après l'avoir vaincu, nous tirerons ensemble le bilan et verrons la suite à donner » ⁴⁴. Ce qui est décisif, c'est que la bourgeoisie veut abandonner son alliance avec le S.P.D., même contre le gré de cette dernière. « Le règne de la terreur fasciste signifiera et ne peut pas ne pas signifier la destruction de la social-démocratie », soulignait encore Trotsky. En tout cas, les « social-fascistes » tiennent à leur peau. La politique communiste de front unique actuellement doit partir du souci de la social-démocratie de se protéger. « Ce sera la politique la plus réaliste et en même temps la plus révolutionnaire par ses conséquences », concluait Trotsky ⁴⁵.

Pourquoi l'Union soviétique, le Comintern et le K.P.D. ont-ils suivi ce cours suicidaire qui garantissait à Hitler l'accès au pouvoir ? Nul ne saurait minimiser le rôle de la stupidité et de l'irrationnel dans l'appareil stalinien des années trente. Il n'est guère discutable que, contrairement à la politique suivie par Lénine et Trotsky dans la Révolution russe, la façon du K.P.D. de les aborder lui aliéna la majorité des ouvriers social-démocrates. Le « front unique à la base », le prétendu « référendum rouge », le qualificatif calomnieux de « social-fascisme », la capitulation impliquée dans la vantardise « Après Hitler, notre tour ! » — tout cela et une dizaine d'autres fantaisies ont détruit le K.P.D. en tant qu'instrument révolutionnaire. Mais outre le rôle du parti et de son appareil, le jeu diplomatique de l'Union soviétique aggrava encore la débâcle allemande ⁴⁶.

Presque dès la constitution du gouvernement soviétique, les dirigeants soviétiques furent ravagés par la difficulté de concilier la politique de l'Etat et celle du parti. La Guerre de Pologne (1920) avait rapproché la Russie et l'Allemagne. Si l'Union soviétique avait réussi à s'emparer de la Pologne, le traité de Versailles n'aurait plus été qu'un chiffon de papier.

Winston Churchill reconnaissait que « la Pologne était la cheville d'essieu du traité de Versailles » ⁴⁷. Bien avant Churchill, Lénine avait écrit : « Si la Pologne était devenue soviétique, la paix de Versailles aurait été écrasée et tout le système international imposé à l'Allemagne par les vainqueurs se serait effondré » ⁴⁸. C'est pourquoi tous les Allemands espéraient que l'Armée rouge

44. *Ibid.* p. 39. « La Seule Voie », p. 273. Peut-être un argument aussi parlant aurait-il été qu'il était impossible de maintenir un régime démocratique (Trotsky parlait de « démocratie » sans la qualifier), puisque les régimes bonapartistes de Brüning, Papen et Schleicher avaient abandonné la démocratie de la République de Weimar quelque temps auparavant et qu'il n'y avait en 1932 aucune perspective d'y retourner.

45. *Ibid.* pp. 40-41. « La Seule Voie », p. 274.

46. *The World Crisis. The Aftermath* (London 1919), cité par Lionel Kochan, *Russia and the Weimar Republic* (Cambridge G.B. 1954), p. 35, n° 1.

47. *Sotchinenija*, vol. 35, p. 402, cité par Kochan, *op.cit.*

48. *Ibid.* vol. 25, p. 418, Kochan, p. 37.

l'emporterait quand elle approchait de Varsovie. « Tout le monde en Allemagne, même les plus noirs réactionnaires et monarchistes disait que les bolcheviks nous sauveraient », rappelait Lénine.

Après la retraite de l'Armée rouge et malgré sa haine du bolchevisme, l'Allemagne dut se tourner vers la Russie pour commercer et n'être pas étranglée par l'Entente. Pour y arriver, le gouvernement soviétique fit d'importantes concessions économiques aux capitalistes allemands, mais, en échange, commença à se procurer des usines, du capital et des produits industriels. La Russie voulait faire des concessions semblables à l'Angleterre et à la France, bien entendu, mais seule l'Allemagne voulait bien « frapper à la porte de l'Est ». Les deux puissances s'en trouvèrent rapprochées. D'abord on fit une distinction entre les banquiers et industriels d'Allemagne et « les masses opprimées » allemandes. Bientôt cependant cet appel contradictoire à la bourgeoisie et au prolétariat perdit toute distinction⁴⁹.

Le Traité de commerce de 1921 entre les deux puissances fut bientôt suivi de l'important Traité de Rapallo, conclu en avril 1922. Les relations diplomatiques complètes furent reprises et l'Union soviétique abandonna son droit aux réparations en échange de la renonciation de l'Allemagne à une compensation pour les biens nationalisés par les bolcheviks. En outre, le traité comprenait « la clause de la nation la plus favorisée ». Son article le plus important était pourtant l'article 5 qui prévoyait que « les deux gouvernements coopéreraient dans un esprit de bonne volonté mutuelle pour faire face aux besoins économiques des deux pays »⁵⁰.

Tandis que la Grande-Bretagne et la France s'alarmaient de la menace inhérente au traité de Rapallo, les bolcheviks étaient divisés quant à sa signification réelle. Trotsky niait qu'il fût un contre-poids à l'Entente et insistait sur le fait que le gouvernement soviétique était prêt à signer des traités semblables avec tous les Etats capitalistes. Radek, d'un autre côté, disait que « la politique d'étranglement de l'Allemagne impliquait de fait la destruction de la Russie en tant que grande puissance, car peu importe comment la Russie est gouvernée, c'est toujours son intérêt de voir que l'Allemagne existe ». D'autres comme G.V. Tchitchérine, voyaient l'émergence de forces internationales nouvelles. Steklov, le rédacteur en chef des *Izvestia*, le journal gouvernemental officiel, vacillait alors que d'autres étaient en pleine confusion⁵¹.

49. Le ministre des affaires étrangères allemand, le Dr Simons, déclarait : « Le communisme en soi n'est pas une raison pour qu'une république bourgeoise allemande ne fasse pas de commerce avec le régime soviétique ».

50. *Ibid.* pp. 52-53.

51. *Ibid.* pp. 55-57.

En Allemagne, il y eut la même division de l'opinion. Tandis que Walter Rathenau était mécontent du traité, le général von Seeckt le défendait. Le social-démocrate Friedrich Ebert était « surpris et amer » alors que Hermann Müller, le dernier chancelier social-démocrate avant Heinrich Brüning, du parti du Centre, voulait le combiner avec une « politique de réalisations à l'Ouest ». Artur Crispian, des socialistes indépendants, y voyait « une trahison du socialisme » alors que Paul Frölich, le porte-parole du K.P.D., était embarrassé et contestait son importance⁵². L'essentiel était que, pour l'Allemagne, ce traité était une arme contre les Alliés et contre Versailles. Pour la Russie, c'était une mesure défensive en ce qu'elle empêchait un front unique des puissances capitalistes contre elle. L'Allemagne était neutralisée. C'était vrai, mais, en échange, les Russes devaient soutenir la bourgeoisie allemande contre Versailles. Ce faisant, ils aidaient le nationalisme allemand⁵³.

La menace impliquée par le traité de Rapallo incita la Grande-Bretagne à détacher, si possible, l'Allemagne de la Russie et à la tourner vers l'Occident. C'est avec cet objectif en vue que l'Allemagne signa en 1925 le traité de Locarno, rétablissant ainsi l'équilibre des forces sur le continent entre Allemagne et France⁵⁴. Peu après, l'Allemagne entra dans la Société des Nations.

Inutile de dire que les Soviets virent la menace de Locarno contre eux-mêmes. Il menaçait de nouveau d'isoler la Russie et faisait de la Grande-Bretagne la puissance dominante sur le Continent. Les *Izvestia* écrivaient :

« L'Allemagne se subordonne à la politique anglaise [...]. L'Allemagne est nécessaire à l'Angleterre comme un moyen d'équilibre sur le continent et aussi comme place d'armes pour de futures attaques contre l'Union soviétique »⁵⁵. Si la menace contre la Russie ne se matérialisa pas, c'est parce que Gustav Stresemann, le Chancelier allemand, était trop astucieux pour s'aligner avec l'un ou l'autre⁵⁶.

Les limites de cet essai ne permettent pas un examen détaillé des vicissitudes des traités de Rapallo et de Locarno, ni des incessantes manœuvres diplomatiques des puissances européennes. Il suffira de dire que, bien que l'Union soviétique n'aie jamais fermé ses portes aux puissances occidentales, à

52. *Ibid.* p. 58.

53. *Ibid.* p. 59. Le marché, c'était que « la Russie promettait à l'Allemagne son aide contre Versailles et l'Allemagne promettait à la Russie sa neutralité », écrit Kochan. Rapallo prévoyait aussi une coopération militaire entre les deux puissances. Des écoles d'entraînement de tankistes et d'aviateurs furent créées en terre russe avec la coopération allemande. L'industrie allemande produisit des gaz asphyxiants, des obus d'artillerie, etc. *Ibid.* p. 60.

54. Le traité ou Pacte garantissait la frontière du Rhin entre l'Allemagne et la Belgique et entre l'Allemagne et la France. L'Allemagne confirmait la démilitarisation de la Rhénanie et renonçait à revendiquer l'Alsace-Lorraine. L'Allemagne recevait aussi le soutien de la Grande-Bretagne en cas d'occupation française de la Ruhr, *ibid.* pp.96-98.

55. *Izvestia*, 12 juin 1925, cité par Kochan, pp. 98-99.

56. Kochan, *op.cit.*, p. 101.

travers toutes les années vingt et jusqu'aux premières années trente, elle soutint Rapallo et redouta Locarno. Ainsi tout parti politique en Allemagne qui condamnait le premier et soutenait le second était considéré par les soviets comme une menace à leur égard.

Les social-démocrates d'Allemagne étaient « les pires ennemis de Rapallo et les plus ardents soutiens de Locarno ». Ils avaient attiré l'attention sur les contacts entre la Reichswehr et l'Armée rouge et avaient été attaqués par les *Izvestia* du 23 mai 1928 pour leur orientation pro-occidentale : « Bien que cela ne puisse pas être prouvé, il est vraisemblable que cette attaque à tout va contre les social-démocrates allemands était une réponse aux exigences de la politique extérieure soviétique », écrit Kochan, spécialiste de cette question ⁵⁷. Il y a certainement là une explication de la guerre sans merci lancée par le Comintern et son K.P.D. contre les « social-fascistes ».

Plus encore, la politique de Staline de faire des social-démocrates l'ennemi principal en 1928 était étroitement liée à sa lutte contre sa propre prétendue « droite » du P.C.U.S., c'est-à-dire Boukharine, Rykov et Tomsy. Au cours de cette lutte, Staline fut obligé de faire adopter au Comintern une « tactique de gauche » ⁵⁸. La Russie redoutait un rapprochement entre la France et l'Allemagne que les social-démocrates de ce pays soutenaient ⁵⁹.

En 1930, l'Allemagne était dans une position bien plus forte qu'elle ne l'avait été en 1923 et commençait à se détourner de la Russie. Le gain communiste de 23 sièges au Reichstag pour un total de 77 et 4 500 000 voix pour le parti encouragèrent une attaque contre « le communisme » par la presse allemande. « A partir de ce moment, en ce qui concernait l'Allemagne, Staline était moins le maître de la situation que maîtrisé par elle. On peut douter qu'on ait attendu du K.P.D. qu'il réalise son but de la révolution allemande. On peut douter encore plus que cette politique ait été conçue avec cette perspective » ⁶⁰. Si pourtant l'Allemagne n'a pas dénoncé Rapallo, c'est parce qu'elle n'avait pas obtenu le corridor de Dantzig et la Haute Silésie (aux mains des Polonais) et voulait l'Anschluss avec l'Autriche. ⁶¹

Une semaine avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, Molotov déclara : « Nous avons eu et avons encore maintenant les liens économiques les plus solides avec l'Allemagne. Ce n'est pas un hasard. Cela provient des intérêts des deux pays » ⁶². Il était en outre convaincu d'« un renforcement substantiel de la

57. *Ibid.*, p.139.

58. Thomas Weingartner, *Stalin und der Aufstieg Hitlers. Die Deutschlandspolitik der Sowjetunion und der Kommunistischen Internationale 1928-1934*.

59. *Ibid.* p. 276. Weingartner est d'accord avec Kochan là-dessus.

60. Kochan, *op.cit.* pp. 145-146.

61. *Ibid.*, pp.146-147.

62. Gustav Hilger et Alfred Meyer, *The Incompatible Allies* (N.Y., 1953), p.253, cité par James E. McSherry, *Stalin, Hitler and Europe*, 2 vol. (Cleveland, N.Y. 1968, I, 23)

position internationale de l'Union soviétique » ⁶³. En novembre 1932, comme on l'a dit plus haut, les nazis ont perdu deux millions de voix et le K.P.D. en a gagné 700 000, ce qui lui a donné 100 députés au Reichstag. Ce développement aurait pu être à la base de la satisfaction de Molotov. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, la Russie espérait encore ressusciter le traité de Rapallo. Gustav Hilger, expert économique allemand à Moscou, s'entendit assurer par l'administrateur de Tass que la presse soviétique avait reçu l'ordre d'éviter toute critique de la politique allemande. La Russie craignait que la période de transition sous Hitler soit troublée « avant que des relations normales puissent de nouveau être rétablies » ⁶⁴. Au même moment, Hitler semblait prêt à poursuivre des relations amicales avec la Russie parce qu'il n'avait pas encore d'armée. Le 23 mars 1933, il déclara que son combat contre le communisme était une affaire intérieure et n'affecterait pas les rapports avec les Puissances ⁶⁵. C'est derrière ce même écran qu'il allait détruire le traité de Versailles.

De leur côté, les Russes et le Comintern étaient convaincus que le règne de Hitler serait éphémère. Les ouvriers social-démocrates, sous la pression du national-socialisme et des arguments du K.P.D. allaient vite perdre leurs illusions réformistes. Ils allaient accourir vers le K.P.D. et ainsi, la contre-révolution nazie temporaire paverait la voie pour une victoire communiste. Lors de la purge des S.A. par Hitler, le 30 juin 1934, les staliniens étaient plus que jamais convaincus que l'Allemagne était mûre pour le renversement de Hitler. « Cette attitude à l'égard des nazis », écrit Kochan, « équivaut à dire qu'une défaite est une victoire ou qu'au moins elle contient en elle les germes de la victoire » ⁶⁶. Pour le moment en tout cas Staline tendait cependant encore « une main fraternelle à Hitler », une main que Hitler devait saisir en 1939 avant de se tourner contre l'Union soviétique en juin 1941.

Il s'est écoulé moins d'un demi-siècle depuis que les nazis ont pris le gouvernement en Allemagne. Il est clair aujourd'hui que Staline et son Comintern n'avaient pas compris la nature du parti nazi et l'influence réciproque que les masses petites bourgeoises exerçaient sur lui. Certains pensent que les Russes espéraient une prise du pouvoir par les communistes ou un conflit aigu entre une Allemagne nazie et la France. D'autres croyaient que Staline avait confiance dans la dépendance du N.S.D.A.P. à l'égard de la Reichswehr, avec qui la Russie avait des accords mutuels.

Dans les deux cas, la politique du « social-fascisme » servait Hitler. Le Comintern ne voyait dans le fascisme qu'un simple instrument de la bourgeoi-

63. Kochan, *op.cit.* p.165.

64. McSherry, I, 23.

65. *Ibid.*, p. 24.

66. Kochan, *Russia and the Weimar Republic*, p. 174.

sie ou de la Reichswehr et pas son idéologie raciste intrinsèque. Les staliniens pensaient que les nazis dépendaient de la bourgeoisie, c'est-à-dire qu'ils n'étaient pas une entité indépendante. Ils se refusaient à croire que la petite bourgeoisie désespérée pouvait s'être séparée des capitalistes, puisque ces derniers possédaient le pouvoir économique et militaire et détenaient donc le contrôle. Les nazis, ils en étaient convaincus, voulaient piller mais n'avaient pas de véritable conviction idéologique⁶⁷. Il n'est pas nécessaire d'ajouter qu'aucun marxiste connu ne croit qu'il existe une relation directe entre une classe sociale et un parti politique.

Finalement, il est essentiel de souligner les racines théoriques du « national-bolchevisme » de Staline. Les dirigeants bolcheviques étaient convaincus depuis le début, le tout début, que leur révolution n'était qu'un prélude aux révolutions prolétariennes en Occident. C'était un axiome accepté par tous que, sans l'assistance d'au moins un pays industrialisé, leur régime était perdu. Ecrivant à la veille de l'insurrection, Lénine disait que, si les bolcheviks prenaient le pouvoir, « le prolétariat aurait toute chance de le conserver et de diriger la Russie jusqu'à une révolution victorieuse en Occident ». Au IIe congrès des soviets, Trotsky déclara : « Si les peuples d'Europe ne se soulèvent pas et n'écrasent pas l'impérialisme, c'est nous qui serons écrasés ».

Le 7 mars 1918, Lénine répétait cet avertissement : « L'absolue vérité est que, sans révolution en Allemagne, nous périrons ». Ecrivant dans le manuel du parti, *ABC du Communisme*, Nikolai Boukharine et E. Préobrajensky commençaient le chapitre sur « La IIe et la IIIe Internationale » par l'affirmation : « La révolution communiste ne peut vaincre qu'en tant que révolution mondiale ». Jusqu'en avril 1924, Staline demandait si le prolétariat d'un seul pays, après avoir renversé sa bourgeoisie « peut finalement consolider le socialisme et garantir pleinement le pays contre une intervention et par conséquent aussi contre une restauration ? ». Il répondait : « Non, il ne peut pas. Pour cela, il faut la victoire de la révolution dans au moins plusieurs pays ». Tout le monde acceptait l'idée que, si l'Union soviétique n'était pas secourue par la classe ouvrière d'Occident, elle serait écrasée. La perspective de construire le socialisme dans une nation arriérée, largement paysanne, n'était jamais venue à l'idée d'aucun bolchevik⁶⁸.

Il n'y eut pas de révolution en Occident, mais le régime bolchevique resta au pouvoir. Pour justifier le nouvel état de choses, Staline, avec l'aide de Boukharine, se retourna en décembre 1924 et commença à prêcher la possibilité de

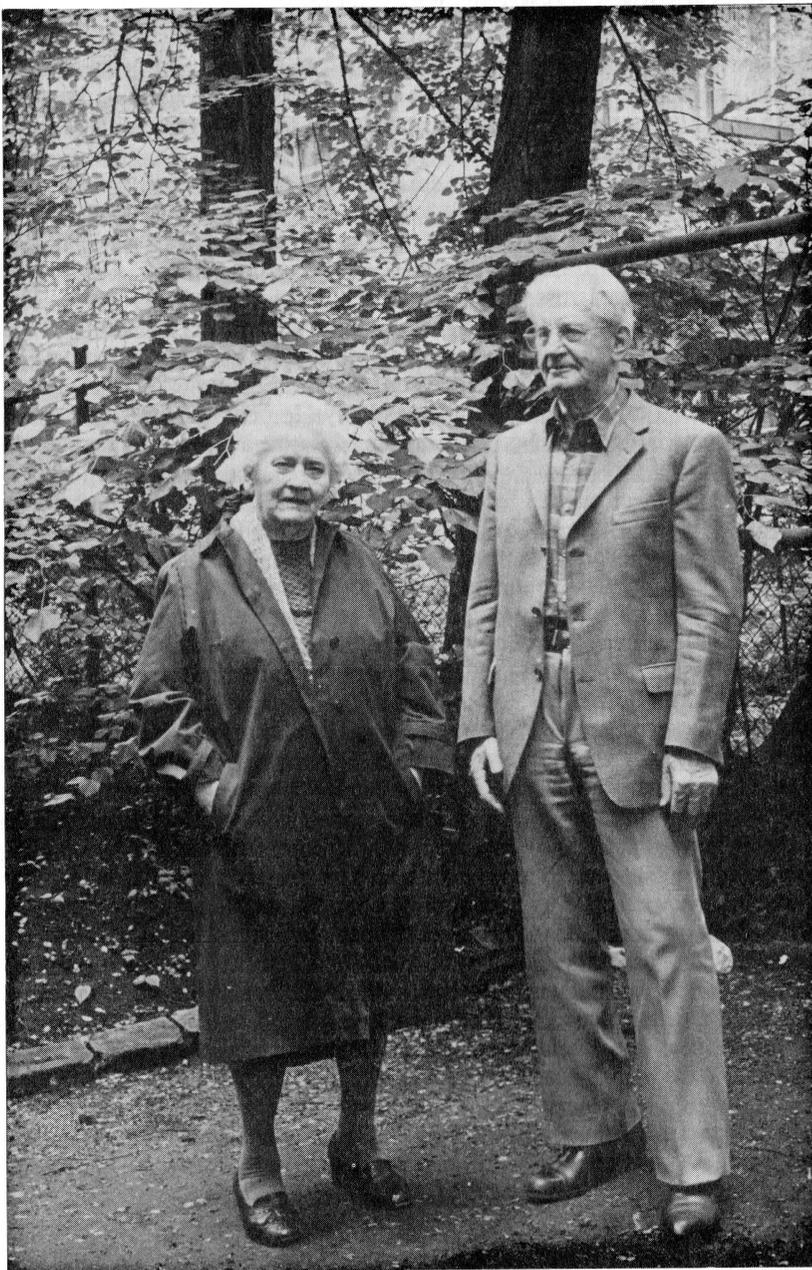
67. Weingartner, *op.cit.*, p. 276.

68. V.I. Lenin, *Toward the Seizure of Power*, N.Y. 1932, I, p. 24 ; Trotsky, *History of the Russian Revolution*, III, app. 2, p. 192 ; J.V. Stalin, *Foundations of Leninism*, 2d ed p. 39 ; N. Bukharin and E. Preobrajensky, *The ABC of Communism. A Popular Explanation of the Program of the Communist Party of Russia* (Ann Arbor, 1966), p. 145.

construire « le socialisme dans un seul pays ». Peu après, c'était devenu une doctrine importante. Cette théorie était une expression inconsciente de la déception après l'échec de la révolution attendue en Occident et, en même temps, une manifestation du nationalisme russe, un sentiment que Staline savait exploiter et encourager. La conclusion qui découlait inévitablement de cette théorie était que, si le socialisme pouvait être bâti dans la seule Russie, il n'y avait nul besoin de révolution en Occident. Les partis communistes devaient donc changer de rôle. A partir de maintenant, ils devaient devenir de simples agents des affaires étrangères russes et aider à la défense des intérêts étrangers de l'Union soviétique. Quand le pacte Hitler-Staline déchaîna la Deuxième Guerre mondiale, le P.C. des Etats-Unis lança le mot d'ordre : « Les Yanks ne viennent pas ! Après que Hitler ait attaqué son ancien allié, le mot d'ordre devint « Ouvrir le second front ». Le P.C. allemand paya le prix inévitable et sa capitulation devant Hitler ne fit qu'encourager Molotov à déclarer que « le fascisme était une affaire de goût ».

L'histoire de la lutte de Trotsky pour réorienter le K.P.D., plus de trois ans avant l'arrivée au pouvoir des nazis, laisse peu de doute : s'il avait encore joui de son ancienne influence sur la politique soviétique, une victoire nazie aurait été impensable. Une politique trotskyste n'aurait jamais permis que la division continue entre les deux partis ouvriers. Quelle qu'ait été l'importance des divergences existant alors entre le K.P.D. et le S.P.D., la dure nécessité de battre le fascisme aurait obligé le S.P.D. à faire un front unique. Conduits par un parti marxiste non corrompu par le chauvinisme russe et allemand, les ouvriers allemands, soutenus par la IIIe Internationale et les ressources militaires de l'Union soviétique, auraient pu l'emporter sur les nazis. Posons la question autrement. Supposons un instant que Lénine ait été en bonne santé et ait eu encore devant lui une dizaine d'années de vie. Peut-on l'imaginer permettant la poursuite d'une politique aussi suicidaire que l'étaient incontestablement alors ce « social-fascisme », ou ce « front unique à la base » ou l'obscur « référendum rouge » ou la poursuite de la direction erronée du parti allemand par les tromperies des fantoches du stalinisme ? Ensemble, Lénine et Trotsky auraient pu arrêter la montée du fascisme au coeur de l'Europe. Et cette défaite du fascisme aurait empêché la destruction par Staline du parti bolchevique, la création des goulags, et peut-être l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale. Notre monde aurait été bien différent.

Mais, comme dit le poète. « De tous les tristes mots de langue et de plume, les plus tristes sont « aurait pu être ».



Oskar Hippe et sa femme

Jürg Ulrich

Un militant ouvrier : Oskar Hippe (1900 - 1990)

L'article que nous présentons ici à nos lecteurs a été écrit à destination de ce numéro spécial sur l'Allemagne par un professeur suisse, M. Jürg Ulrich, qui a été pendant des années un ami du couple Oskar et Gertrud Hippe. Nous l'en remercions tout particulièrement et aussi de nous l'avoir adressé en français.

Nous le publions comme un document. C'est pourquoi nous avons ajouté à son texte des notes pour ceux de nos lecteurs qui ne sont pas des familiers de l'histoire du mouvement ouvrier allemand ni des connaisseurs du communisme et de la social-démocratie.

Ceci précisé, il nous reste des questions et nous pensons que le plus avisé est de les poser ici à M. Jürg Ulrich à qui nous offrirons nos colonnes pour répondre. Nous pensons en effet que son témoignage laisse de côté plusieurs questions posées soit par nous, soit par lui.

La première est celle de la position adoptée par Oskar Hippe dans la discussion au sein de la section allemande à la fin de 1932 et qui s'est terminée par une scission au moment décisif de la lutte de classes en Allemagne. Le rôle décisif y a été joué par deux agents du GPU infiltrés, les frères Ruvin et Avram Sobolevicius, connus à l'époque comme Roman Well et Adolf Senine. Oskar Hippe a été avec eux dans la discussion syndicale (pour les « syndicats rouges »), puis, alors qu'ils avaient commencé à jeter le masque, il les a défendus, jusqu'à la scission qu'il a désapprouvée. La correspondance Trotsky / Sedov dont nous donnons à la suite des extraits en annexe avec la permission de la Hoover Institution de Stanford, fait apparaître leurs préoccupations à son sujet : Trotsky est très sévère à son égard, s'inquiète des « concessions » que lui fait Sedov, assure qu'il représente « le pire » dans la tradition de l'Opposition allemande, souhaite de toute évidence se séparer de

lui. Lev Sedov, tout en reconnaissant que Hippe a protégé Well et les autres, assure que Hippe est loyal, la preuve étant qu'il a rompu avec ses alliés quand ils se sont démasqués comme des agents, et qu'il n'a pas tort dans les critiques de « bureaucratisme » qu'il lance contre Grylewicz aussitôt après la crise avec Well. Mais on ne peut pas ne pas formuler l'hypothèse suivant laquelle, ne voulant pas mettre tous leurs oeufs dans le même panier, les gens de Moscou auraient laissé quelqu'un - qui aurait pu être Hippe - dans la sphère dirigeante de l'Opposition allemande.

Nous avons rappelé ce problème avec discrétion lors de l'article nécrologique consacré dans notre numéro 42 de juillet 1990, p. 125, à Oskar Hippe, dont nous ne pensons pas qu'il était un agent. Il ne faut cependant pas embellir le passé. A la difficulté que soulevait déjà le silence absolu de Hippe dans son autobiographie sur son alliance avec les deux frères, vient s'ajouter le silence qu'il a apparemment maintenu aussi là-dessus dans son manuscrit inédit et celui que garde notre ami Jürg Ulrich également sur ce point, même après nos quelques phrases à ce sujet dans la nécrologie. Nous souhaiterions que Jürg Ulrich nous confirme bien que Hippe ne dit rien dans son manuscrit - ce qui nous paraît probable - du débat dans lequel il a été avec Roman Well contre Trotsky puis de la défense qu'il en a fait, et aussi, lui qui le connaissait bien, s'il était homme à taire un épisode d'une telle importance simplement parce qu'il se sentait mal à l'aise d'avoir été ainsi berné. Il nous semble que notre connaissance de Hippe est à ce prix.

Notre deuxième question est en liaison avec la première. Dans sa conclusion, Jürg Ulrich parle de questions touchant au destin (« sort ») du trotskysme en général. Parmi celles-ci, le fait qu'« il est probable que Hippe était encore surveillé et influencé par des agents de la RDA après 1956 ». Le rapprochement entre ces deux membres de phrases pourrait donner lieu à des interprétations quant à l'« influence » d'agents de la RDA sur « le sort » ou « le destin » du trotskysme dont nous aimerions qu'elles soient ou écartées ou formulées plus clairement. En tout cas, ces remarques de Jürg Ulrich nous ont amenés à nous reposer la question qui semblait tranchée depuis longtemps, du lien qu'un homme comme Hippe avait pu conserver avec le parti stalinien. Et nous le répétons, qui n'est évidemment probablement pas celui d'« un agent », l'explication policière trop facile qui permet trop souvent de ne rien expliquer !

C.L.T.

Les lecteurs des *Cahiers Léon Trotsky* connaissent bien l'histoire politique de l'Allemagne dans notre siècle caractérisé par deux montées du mouvement ouvrier révolutionnaire et les deux graves défaites de 1914 et 1933. La description et le récit de ces développements est faite d'habitude sur la base de sources écrites par des dirigeants ouvriers, des intellectuels socialistes et des politiciens bourgeois, mais rarement sur la base de témoignages d'ouvriers.

Oskar Hippe fut ouvrier et militant communiste pendant toute sa vie consciente. Il a raconté sa vie dans un livre qui a été publié en 1917, *und uns're Fahne ist rot*¹ qui a été aussi publié en français. Après la publication de son livre, il décrit les mêmes événements politiques, tels qu'il les avait personnellement vécus, dans un livre reposant sur sa mémoire mais aussi sur d'autres sources, les numéros de *Permanente Revolution*, *Unser Wort* et *Die Rote Fahne*. Comme j'ai le privilège de posséder une copie du manuscrit de ce livre inédit (*Widerstand gestern und heute* — La Résistance hier et aujourd'hui), et comme j'ai connu Oskar et sa femme Gertrud depuis 1956, je veux essayer de décrire la vie politique de ce couple inébranlablement attaché au socialisme révolutionnaire. Dans les paragraphes sur les dernières années de la république de Weimar, j'utiliserai comme source non seulement l'autobiographie, mais aussi des descriptions du livre inédit. Pour les années au cours desquelles j'ai connu les Hippe, je m'appuierai également sur ma mémoire et mon jugement personnel, ainsi que ma correspondance avec Oskar Hippe pendant les dernières années.

Enfant de famille nombreuse, fils de cheminot de la région de Halle-Merseburg, Oskar entend parler de la social-démocratie et des idées socialistes par le mari d'une soeur aînée avant même de fréquenter l'école. Comme on trouve du charbon brun dans la région en 1908, il assiste à la transformation de son village d'origine en ville minière industrialisée. Plusieurs de ses frères et beaux-frères y travailleront comme ouvriers. A l'âge de 14 ans, il participe aux grandes manifestations anti-guerre de juillet 1914 à Leipzig et partage la déception du 4 août.

Alors qu'il est apprenti-menuisier au début de la guerre, son patron essaie de l'obliger à surveiller ses enfants, ce qu'il refuse. Son patron se venge : Oskar est envoyé à Berlin où il doit accepter du travail dans une usine de munitions. Après une brève période d'enthousiasme patriotique au cours de l'année 1915, il prend conscience du caractère anti-ouvrier de la guerre. Il participe à la fameuse manifestation contre la guerre du 1er mai 1916, où il entend le discours de Karl Liebknecht. Pendant les accrochages qui suivent avec la police, il s'échappe en sautant d'un pont, ce qu'il interprètera plus tard comme son bap-

1. Hippe, Oskar, *und uns're Fahne ist rot. Erinnerungen an sechsig Jahre in der Arbeiterbewegung*, Junius Verlag, Hambourg, 1979 (traduction française et notre drapeau est rouge, La Brèche)

tême au sein du mouvement révolutionnaire. Il adhère à la Ligue Spartacus dont il distribue les tracts cachés dans un journal légal. Plus tard, pendant la guerre, il est témoin d'une scène où des prisonniers de guerre sont battus. Il proteste avec des camarades, ce qui lui vaut un ordre de marche, bien qu'il soit borgne à la suite d'un accident de travail. Son bataillon est envoyé à Anvers en septembre 1918. Il y partage le mécontentement des soldats, tel qu'ils manifestent ouvertement contre la guerre. Il réussit finalement à se faire renvoyer à Berlin, la capitale, où s'organisent déjà les déserteurs.

Après les événements de novembre 1918, il retourne dans la région de Merseburg où il organise des groupes de jeunesse qui se heurtent violemment avec des élèves-officiers en janvier 1919, à la suite de quoi Oskar est condamné à 6 mois de prison. A sa sortie, il se lance de nouveau dans l'organisation de la jeunesse. Au cours de la riposte au putsch de Kapp², il participe au désarmement des putschistes de la garnison de Merseburg, dont les fusils servent désormais aux centuries ouvrières. Engagé dans les luttes organisées par Max Hoelz³, il est de nouveau arrêté, mais peut s'enfuir dans la Ruhr où on ne lui pose pas de questions sur son origine et où on lui donne du travail.

Il retourne en Allemagne centrale après l'amnistie décrétée par le gouvernement en 1921. En 1923, il participe aux grandes manifestations de Halle et ressent vivement la déception de la retraite décidée par la direction du KPD, Brandler et Thalheimer⁴. Il avait attendu d'eux le déclenchement d'une grève générale (dans son autobiographie, il n'emploie pas le mot d'« insurrection»).

Après la défaite de 1923, Oskar Hippe, membre du KPD (parti communiste d'Allemagne), va d'Allemagne centrale à Berlin où, en seulement quelques mois, il perd deux emplois d'ouvrier métallurgiste, car, responsable syndical et élu ouvrier dans le conseil d'usine, il défend les intérêts de ses camarades de travail et arrive à organiser le 1er mai 1924 une grève d'ouvrières.

2. Wolfgang Kapp (1858-1922) était le haut fonctionnaire installé à la tête d'un gouvernement nationaliste mis sur pied par les troupes du général von Lüttwitz soulevé en mars 1920. Le « putsch de Kapp » fut brisé par une grève générale.

3. Max Hoelz (1899-1933), ouvrier communiste, protagoniste en 1919 de l'« action directe », organisateur de « guérillas urbaines » dans les régions paupérisées de l'Allemagne centrale en 1920. Il fut condamné à une lourde peine de prison, puis s'exila à Moscou où il est mort dans des conditions suspectes.

4. La crise économique et sociale allemande devenue politique après l'occupation de la Ruhr incita l'Internationale communiste à préparer la prise du pouvoir en 1923. Le « plan » élaboré à Moscou prévoyait le déclenchement d'une grève générale de défense de la Saxe et de la Thuringe dont les gouvernements socialistes-communistes étaient menacés par la Reichswehr, et, dans ce cadre, l'insurrection. Le président du KPD, le maçon Heinrich Brandler (1881-1968) et son conseiller le philosophe August Thalheimer (1884-1948), réticents, prirent à Chemnitz la décision de renoncer à la grève générale et à l'insurrection. Le fait que Hippe n'était au courant que de la première montre qu'il n'appartenait pas aux cadres responsables du KPD.

Inscrit sur la « liste noire » des employeurs, il finit par devoir se nourrir de l'allocation de chômage et de la vente de journaux.

C'est alors qu'ils travaillaient tous les deux dans une usine métallurgique que Gertrud Mankowski et Oskar Hippe se sont rencontrés. Gertrud est d'abord sympathisante, puis membre du KPD. Elle est née d'une famille ouvrière polonaise dont elle décrira plus tard la pauvreté dans une interview publiée quelques années avant sa mort⁵. Comme elle s'en rendra compte plus tard, la plus grave conséquence de sa pauvreté fut qu'elle refusa la formation scolaire qui lui paraissait imposée par les riches, donc un « pouvoir étranger », n'en retenant que les données les plus élémentaires. C'est grâce à Oskar qu'elle apprit à lire méthodiquement et se donna une instruction socialiste et générale. Mais son mariage avec Oskar provoqua son licenciement immédiat. Quoi qu'il pût arriver, elle fut fidèlement solidaire d'Oskar pendant les longues années d'épreuves infligées par les nazis et pendant les années de prison stalinienne.

A partir de 1924, Oskar Hippe milita non seulement dans le KPD et les syndicats, mais aussi comme instructeur politique du « rote Frontkämpferbund », une troupe formée de jeunes membres et sympathisants du KPD armés de bâtons et en uniforme avec une blouse de matelot. Elle mobilisait jusqu'à 30 000 membres dans les manifestations de masse où elle protégeait les cortèges et les assemblées de militants. Bien qu'il en soit un responsable, le fait que le Frontkämpferbund ait eu des uniformes déplaisait à Oskar qui avait de beaucoup préféré les centuries ouvrières⁶ sans uniformes de 1923.

Son esprit vif faisait qu'il suivait avec un grand intérêt les discussions théoriques à l'intérieur du parti. Il regretta l'interdiction des fractions au Xe congrès du KPD en 1925 et sympathisa avec l'opposition constituée autour de Scholem, Urbahns, Grylewicz, Katz et Korsch⁷, qui était en contact avec l'Opposition de Leningrad dirigée par Zinoviev. Parmi les 700 signataires de l'appel au parti⁸ pour qu'il affirme sa solidarité avec l'Opposition⁹ en Russie

5. Frauengruppe Charlottenburg : Üte Bychowski, Angelica Ertl, Renate Eckstein, Karin Eickhoff-Viegahn, Gabriele May-Rock, Elisabeth Müller, Claudia Gather, Jutta Kühn, Angelika Rix : « Charlottenburger Frauen um Nationalsozialismus : " Ich hab' mir nie etwa gefallen lassen " », *Projekt : Spürensicherung. Alltag und Widerstand im Berlin der dreissiger Jahre*, Elefantpress Verlag, Berlin, 1983. Il s'agit d'une interview par Karin Eickhoff-Viegahn, qui espère pouvoir en publier bientôt une version plus complète.

6. Les « centuries ouvrières » (ou *Proletarische Hundertschaften*) étaient les milices ouvrières formées clandestinement dans la préparation de l'insurrection d'octobre 1923.

7. Cette opposition était en fait dirigée par les zinoviévistes allemands, Ruth Fischer et Arkadi Maslow et elle rassemblait les autres oppositions, comme celle de Karl Korsch.

8. La signature de ce texte, rendu public le 11 septembre 1926, avait été organisée par Werner Scholem (1895-1940).

et pour la publication de tous les documents concernant l'Internationale et le parti russe, on trouve celle de Hippe. En outre, l'opposition allemande demanda que les partis ouvriers présentent aux élections présidentielles de 1925 un candidat unique. Cela signifiait que Thälmann¹⁰ devait se retirer. Comme on le sait, Hindenburg¹¹ l'emporta, ce qui constitua un pas important vers la prise du pouvoir par Hitler.

Le 1er avril 1926, en revenant d'une manifestation, Oskar est arrêté sous le prétexte qu'il aurait empêché la police d'arrêter des prostituées. Il est jugé et condamné à 5 mois de prison pour « trouble à la paix publique ». Comme il est oppositionnel, le parti ne l'aide pas, ne lui procure même pas d'avocat. A sa sortie de prison, il est employé par la municipalité pour l'enlèvement des ordures et le balayage des rues. Il finit par travailler comme factotum sans un asile pour sans-abri. Quand ce dernier ferme ses portes du fait de la crise en 1929, Oskar trouve un emploi dans le service de géométrie de la ville. Le chef de ce service, un démocrate qui aidera aussi Oskar pendant l'ère nazie, disparaîtra en 1945 dans le camp stalinien de Sachsenhausen.

En janvier 1929, Hippe est officiellement exclu du KPD et du RFK en raison et de ses sympathies et de sa prise de position en faveur de l'opposition, alors l'Opposition de Wedding¹², qui plus tard se fonda dans la Linksopposition (LO, Opposition de gauche). Mais, comme tous les trotskystes, et contrairement aux membres du Leninbund¹³, il continue à se considérer comme membre du KPD. Il milite pour la LO à tous ses moments de liberté, défend le front unique des organisations ouvrières contre la « théorie » suicidaire selon laquelle le SPD serait un « social-fascisme » et pour lier la politique du front unique à une perspective révolutionnaire.

Ces positions étaient évidemment celles de Trotsky. Dans sa biographie de Trotsky, Pierre Broué compare la lutte de Trotsky contre Hitler à celle de Cassandre de Troie, qui prévoyait la victoire des Grecs, savait comment Troie devait se défendre, mais ne pouvait se faire entendre des notables de la ville¹⁴.

9. Le texte des 700 mentionnait l'opposition comme s'il s'agissait de celle de Leningrad, dirigée par Zinoviev, qui avait été battue en 1925 et venait de fusionner avec les autres, dont celle de Trotsky, dans l'Opposition unifiée.

10. Ernst Thälmann (1886-1944), ancien docker à Hambourg, avait été intronisé à la tête du KPD par Staline.

11. Paul von Hindenburg (1845-1934), maréchal et chef de l'Armée allemande, avait victorieusement organisé la résistance à la révolution de 1918. Il fut élu président de la République en 1925. Réélu, c'est lui qui appela Hitler à la chancellerie.

12. Wedding est un quartier ouvrier de Berlin et l'opposition de Wedding une vieille opposition communiste qui, à ce moment, sympathisait avec Trotsky.

13. Le Leninbund avait été constitué en avril 1928 par les « zinoviévistes » du KPD comme « fraction publique » de ce parti. Mais, sous l'impulsion de Hugo Urbahns, il était devenu un nouveau parti.

14. Pierre Broué, *Trotsky*, Paris, 1988, pp. 713-728.

Dans le manuscrit inédit de Hippe, on trouve des indications que « Cassandre » de la république de Weimar était au moins comprise des simples guerriers. Relevons quelques faits importants.

Dans les petites villes où le contrôle de l'appareil stalinien n'avait pas la même perfection qu'à Berlin, la LO arrivait parfois à réaliser le front unique. Les deux exemples cités par Hippe sont la ville d'Oranienburg, au nord de Berlin, et de Bruchsal en Allemagne méridionale. Hippe, dans l'appartement de qui se réunissait souvent la centrale de la LO — dont Erwin H. Ackerknecht et Lev Sedov¹⁵ — fut délégué pour prendre contact avec Helmut Schneeweiss¹⁶, militant communiste qui combattait pour le maintien des salaires ouvriers. On arriva à Oranienburg à faire organiser les festivités du 1er mai 1932 par tous les partis ouvriers (KPD, SPD — parti social-démocrate —, SAP, Leninbund) et toutes les organisations de défense ouvrières et démocratiques, comme la Reichsbanner¹⁷ et le RFK. La direction du KPD tenta d'inciter ses membres à se retirer de cette manifestation, mais quelques responsables seulement obéirent à ses ordres.

Au jour dit, les organisations, suivies de presque toute la population de la ville, se rassemblèrent sur la grande place centrale de la ville d'Oranienburg au son de l'orchestre d'auto-défense prolétarienne, organisation paramilitaire communiste. Un militant du SPD parla le premier, rappela la tradition du 1er mai, déclara que la manifestation représentait une journée de lutte contre le fascisme. L'orateur suivant était Helmut Schneeweiss, de la LO. Il s'adressa avant tout aux ouvriers, expliqua qu'il n'était pas possible de se débarrasser du fascisme par des moyens purement parlementaires et qu'il était extrêmement dangereux de suivre la ligne du « moindre mal » comme l'avait fait le SPD en donnant ses voix à Hindenburg aux présidentielles. Il expliqua que la classe ouvrière devait absolument s'unifier pour battre le fascisme. Après la manifestation, on constitua un comité de lutte ouvrière avec cinq membres du SPD, cinq du KPD et cinq de la LO. A une assemblée qui se tint quelques jours plus tard, un représentant du KPD insista sur la nécessité de l'action unie des syndicats — ce qui était contraire aux positions des bureaucrates du parti.

Le comité de lutte d'Oranienburg organisa une autre assemblée le 1er juin 1932 dans la plus grande salle d'Oranienburg. Plus de 500 personnes y participèrent. On y souligna la nécessité de la défense armée organisée. Vers la fin de la réunion, trente ouvriers jusque là inorganisés s'inscrivirent aux Schutzstaf-

15. Erwin H. Ackerknecht (1906-1988), médecin, était, sous le pseudonyme de Bauer, le principal dirigeant de la LO depuis le début de l'année 1933. Lev Sedov (1906-1938), fils de Trotsky, faisait ses études à Berlin et militait dans la LO.

16. Helmut Schneeweiss (né en 1903), maçon, le plus souvent chômeur, était membre des jeunesses communistes depuis 1920, organisateur des chômeurs et du RFB à Oranienburg. Il fut exclu du KPD au début de 1932.

17. Le Reichsbanner (Bannière d'Empire) était une organisation de défense contrôlée par le SPD.

fein, formations de protection armée d'inspiration socialiste. Le 7 juin il y eut une nouvelle assemblée sur le thème « Marxisme ou socialisme national ? ». On autorisa des membres des SA à y participer. De nouveau un représentant du KPD insista sur la nécessité du front unique. Un délégué du NSDAP (le parti nazi) essaya d'accuser « le Capital juif » d'être cause de la grande misère dans laquelle se trouvait l'Allemagne. Il fut suivi d'un orateur de la LO (est-ce Hippe ? Il ne donne aucun nom ici dans le manuscrit) qui signala à l'assemblée que, contrairement à ce que semblait croire l'orateur nazi, c'était surtout sa propre organisation qui était soutenue par le grand capital, c'est-à-dire Thyssen¹⁸ et les grandes banques. Les SA présents, qui avaient interrompu les orateurs précédents en chahutant et criant « Heil Hitler ! » se tinrent tranquilles et ne discutèrent plus.

Selon le manuscrit inédit de Hippe, à côté des manifestations dans des villes plutôt petites il y avait à Berlin des cellules qui essayaient de réaliser le front unique, indépendamment des décisions du parti. A un certain moment, celui-ci finit par faire des concessions verbales à l'idée de front unique, ce qui prouve que la pression de la base était considérable. A la fin de 1932, même *Die rote Fahne*, organe du KPD, lança un appel à la classe ouvrière pour qu'elle s'unisse. *Permanente Revolution*, organe de la LO, salua cet appel comme un pas en avant mais indiqua qu'il ne s'agissait pas d'une révision des conceptions de la direction du KPD mais d'une inflexion de celle-ci sous la pression de la critique des masses et de la LO. L'appel au front unique ne resterait qu'une phrase creuse si le parti ne comprenait pas que la victoire sur le fascisme ouvrirait la lutte pour la chute de la bourgeoisie.

Hippe cite aussi des exemples dans lesquels le front unique s'est constitué spontanément sous les gouvernements bonapartistes de Papen et Schleicher¹⁹, quelques mois seulement avant la prise du pouvoir par les nazis. Le dernier exemple est la réaction des masses à l'occupation de la Maison Karl-Liebknecht à Berlin : le 23 janvier 1933, la police occupe ce local du KPD sous le prétexte qu'il s'y préparait des actions illégales du KPD. Des ouvriers de tous les quartiers de Berlin sont alors descendus dans la rue et ont essayé de se rendre à la place devant la Maison. En même temps, SA et SS défilaient devant l'immeuble. Du fait de la faiblesse d'organisation de cette manifestation des masses et de l'absence de formations armées pour les accompagner, les masses ont été dispersées par la police, les SA et les SS. Ce sera la dernière initiative

18. Fritz Thyssen (1873-1951) était alors un des magnats de la sidérurgie de la Ruhr et il finança effectivement Hitler.

19. Le militaire et diplomate d'extrême-droite Franz von Papen (1879-1969) fut chancelier du 31 mai au 17 novembre 1932, à la tête du « gouvernement des barons ». Le général Kurt von Schleicher (1882-1934), tête politique de la Reichswehr, lui succéda le 2 décembre 1932 à la tête d'un gouvernement qui fit des ouvertures aux syndicats et fut congédié le 28 janvier 1933 pour faire place à Hitler.

des masses à inspiration démocratique et socialiste. Le 30, Hitler devient Reichskanzler (chancelier du Reich).

Dans sa brochure *Was nun ?* (Et maintenant ?), parue en 1932²⁰, Trotsky écrivait :

« Ouvriers communistes, vous êtes des centaines de milliers, vous n'avez nulle part où aller, il n'y aura pas assez de passeports pour vous. Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera sur vos crânes et sur vos échine comme un effroyable tank ».

Après cet avertissement, les ouvriers de l'Opposition de gauche n'avaient pas d'illusion sur ce qui les attendait après la prise du pouvoir par Hitler. Ils se préparaient déjà à la fin de l'année 1932 à l'illégalité, au travail clandestin. Cette préparation contrastait avec la stratégie du KPD qui sous-estimait le danger et dont les dirigeants croyaient que Hitler ne pouvait se maintenir au pouvoir que quelques mois.

Les trotskystes s'organisaient en groupes de cinq. Chaque militant ne connaissait donc que quatre de ses camarades. Leur journal paraissait tous les quinze jours. Au début du régime nazi, il était imprimé à Berlin, à partir d'avril, en Suisse²¹. Trois cent exemplaires étaient tirés, transportés illégalement de l'autre côté de la frontière. Comme ce nombre était insuffisant, on trouva un camarade qui faisait des copies à format réduit (13 x 10 cm). Les abonnés recevaient en même temps que le premier journal une loupe fixée dans un cadran, de façon à pouvoir y placer le journal et le lire confortablement.

Dans les premières semaines du pouvoir de Hitler, la situation des organisations ouvrières, déjà persécutées sous Papen et Schleicher, empira encore. Les responsables étaient repérés chez eux, SA et SS nommés auxiliaires de police. On confisquait les livres et on trouvait aisément des prétextes pour emprisonner. C'est pourquoi les militants évitaient de rentrer chez eux. Oskar Hippe vécut chez une nièce et n'approchait de son appartement que pour apporter à Gertrud l'argent de l'aide aux chômeurs.

Un problème particulier se posait pour ceux qui possédaient des livres marxistes. Si on trouvait des livres ou journaux de ce type dans un appartement, on les confisquait, leurs propriétaires étaient arrêtés et interrogés. Gertrud et Oskar portèrent donc tous leurs livres chez des amis qui avaient des jardins, emballaient les livres sous papier huilé et les enterraient. Une autre possibilité consistait à les cimenter dans les murs à l'intérieur des caves à chauffage cen-

20. Trotzki, Leo : « Was nun ? Schicksalfragen des deutschen Proletariats », Prinkipo 27 Janvier 1932, in Trotzki, *Schriften über Deutschland*, Europäische Verlagsanstalt; Frankfurt/Main, 1971, pp. 190-307.

21. Selon la correspondance des archives de Trotsky, l'organe illégal des trotskystes allemands était en réalité publié en Tchécoslovaquie en pays sudète.

tral. Ce matériel put être en partie récupéré après la guerre, mais beaucoup en fut détruit ou rendu inaccessible par les bombardements de Berlin.

La plupart des dirigeants de la LO quittèrent le pays dès janvier 1933, après la nomination de Hitler comme Reichskanzler. D'autres, dont Erwin Ackerknecht, les suivirent après l'incendie du Reichstag²². Entre ces deux événements, la LO osa encore organiser des assemblées et à l'une d'elles, Hippe donna un aperçu de la nouvelle situation. Elle fut repérée par les SA qui tentèrent d'arrêter les orateurs. Personne ne les dénonça, mais un d'entre eux fut arrêté et interrogé pendant deux jours. La LO colla des affiches jusqu'à l'incendie du Reichstag que Hippe apprit alors qu'il était en train de coller avec Ackerknecht. Ils se débarrassèrent immédiatement de leur pinceaux et de leur colle et allèrent changer d'habits.

Les perquisitions continuaient. Oskar Hippe fut arrêté une seconde fois lors d'un transport de littérature camouflé en transport de vieux papiers par Gertrud et Oskar jouant les chiffonniers. Ils arrivèrent encore à s'en tirer, bien que leurs voisins aient commencé à les dénoncer : les SA qui perquisitionnèrent trouvèrent bizarrement très vite les livres cachés au grenier. Vers la fin de 1933 un camarade a dû dénoncer Oskar sous la torture : il fut arrêté le 5 janvier 1934 alors qu'il apportait à Gertrud l'argent pour les chômeurs.

A cette époque, les prisons regorgeaient de détenus et la police eut de la peine à trouver une cellule pour isoler Oskar. Avant le début des interrogatoires, il réussit à s'informer sur ses dénonciateurs de façon à pouvoir se comporter adroitement sans se perdre dans des contradictions. Puis il fut confié au Sturm 33, une équipe de la Gestapo spécialisée dans l'obtention d'aveux. On le tortura, on l'interrogea pendant des jours et des nuits sans interruption, sans lui donner à manger, sous menaces de mort. Il résista, reconnut qu'il était communiste mais ne dénonça aucun camarade. Au procès, il fut condamné à 3 ans de travaux forcés, à la différence des membres du KPD et du SPD qui reçurent des peines de prison. Dans sa dernière déclaration, Oskar Hippe prévint ses juges que leur régime s'effondrerait à la fin d'une deuxième guerre mondiale qui se terminerait par une défaite, la victoire des opprimés.

Il purgea sa peine à Plötzensee, puis à Luckau. Son travail consistait à nouer des fils de fer et à tisser de l'herbe à sisal. Bien que les possibilités de contacts politiques fussent réduites, quelques prisonniers de gauche réussirent à communiquer et même à organiser des réunions politiques. Oskar Hippe mentionne deux compagnons de prison importants : Roman Chwalek, qui fut plus tard délégué du KPD à la fédération syndicale et qui organisa en prison un

22. Le raccourci est un peu exagéré, car le Reichstag brûla dans la nuit du 27 février et Ackerknecht quitta l'Allemagne, sur décision du secrétariat international de l'Opposition de gauche, au début de juillet.

système d'information politique pour les prisonniers intéressés, et Walter Chollek, militant de gauche dont les parents étaient juifs et qui disparut dans un camp de concentration après avoir purgé sa peine.

Vers la fin de la période de travaux forcés, les condamnés apprirent l'existence des camps de concentration dans lesquels on pouvait disparaître sans jugement officiel, par simple mesure « administrative », ce qui fut le sort de beaucoup. Oskar craignait qu'on lui réserve ce sort mais il fut mis en « liberté » au printemps 1936. Il pensa plus tard qu'on ne l'avait pas interné dans un camp de concentration afin de pouvoir le filer et repérer ainsi d'autres résistants. La « liberté », c'était 12 marks d'aide-chômage, une cabane non chauffable dans un jardin et l'obligation de se présenter tous les jours au poste de police.

Bien que Hitler fût en train de préparer la guerre et qu'on cherchât à attirer des ouvriers dans l'industrie d'armements et la construction, Oskar ne put trouver d'emploi pendant plusieurs années à cause de ses positions politiques. Il dut se contenter de travailler « au noir » sur des chantiers. Gertrud était femme de ménage chez des bourgeois aisés.

La conclusion du pacte Hitler-Staline rendit les jeunes de tendance démocrate et de gauche plus perméables aux arguments trotskystes. Les IKD²³ élargirent le cercle des adhérents et leur donnèrent une formation politique.

A l'approche de la guerre, Oskar dut se présenter dans un bureau de recrutement où il apprit qu'il était « indigne de la défense nationale » — mesure dont il ressentit le caractère aussi ridicule qu'humiliant, mais qui lui a peut-être sauvé la vie. Ce n'est que dans les tout derniers mois qui précédaient la guerre qu'il retrouva du travail comme aide-monteur en chauffage central. Il l'obtint grâce à un ancien responsable du SPD qui voulait bien employer d'anciens militants de gauche. Après avoir installé des chauffages dans les caves-abris de protection anti-aérienne, au début de la guerre, il fut envoyé dans l'île de Riems où il aida à l'installation d'un laboratoire de recherche sérologique. Lorsque commencèrent à la fin de la guerre les bombardements de Berlin, on l'envoya réparer les dégâts dans la capitale. C'est donc à Berlin qu'il fut témoin de la défaite définitive des nazis.

Bien qu'on ait recruté des militants et trouvé des sympathisants après le pacte Hitler-Staline, les possibilités du travail politique clandestin restaient minimes pendant la guerre. Les jeunes résistants étaient recrutés dans l'armée et soit envoyés au front soit utilisés dans la lutte contre les partisans en Grèce et

23. Après la fin de l'Opposition de gauche en 1933, les trotskystes allemands étaient devenus une organisation indépendante du KPD, les Internationale Kommunisten Deutschlands (IKD).

en Yougoslavie. Il semble qu'un militant parvint à établir un contact avec les partisans yougoslaves, mais il fut plus tard tué au combat.

En Allemagne même, le travail demeura un travail d'éducation purement théorique jusqu'à la défaite de l'armée allemande à Stalingrad. Il fut désormais clair pour les militants clandestins que la défaite des nazis était certaine. Les adhérents de la IVe Internationale tentèrent donc d'organiser la résistance armée. On prit contact avec des militants du KPD et du SAP. Ces derniers étaient prêts à participer, mais ceux du KPD refusèrent. Selon eux, c'était aux armées seules, et notamment à l'armée russe, de faire le nécessaire — et il ne fallait pas demander les sacrifices que signifierait l'organisation de résistants et de partisans. On entendit parler de la conspiration des généraux du 10 août 1944 mais on conseilla aux militants de ne pas s'y laisser attirer. Des actions mineures restaient cependant possibles; on aida un prisonnier de guerre français à s'évader, on organisa la possibilité de retourner dans sa patrie pour un jeune Polonais déporté et on déclara impossible de réinstaller la chauffage central dans le luxueux appartement d'un officier SS. Même ces actions-là étaient évidemment très dangereuses. Mais le plus dangereux était de s'abstenir des rites triomphalistes à l'occasion de « l'anéantissement des armées ennemies » ou d'exprimer des doutes quant à la victoire finale de l'Allemagne. C'est dans ce dernier domaine qu'Oskar Hippe se mit parfois dans des situations très dangereuses.

Dans les derniers mois de la guerre, les autorités militaires mobilisèrent tout un chacun : même les vieillards, les invalides et des enfants. On réhabilita aussi les « indignes de la défense nationale », dont Oskar. Sa décision de refuser cette réhabilitation fut considérée comme inouïe par l'officier du recrutement et pendant plusieurs jours Oskar craignit d'être dénoncé à la Gestapo. Mais il n'arriva rien. L'officier voulait sans doute déjà se donner une réputation de clémence aux yeux des futurs vainqueurs.

La prise de Berlin par l'armée russe fut une immense déception pour tous ceux qui avaient attendu un régime plus humain. Au contraire, le comportement des soldats, toléré et encouragé par les officiers, était tel²⁴ que Gertrud Hippe fut saisie de panique et qu'elle attendait d'Oskar qu'ils s'enfuient vers l'Ouest, ce qui s'avéra impossible.

Trotsky a fait remarquer que personne, même pas Hitler, n'a porté au socialisme d'aussi rudes coups que Staline et on peut illustrer cette affirmation par le sort d'Oskar Hippe dans les années d'après-guerre.

24. Allusion aux nombreux viols de femmes allemandes commis par les soldats de l'armée soviétique.

Les premières années d'après-guerre furent très décevantes. Une grande partie de la journée se passait à la lutte pour l'allocation quotidienne de nourriture, pour les meubles, pour les habits — tout cela retenu par des procédés bureaucratiques. Les membres du KPD retour d'émigration, repoussés par les allures dictatoriales d'Ulbricht²⁵, tombaient dans la passivité. Ceux qui avaient été membres du SPD avaient pour modèle le Labour Party britannique ou le Parti Démocrate aux Etats-Unis. Les trotskystes survivants de la région de Berlin essayèrent de s'engager dans la lutte pour un partage plus équitable de la nourriture et des appartements et pour relancer l'idée de socialisme. Ils eurent peu de succès. On les considérait comme des exclus du KPD. Dans les syndicats, on essayait de les utiliser pour introduire des concepts syndicalistes américains. Il était en outre presque impossible de nouer des contacts avec d'autres organisations dans le reste de l'Allemagne.

Oskar, en dépit de toutes ces difficultés, essaya de créer des cercles de discussion d'inspiration socialiste. Ils se réunirent à Berlin sous le nom de « communauté de travail Neu Beginnen ». Il saura plus tard qu'il y avait déjà dans la communauté une agente stalinienne²⁶. Oskar participa aussi à un cercle marxiste à Halle où il se rendait régulièrement en train, respectant toutes les règles de la clandestinité. En vain : le 12 septembre 1948, il fut arrêté à Halle alors qu'il s'apprêtait à prendre le tram. Il fut emprisonné, interrogé, torturé pendant deux ans. Au cours du « procès » qui suivit, il fut condamné à 25 ans de prison. C'est dans l'ère Khrouchtchev qu'il fut libéré, le 26 juillet 1956, au terme de huit années de prison.

La façon dont il a été traité dans les prisons « communistes » soviétiques et allemandes n'était pas plus humaine que celle dont il l'avait été dans celles des nazis. Je ne veux pas ici résumer son récit, comme je l'ai fait pour les temps nazis. Mais je veux relever des analogies et des différences. Toutes deux étaient caractérisées par un mépris absolu de la personne humaine. Il existait toutefois des différences dans la technique d'interrogatoire. Pour les nazis, Hippe était un ennemi, il était accusé et puni. La position de l'accusé était moins claire face aux juges d'instruction russes : parfois les interrogatoires se poursuivaient avec l'accusation formelle d'« activité antisoviétique », parfois on invitait l'accusé à manger des sandwiches et boire une tasse de thé et on discutait avec lui sur des thèmes littéraires ou les écrits de Lénine. Et puis tout changeait d'un coup : on le frappait à coups de poing, la nourriture,

25. Walter Ulbricht (1893-1973), fils d'ouvrier, lui-même charpentier, adhéra au SPD en 1912 et rejoignit les Spartakistes pendant la guerre. De 1924 à 1927, il vécut à Moscou et devint spécialiste des questions d'organisation, surnommé « Zelle » (cellule). Entré au CC en 1923, il dirigea jusqu'en 1933 le KPD à Berlin. En émigration, Espagne et Moscou, il devint l'homme de Staline et du GPU à la tête du KPD et fut ramené par l'Armée russe en 1946 à Berlin. Il fut jusqu'à sa mort le chef incontesté de la RDA.

26. Femme d'un militant communiste condamné à mort sous Hitler pour « haute trahison », Paula Wünsche était membre de la direction berlinoise du groupe.

d'acceptable, devenait un régime de famine et on ne lui offrait même pas une possibilité de toilette. Suivaient des journées où on insinua qu'au fond « on est tous des socialistes, on a tous le même but » et peu après on menaçait d'arrêter et de torturer sa femme et sa fille. C'est après cette dernière menace qu'Oskar, qui avait tenu dans tant d'épreuves, tenta de se suicider.

Le jeu qui consistait à le compromettre comme collaborateur de la bureaucratie continua vers la fin de sa détention. On lui offrit de coopérer politiquement, on lui proposa la possibilité de vivre en RDA et on s'arrangea pour créer des situations dans lesquelles il apparaîtrait comme payé par « les camarades de RDA ». La différence entre la stratégie des nazis et celles de la RDA consistait donc en ce que les premiers se présentaient toujours en ennemis tandis que les derniers tentaient toujours d'en faire un complice en se présentant comme des alliés potentiels.

Quand il fut relâché, il dû bien se rendre compte que le groupe d'une cinquantaine de membres auquel il avait appartenu avant son arrestation n'existait plus et que la IV^e Internationale s'était coupée en deux fractions, l'une s'intitulant secrétariat international, représentée par Mandel, Pablo, Frank ²⁷, l'autre, du comité international comprenant Healy ²⁸, le groupe américain et des fractions en France ²⁹ et dans d'autres pays d'Europe. Il essaya de s'informer. Des camarades suisses lui procurèrent le matériel sur les raisons de la scission sur la base duquel il décida de travailler avec le comité international. Dans les trente-quatre ans qui lui restaient, il allait s'efforcer inlassablement de contribuer à la formation d'un parti révolutionnaire. Bien qu'il ait eu la satisfaction de voir une gauche revitalisée dans le mouvement étudiant de 1968, il ne vit pas de groupe marxiste fort le reste de sa vie. Des hommes d'un certain format intellectuel s'intéressèrent pendant quelque temps au trotskysme, Wisniewski et Klaus Schütz ³⁰, mais ils ont plus tard fait carrière dans le SPD. D'autres ont

27. Ernest Mandel (né en 1923), économiste belge, était membre du SI depuis 1946, après avoir été déporté pendant la guerre; Michel Raptis dit Pablo (né en 1911), militant grec, animateur du secrétariat européen de la IV^e Internationale pendant la guerre, puis du SI, avait déclenché la scission par sa nouvelle analyse de la situation mondiale et ses propositions d'« entrisme *sui generis* » des militants trotskystes dans les PC et les organisations de masse; Pierre Frank (1905-1984), français, un des militants rescapés d'avant-guerre était également membre du SI depuis son retour d'exil en 1945.

28. Gerry Healy (1914-1989), exclu du PC, militant de la Workers International League puis du Revolutionary Communist Party fut, après la guerre, le leader de la Socialist Labour League, devenue ensuite Workers Revolutionary Party.

29. Le « groupe américain » désigne sans doute le SWP et la « fraction » française du CI était le PCI de Pierre Lambert.

30. Nous ne connaissons pas de « Wisniewski ». Il est cependant plus que probable qu'il s'agit ici de Hans-Jürgen Wischniewski (né en 1922), qui fut le président des Jusos (Jeunes Socialistes) de mai 1959 à novembre 1961 puis responsable aux questions d'organisation du SPD. Quant à Klaus Schütz, il animait les jeunesses socialistes de Wilmersdorf avant de rejoindre les trotskystes au lendemain de la guerre. Ayant participé à un voyage d'étudiants aux Etats-Unis en 1949, il en revint

fait carrière dans la bourgeoisie et d'autres encore, comme Horst Mahler ³¹, ont développé des sympathies pour le terrorisme.

Malgré ces échecs, Oskar Hippe resta ferme dans ses idées. Il eut au moins la satisfaction que de jeunes socialistes s'intéressent à lui, l'invitent pour des conférences sur le mouvement révolutionnaire et que Gertrud soit interviewée lors d'une exposition à Berlin sur les conditions de la classe ouvrière dans la première moitié du siècle. Il se forma autour du couple Hippe un cercle de jeunes amis qui l'écoutaient. Jusqu'à leur fin ils devaient ignorer la solitude. Leurs dernières années furent marquées par des problèmes de santé; Gertrud souffrait d'une tumeur, Oskar d'attaques cérébrales qui l'empêchaient de lire et d'écrire. Mais il suivit les événements politiques jusqu'à sa fin, précédée de quelques semaines seulement par la mort de Gertrud. Dans ses derniers jours, Oskar suivait avec angoisse les événements en RDA qu'il voyait surtout comme une contre-révolution ³².

En relation avec les années d'après-guerre se posent plusieurs questions touchant au destin du trotskysme en général et que je ne peux que mentionner très brièvement :

1. Il est étonnant que, dans son autobiographie, Oskar Hippe ne s'occupe que peu du cadre politique général de son arrestation de 1948. Il ne résume pas ses désaccords principaux avec le régime stalinien en train de se consolider en Allemagne de l'Est. Il ne mentionne pas non plus les autres développements analogues au même moment en Europe orientale. Il ne mentionne pas la prise du pouvoir par le PC tchèque de Gottwald ³³ qui avait précédé de quelques mois son arrestation. Les procès en Hongrie, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie ³⁴, qui se déroulent pendant qu'il est en prison, ne reçoivent aucune considération de sa part. Pourtant son arrestation a été accompagnée d'autres, parmi lesquelles il mentionne celles de Walter Haas, Leo Silberstein, Alfred Weiland ³⁵. On peut

acquis à la politique de Willy Brandt. Adjoint de ce dernier à la Mairie de Berlin en 1961, il lui a succédé comme maire en 1966.

31. Horst Mahler, avocat, avait été lui aussi dirigeant des Jusos avant de devenir membre éminent du SDS. Il plaida pour les premiers militants de l'APO (opposition extra-parlementaire) déferés devant les tribunaux, devint, après l'attentat contre Rudi Dutschke, l'ennemi n°1 de la presse Springer et eut un procès retentissant.

32. Oskar Hippe vivait au moment de la chute du Mur de Berlin et semble avoir été influencé par l'interprétation du groupe américain *Spartacist*.

33. L'auteur fait ici allusion à ce qu'on appela « le coup de Prague » en février 1948. Klement Gottwald (1896-1953), ouvrier charpentier, entré au PC en 1921 en était le secrétaire général en 1929. Il passa la guerre à Moscou et mourut peu après Staline.

34. L'auteur fait ici allusion aux procès de Rajk en Hongrie, Kostov en Bulgarie et Slansky en Tchécoslovaquie qui marquèrent « les années cinquante » de l'empreinte de la terreur stalinienne.

35. Walter Haas (né en 1914), employé de commerce militait chez les trotskystes à 18 ans. Il fut arrêté en décembre 1932. Hippe le mentionne dans son autobiographie, ainsi qu'Alfred Weiland et

donc penser que l'emprisonnement de tant de militants de gauche allemands n'était pas sans rapport avec ce qui se passait dans les autres pays. Malheureusement, on cherche en vain cette question dans le livre et le manuscrit de Hippe.

2. Comme le dit Hippe dans son autobiographie, son arrestation ne provoqua pas de réaction organisée de la part des trotskystes, bien qu'on finit par savoir qu'il était arrêté et l'endroit où il était détenu. Pourquoi ce silence ³⁶ qui se termina par la disparition presque complète de l'organisation trotskyste à Berlin ?

3. Il est probable que Hippe était encore surveillé et influencé par des agents de la RDA après 1956. Ils venaient chez lui en amis. Il m'a raconté l'histoire d'un ami originaire d'Allemagne orientale qui aurait rompu avec le régime de la RDA sur les questions agraires. Avec lui, Oskar Hippe faisait de longues randonnées en montagne au cours desquelles ils échangeaient des idées sur tous les problèmes humains et politiques. Après quelques années, cet ami disparut en RDA sans laisser d'adresse. Avait-on continué de manière un peu plus fine le jeu des juges d'instruction de 1948 et des agents qui s'étaient présentés à Hippe vers la fin de sa captivité en RDA ?

La vie d'Oskar Hippe a été extraordinaire. Son destin de militant marxiste reflète plus de sept décennies.

Leo Silberstein. Tous furent poursuivis devant les tribunaux soviétiques et condamnés à de lourdes peines. On avait retenu contre Silberstein — qui était juif — la détention de matériaux antisémites qu'il étudiait.

36. Il ne s'agit pas d'un véritable « silence » car la presse trotskyste, notamment *La Vérité*, titra souvent sur « Hippe et Haas » — les deux militants dont elle connaissait les noms et l'arrestation. Il nous semble que l'effondrement de la section allemande de la IV^e Internationale eut des causes plus générales.

ANNEXE

Extraits de la correspondance Trotsky / Sedov concernant Oskar Hippe (février 1933).

Pour illustrer nos questions à Jürg Ulrich, nous publions ci-dessous quelques extraits de la correspondance entre Trotsky et Sedov concernant Oskar Hippe, avant et juste après la révélation publique de la « trahison » des frères Sobolevicius, Well et Sénine, et de leurs complices, Horst Sprengel, Fritz Büchner et autres.

*Rappelons les principales étapes de cette crise : le 15 décembre 1932, au secrétariat international, une déclaration de Well en donnait le signal : remettant en question toutes les analyses de Trotsky, parlant de « clique » internationale pour désigner la direction de l'Opposition, il préconisait un rapprochement avec « le parti », la disparition de l'Opposition. Trotsky, qui avait déjà attaqué ses opinions du moment dans un document daté du 28 décembre 1932 qui avait provoqué les premiers conflits aigus au sein de la direction allemande, écrivait alors le 4 janvier 1933 que Well ne devait pas, après ces prises de position, rester 24 heures de plus dans les rangs de l'Opposition. La rupture allait être éclatante avec la fabrication par Well et ses partisans d'un faux numéro de **Die permanente Revolution** annonçant le sabotage de l'Opposition allemande et la publication de l'information dans la **Pravda** du 28 janvier 1933.*

3 janvier 1933, Sedov à Trotsky (en russe)

[...] Dans la direction, comme je l'ai dit, la majorité est stable; hier, en l'absence des deux frères, les résolutions ont été prises à l'unanimité. Hippe a été le seul à voter contre certaines choses, pas politiques, organisationnelles, parce qu'il n'a pas une conception bien claire de la démocratie. Mais lui et W. sont tout à fait persuadés de la justesse et de l'utilité de notre existence [...]. Si Hippe, W. et bien d'autres ne sont pas sûrs à 100 % comme par exemple Grylewicz, cela ne nous dicte pas, selon moi, qu'il faut nous en méfier, mais qu'il est nécessaire de les attirer dans le travail et de faire une partie du chemin vers eux, sur la base, cela va sans dire, que nous sommes des oppositionnels, pas des « capitulards » à la Well [...].

21 janvier, Sedov à Trotsky (en russe)

[...] Le moral ici n'est pas mauvais, l'atmosphère est bonne, Hippe semble un peu déprimé, mais il est avec nous à cent pour cent [...].

26 janvier, Trotsky à Sedov (en russe)

[...] Si Hippe est abattu et passif, ce qui dans cette affaire semble tout à fait compréhensible, ce serait une erreur fatale que de s'adapter à lui en s'inquiétant toujours de se l'aliéner. Il nous faut aller de l'avant sans s'inquiéter des hésitants et aussi, bien sûr sans les repousser délibérément. Le comportement de Hippe et autres permettra de mesurer le résultat, nos succès et nos échecs [...].

3 février, Sedov à Trotsky (en russe)

[...] Il y a eu un certain malentendu avec Hippe. Il a été déprimé pendant deux jours ; il y a longtemps qu'il s'est repris et il travaille [...].

6 février, Sedov à Trotsky (en français)

[...] Bien que Hippe et quelques autres ne soient pas suffisamment sûrs, ils sont très utiles [...]. Bien que Hippe ait été celui qui nous a le plus sérieusement empêchés de régler au plus vite l'affaire Well, je ne me considère pas le droit de couvrir Grylewicz et d'autres dans des cas comme cette affaire de caisse [...].

12 février, Sedov à Trotsky (en russe)

[...] Les dirigeants de l'Opposition n'ont pas été à la hauteur. Quelques-uns d'entre eux ont refusé de voir la grossesse au cinquième mois : ils voulaient voir le fruit. Sans en faire une campagne contre eux, c'est de quoi on va parler à la conférence [...]. A Charlottenburg, par exemple, l'« hégémonie » de Hippe est détruite [...].

22 février, Sedov à Trotsky (en russe)

[...] Le conflit interne se développe de façon désagréable. Hippe et autres sont passés à l'attaque, exigeant que Grylewicz soit réprimandé, une reconstruction organisationnelle, la liquidation du bureaucratisme, etc. Le fait que Hippe et autres soient passés à l'offensive et seront sans doute majoritaires à Berlin atteste de la fausseté des méthodes de travail de Grylewicz et partiellement d'Erwin, qui l'a couvert. La question se complique du fait que Hippe et ses associés nous obligent à souhaiter quelque chose de mieux dans le sens politique. Il n'est pas juste de les décrire comme de demi-capitulards. Mais il est hors de doute que ce sont précisément Hippe et les autres qui ont empêché une liquidation rapide de Well, qui n'ont pas compris son évolution et qui, en l'affaire, n'étaient pas guidés par des considérations politiques, mais par des sympathies personnelles et les espoirs psychologiques que, voyez-vous, néam-

moins, Well ne capitulerait pas. Il est également indubitable que même aujourd'hui Hippe personnellement n'a pas compris les leçons de l'affaire Well, n'a pas compris ses propres erreurs, etc.[...]. Mais la lutte se poursuit sur les questions de l'organisation et c'est précisément là que Hippe a plus, infiniment plus raison que tort [...]. Il ne faut pas rejeter ses propositions parce que, disons, il est un demi-capitulard, mais il nous faut au contraire les accepter pour le désarmer et passer alors à la contre-attaque [...]. J'ai déjà mentionné que Hippe ne vient pas voir la direction - et, sur ce terrain, comme politiquement, il faut l'attaquer [...] Sans s'en rendre compte, Hippe est en train de démoraliser son propre groupe [...]

27 février 1933 Trotsky à Sedov, (en russe)

[...] Hippe représente une tradition précise dans la section allemande, le pire de cette tradition (et je ne dis rien de ses traits personnels, c'est une variété allemande de Chliapnikov). Toute la question de la leçon de Well et Cie, c'est de rompre avec la tradition représentée par Hippe. Dans la lutte contre Well, il n'était évidemment pas question d'irriter Hippe, il était même possible de le « courtoiser » pendant quelques jours. Mais avoir une politique dirigée vers Hippe est une erreur en soi. Il faut le mettre de côté. S'il se révèle trop entêté, il faut se prononcer officiellement contre lui et dans son propre groupe. Dans une situation extrême, on peut simplement ne pas en tenir compte et choisir un autre centre pour la prochaine conférence. Ce serait mieux, selon moi, sans Hippe, pour achever une rupture dans notre politique [...]. Maintenant je considère, moi aussi, qu'il faut des réformes organisationnelles radicales. Mais Hippe n'a rien à voir avec ça. Conclure avec lui un accord sur des réformes organisationnelles au moment où il cherche une vengeance politique pour la défaite qui lui a été infligée signifie l'aider à maintenir contre nous la vieille tradition et les vestiges de sa propre autorité liée à cette tradition. Il faut poser carrément la question à Hippe et à son groupe : pour ou contre ? Sur ce terrain, il faut le combattre aussi de l'intérieur, dans son groupe [...].

3 mars, Sedov à Trotsky (en russe)

[...] Il y a eu quelques pertes dans l'organisation allemande : Hippe et deux autres de son groupe. Ce n'est que le début.[...]

PS : Votre longue lettre du 27 est arrivée aujourd'hui. La question Hippe a été liquidée en rapport avec les faits indiqués ci-dessus [...].

Gilles Vergnon

Prague 1933 : *la Neue Weltbühne*, une revue allemande en exil

C'est en Tchécoslovaquie que l'onde de choc née de la défaite allemande de février et mars 1933 s'exprime avec le plus de force.

Ce pays multinational né du traité de Versailles abrite une forte minorité germanophone 3 200 000 allemands sur 13 400 000 habitants au recensement de 1921, sensible par définition à tout ce qui se passe en Allemagne. A Prague même, le principal centre de l'émigration, 10% de la population est germanophone et il existe toute une tradition de littérature « pragoise » en langue allemande, illustrée bien sûr par Franz Werfel, Gustav Mayrink, Rainer Maria Rilke.

Cette communauté est elle-même polarisée par les événements qui se déroulent au-delà des frontières.

L'ambassadeur français Léon Noël note que le « radicalisme nationaliste » contamine « jusqu'aux Allemands modérés de Tchécoslovaquie » et informe de la création à Reichenberg, en plein pays sudète, d'un « Conseil National Allemand » irrédentiste et rallié par « presque tous les partis », y compris les agrariens conservateurs, à l'exception des socialistes.¹

A l'opposé, il remarque une « Tchéquisition » des juifs allemands de Prague, jusque là « l'élément libéral et modérateur » de la minorité allemande, qui quittent les clubs allemands, « s'interdisent de parler allemand », donnent leurs voix aux partis tchèques et, ainsi, « laissent leurs compatriotes à la merci des influences hitlériennes ». ²

C'est ici forcer un peu le trait, car il existe un fort mouvement ouvrier de langue allemande, avec un parti social-démocrate distinct du P.S.D. tchèque, le D.S.A.P (Deutsche Sudeten Arbeiter-Partei) bien implanté dans les régions frontalières et secoué, lui aussi, par les remises en causes. Seuls les commu-

nistes allemands de Tchécoslovaquie n'ont pas de structure spécifique et militent au sein du P.C.I.

La Tchécoslovaquie sera une des principales terres d'asile pour les réfugiés allemands, pas tant en termes numériques — il y aura plus de réfugiés en France —, mais parce que la proximité de la mère-patrie, les bonnes conditions officielles d'accueil, la présence d'écrivains et de militants de toutes tendances, la publication de nombreux journaux et revues, font d'elle « le pays le plus attractif de l'exil européen, peut-être de l'exil dans son ensemble ». ³

L'écrivain Bruno Frei le résume bien en parlant d'« eine Art Ersatzheimat » (une sorte de patrie de compensation).

« Ersatzheimat », l'émigration politique allemande en Tchécoslovaquie

Hansjörg Schneider évalue le nombre total d'exilés à 8 000 ou 10 000 personnes de 1933 à 1938, de provenance sociale et politique très hétérogène, avec cependant peut-être plus d'émigrés d'origine ouvrière que dans d'autres pays, ce qu'il explique par la relative facilité de passage et la présence de l'état-major du S.P.D. En juin 1933, ils ne sont encore que 801 à être officiellement ⁴ enregistrés, ils sont 2014 en novembre 1934. ⁵

Le gouvernement présidé par Jan Masaryk, qui termine alors son second mandat, ⁶ est alors sans conteste le plus tolérant d'Europe en matière d'accueil des réfugiés : pas de visa, possibilités de séjour accordées aux fugitifs illégaux sans papiers, existence d'organismes de secours officiels comme le Comité National Tchécoslovaque pour les réfugiés provenant d'Allemagne créé sous l'égide du ministère des affaires étrangères.

Tout n'est pas rose pourtant : les exilés n'ont pas le droit de travailler, sous peine de courir le risque d'être expulsés et la plupart vivent dans des conditions matérielles très difficiles, à l'exception de quelques personnalités notoires et des états-majors des grands partis.

Max Seydewitz rapporte dans ses Mémoires le mécontentement de ces militants socialistes logés dans un confort très précaire dans un camp d'accueil à Zbraslav (banlieue de Prague) et qui conspuent leurs dirigeants hébergés dans les beaux quartiers.

Seydewitz lui-même loge d'abord dans un hôtel cher et insalubre, puis quelque temps dans un autre hôtel servant également de maison de passe dont Kurt Rosenfeld dit qu'il est « vraiment très bien, à condition de ne pas y manger, de ne pas y dormir et de ne pas y rester la journée » ! ⁷

Mais ces mêmes conditions se retrouvent partout en Europe et elles n'empêchent pas ici comme ailleurs une vie politique et intellectuelle intense.

On retrouve à Prague les « poids lourds » de la politique allemande. Les dirigeants de la *Sopade* ⁸ tout d'abord, avec Otto Wels, Hans Vogel, Karl Böchel, Siegmund Crummenerl, Paul Hertz, Erich Ollenhauer et Erich Rinner, arrivés en Tchécoslovaquie après un détour par la Sarre. Ils tiennent leur première réunion le 2 juillet et, rompant avec le groupe conciliateur avec le régime demeuré autour de Paul Löbe en Allemagne, affirment leur monopole de la représentation du courant socialiste. Ils sont bientôt rejoints par Siegfried Aufhäuser, qui vient de France, Friedrich Stampfer, Rudolf Hilferding et Curt Geyer. ⁸ C'est aussi à Prague, au « camp » de Zbraslav que vit dans la marginalité l'ex-chancelier Philip Scheidemann, très critique, on l'a vu, sur la ligne de son parti et procédant à la « révision déchirante » de sa propre attitude en 1918. ⁹

Du côté communiste, on signale Franz Dahlem, chargé de la construction de la direction en exil et membre du Comité Central; il faut citer aussi des responsables moins connus comme Otto Krone, Ernst Kruger et Joseph Winternitz, membre du CC du KPD, puis travaillant avec la direction du PC tchécoslovaque. ¹⁰

Signalons encore Ruth Fischer et Maslow, Max Seydewitz et Kurt Rosenfeld, qui partira bientôt pour la France.

Mais Hugo Urbahns, l'ancien dirigeant du Leninbund, Franz Pfemfert, cofondateur du K.A.P.D gauchiste, directeur de la célèbre revue expressionniste *Die Aktion*, ami personnel de Trotsky et son épouse Alexandra Ramm, traductrice en allemand des oeuvres de ce dernier, sont aussi à Prague. ¹¹

Courant avril, arrivent à leur tour Jacob Walcher, et Thomas, « le gros », du SAP. Quelques cadres de l'opposition de gauche sont également sur place : le jeune Walter Held, une des cibles des nazis et un des premiers émigrés, arrivé dès la mi-mars, Otto Schüssler, le secrétaire allemand de Prinkipo, parti le 5 avril pour diriger la publication d'*Unser Wort*, le nouvel organe de l'opposition, Anton Grylewicz, qui se tient un peu à l'écart, se reposant, malade, à Reichenberg et A. Stein, un ami personnel de Scholem, qui ouvre les portes de la presse. ¹²

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, de voir se multiplier journaux et revues, d'autant que de nombreux intellectuels et journalistes sont aussi présents.

La *Sopade* lance en juin la maison d'éditions Graphia à Carlsbad. C'est sur ses presses, anciennement celles de la *Volkswille*, le journal du D.S.A.P., que sortiront *le Neuer Vorwärts*, jusqu'en 1938, et son édition réduite, *Sozialistische Aktion*, destinée à l'Allemagne. La *Sopade* édite également, à partir

d'octobre, le *Zeitschrift fur Sozialismus*, une revue ou écriront Hilferding, Seydewitz, Böchel, mais aussi le menchevik émigré Gregor Bienstock.¹³

Les communistes, mieux organisés et disposant de moyens financiers plus importants, publient l'*Arbeiter Internationale Zeitung* de Munzenberg : « trois semaines après l'incendie du Reichstag, l'*AIZ* paraissait dans son ancienne présentation, avec un tirage de 12 000 exemplaires.

Ce sont eux qui publient aussi *Die Internationale*, organe du Comité Central, et *Der Gegenangriff*.¹⁵ L'écrivain dadaïste Wieland Herzfelde, militant du KPD et frère du photographe John Heartfield, transfère à Prague sa maison d'éditions Malik-Verlag qui publiera plus de 40 titres, dont un quart d'auteurs soviétiques et des textes d'auteurs membres ou proches du P.C : Johannes Becher, Oskar Maria Graf, Franz Weiskopf.¹⁶ Il édite aussi à partir de septembre 1933 la revue littéraire *Neue Deutsche Blätter*, plus ouverte en direction de « compagnons de route » et qui tire à 5 000 - 7 000 exemplaires.¹⁷

Au total, un système de presse et d'éditions tout à fait remarquable et qui va peser de tout son poids sur les autres revues, groupes et individus qui entendent garder leur indépendance et ne pas noyer sous les flots de « l'antifascisme » leur volonté de tirer un bilan sans concessions de la défaite et de ses responsables.

Une revue, la *Neue Weltbühne* va symboliser cette recherche et résumer les aspirations à la vérité et à un « nouveau départ » qui existent dans toute une couche de l'émigration, et plus largement, de « l'opinion » de langue allemande.

La Neue Weltbühne : une revue dans la bataille

De la Schaubühne à la Weltbühne

La *Schaubühne*, revue de théâtre, est créée en 1905 par Siegfried Jacobsohn, déjà un des plus célèbres critiques de Berlin.¹⁸ La revue va s'attacher une équipe de jeunes collaborateurs, parmi lesquels Lion Feuchtwanger, Gustav Landauer, le poète et dramaturge expressionniste Franz Wedekind, et, à partir de janvier 1913, Kurt Tucholsky.¹⁹

Le 4 avril 1918, la revue modifie son titre et devient *Die Weltbühne* (la tribune du monde); le sous-titre indique « hebdomadaire politique, artistique et économique ».

C'est, dans la montée révolutionnaire en Allemagne, un tournant : une autre revue est née.

Tucholsky note à ce propos :

« Mon cher journal ! comme tu as changé ! Tu fermes presque le Temple des Muses. Ton rideau se lève, enrubanné de politique, d'art et d'économie : toi aussi mon enfant, toi aussi tu veux toi aussi te précipiter dans les tourbillons ? »²⁰

En décembre 1926, à la mort de Jacobsohn, Tucholsky qui séjournait en France, rentre à Berlin pour prendre la tête de la revue. Il la cède peu de temps après, en octobre 1927, à Carl von Ossietzky, déjà journaliste au *Berliner Volkszeitung*, au *Tagebuch* et à la *Weltbühne*, militant pacifiste et républicain, contempteur du militarisme.²¹ Sous sa direction, la *Weltbühne* va devenir rapidement « l'organe de la gauche intellectuelle sans parti ». ²² Les principaux collaborateurs sont, à cette époque, Kurt Hiller, fondateur et dirigeant du groupe des « Pacifistes révolutionnaires », Hans-Erich Kaminski, Walter Mehring, Heinz Pol, Alfred Polgar, Joachim Ringelnatz, Fritz Sternberg, Ernst Toller et, bien sûr, Kurt Tucholsky.²³

Ossietzky est d'abord très sceptique sur les chances de succès des nazis. Pour lui, Hitler n'est que le « Golem » de Hugenberg et il disparaîtra comme par enchantement pour peu qu'on cesse de le financer.²⁴ En septembre 1930 encore, à la veille de la proclamation des résultats électoraux, il critique le SPD pour avoir mené campagne contre « le petit Goebbels qui n'existe pas du tout, au lieu de se concentrer sur le réel candidat à la dictature, Monsieur Brüning ». ²⁵

Il va rapidement changer d'avis, tout en conservant un fonds de scepticisme, car il ne peut croire à la victoire de la barbarie. La *Weltbühne* va se battre pour l'unité SPD-KPD ²⁶, publier plusieurs textes de Trotsky ²⁷, loués par Ossietzky, Hiller, Pol, Sternberg ²⁸. Plusieurs membres de la rédaction saluent en 1931, la naissance du S.A.P et Kurt Hiller caractérise ainsi le « plébiscite rouge » du KPD :

« Vous avez agi comme si vous aviez des agents nazis dans votre Comité Central, des agents très malins qui vous ont fait tomber dans le panneau ». ²⁹

C'est encore lui, qui, en 1932, va se dépenser sans compter pour une candidature unique de la gauche aux élections présidentielles. Il propose au SPD et au KPD de s'entendre sur le nom de l'écrivain Heinrich Mann, après avoir envisagé et écarté Georg Ledebour, Willi Eichler, Albert Einstein et Ernst Toller.³⁰ Les principaux collaborateurs de la revue appelleront finalement à voter Thälmann, mais ils continueront inlassablement à lutter pour le front unique. Hiller publie des extraits de la *Maladie Infantile du Communisme* de Lénine pour montrer aux communistes l'abîme qui les sépare du communisme authentique³¹, Ossietzky pense que les intellectuels de gauche sans parti doivent jouer les médiateurs entre les deux partis de gauche.

Toute cette activité n'est pas exempte d'ambiguïtés. La revue, comme beaucoup de ses consœurs allemandes ou étrangères, enterre Hitler et le na-

zisme à plusieurs reprises, en décembre 1932 en particulier. Surtout, Ossietsky et ses amis s'obstinent à distinguer la politique du KPD, qu'ils condamnent, de l'URSS et de Staline dont ils défendent la ligne et nient toute implication avec la politique allemande³². Heinz Pol, qui collabore aussi au *Welt am Abend*, nie que Staline « le seul homme capable d'amener le socialisme à la Russie » puisse être responsable de la « stupidité » de Thälmann³³.

L'attitude de ces intellectuels n'est pas exceptionnelle dans l'Allemagne de Weimar; de nombreux écrivains, poètes, dramaturges, écoeurés par une social-démocratie qui a enterré la révolution de 1918, sont attirés par un « communisme idéalisé ». Sans adhérer au KPD, et tout en critiquant parfois sa politique, ils collaborent aux publications du parti, du « trust Münzenberg » en particulier, ce dernier étant assez habile pour leur accorder une certaine latitude d'action et d'écriture. Ernst Toller, collaborateur de la *Weltbühne*, est membre en même temps du groupe des « Pacifistes Révolutionnaires » avec Hiller et Klaus Mann et du « groupe 1925 », qui rassemble écrivains communistes et « démocrates » : il y retrouve Johannes Becher, Bertolt Brecht, Egon Erwin Kisch, mais aussi Alfred Döblin, Ernst Bloch etc.³⁴

Tucholsky lui-même, symbole de l'indépendance de l'intellectuel allemand, collabore jusqu'en 1930 à l'A.I.Z et fait paraître en 1929 *Deutschland, Deutschland über alles*, un livre satirique sur le militarisme allemand, avec des photographies de John Heartfield³⁵.

La *Weltbühne* est en 1932-33 à la croisée des chemins : elle n'est certes pas la revue des « démocrates épris de paix » à la façon des « compagnons de route » que décrivent les historiens de RDA. Elle cherche une voie indépendante et on peut penser que l'honnêteté intellectuelle de ses rédacteurs aurait finalement fait pencher la balance dans ce sens.

De ce point de vue, la tentative de Schlamm dans les premiers temps de la *Neue Weltbühne* n'est pas, comme le pensent certains, une « phase trotskyste » en rupture avec le passé de la revue, ou « qui n'a rien à voir avec l'histoire de la *Weltbühne* », mais le développement de ses aspects les plus indépendants et les plus critiques.

Il est remarquable que Carl von Ossietsky, dans un de ses derniers éditoriaux politiques, constate que « la contre-révolution a occupé les hauteurs sans combat » et qu'elle « domine la vallée ou nous vivons »; un jugement contradictoire à celui du K.P.D., de même que l'appel à « tout recommencer avec des hommes nouveaux » qui conclut l'article³⁶.

Cependant, il est indéniable que de lourdes « pesanteurs politiques », sentimentales et intellectuelles liaient encore la *Weltbühne* au PC allemand et à l'IC. Ces liens seront utilisés par tous ceux qui voudront ramener la revue dans le giron du stalinisme et finalement y réussiront.

La Neue Weltbühne : une continuité ?

La pugnacité de la revue, sa dénonciation incessante du militarisme, lui coûtèrent de fréquents procès. En novembre 1931, Carl Von Ossietsky est condamné à 18 mois de prison pour « divulgation de secrets militaires »³⁷.

Peu de temps après, Kurt Tucholsky se rend à Vienne pour mettre sur pied une édition viennoise de la revue, *Die Wiener Weltbühne*, qui pourrait servir d'édition de repli, en cas d'interdiction totale de la *Weltbühne*.

La *Wiener Weltbühne* appartient à une maison d'édition dont les parts sont réparties également entre Edith Jacobsohn, la veuve du fondateur de la revue, et un industriel fabricant de chocolat, Hans Heller³⁸. Le responsable de la rédaction est Willy Schlamm, un ancien responsable du PC autrichien exclu en 1929, puis collaborateur jusqu'en 1931 de *Gegen den Strom*, le journal « brandlérien »³⁹. Il collabore ensuite à *Simplicissimus*, et à *Die Jugend* de Munich. Schlamm écrit dans le style « viennois » de Karl Kraus, acide, ironique, élégant et désespéré tout à la fois et c'est sans doute une des raisons du choix de Tucholsky, grand admirateur de Kraus et seul à même d'imposer un rédacteur en chef, contrairement à ce qu'insinue Hermann Budziszewski successeur de Schlamm à la revue, pour qui ce dernier « fut imposé par un industriel... pour fournir à chaque numéro quelques articles typiquement autrichiens »⁴⁰ !

La *Wiener Weltbühne* n'est pas une simple réplique de l'original : la moitié des textes sont repiqués de l'édition allemande, les autres sont écrits par l'équipe autrichienne.

Tucholsky reste cependant sceptique sur la valeur de cette revue hybride :

« L'édition viennoise de la *Weltbühne* ne donnera sans doute rien, car je ne peux pas m'imaginer que l'on puisse aboutir à quelque chose avec ces méthodes de travail. C'est épouvantable. »⁴¹

Le 7 mars 1933, la *Weltbühne* fait paraître son dernier numéro à Berlin. Elle est interdite et Carl Von Ossietsky incarcéré.

La *Wiener Weltbühne* prend alors le relais dès le 17 mars et son numéro 11 succède sans interruption au numéro 10 du périodique allemand. Schlamm, craignant d'éventuelles mesures de rétorsion du gouvernement Dollfuss, transfère la rédaction à Prague et adopte un nouveau titre : la *Neue Weltbühne* qui paraît à partir du numéro 14 du 7 avril.

Est-ce une nouvelle revue ? Oui et non.

Non, car la plupart des collaborateurs de l'ancienne édition qui ont réussi à échapper aux griffes de la Gestapo, continuent à participer à la rédaction.

Helmuth von Gerlach fournit huit articles entre mars et décembre 1933, Leo Lania trois, Heinz Pol cinq, Ernst Toller trois; Kurt Hiller, emprisonné au camp d'Oranienburg reprendra sa collaboration après sa libération et son exil en 1934. La *Neue Weltbühne*, fidèle à la tradition, accueille des contributions

de grands noms de la littérature internationale : Heinrich Mann (7 articles), Ignazio Silone (3), Upton Sinclair.

Mais il est incontestable que le noyau de nouveaux collaborateurs autour de Willy Schlamm reste trop restreint : mis à part Peter Rodin, Stefan Pollatschek, et Max Rudert, on trouve peu de journalistes ayant transité par l'édition viennoise. Quelques anciens, comme Walter Mehring, préfèrent travailler au *Neue Tagebuch*, qui reparait en France avec des plumes prestigieuses : Thomas Mann, Arnold Zweig, Alfred Döblin⁴².

Surtout, Kurt Tucholsky, l'âme de la *Weltbühne* berlinoise, refuse toute collaboration. Désabusé, sceptique, il s'enferme dans le silence, peut-être parce qu'il ne pardonne pas aux « antifascistes » d'avoir été « battus par Hitler et lui avec. »⁴³

Enfin, Schlamm, par ses éditoriaux, transforme la revue en un véritable organe de combat et de regroupement politique, en poussant jusqu'au bout certaines virtualités au détriment d'autres.

Les grands thèmes politiques de la *Neue Weltbühne*

Les principaux thèmes et propositions politiques que l'on trouve dans la revue sont exposés dans quatre grands éditoriaux de Willy Schlamm.

« Inventaire » qui paraît le 23 mars et qui est le point de départ de la réflexion de Schlamm, pose le double problème du bilan des événements et des responsabilités de la catastrophe⁴⁴.

L'éditorialiste affirme d'emblée :

« L'ampleur de la catastrophe doit être reconnue. On ne comprendra rien en utilisant des analogies reproduites comme des clichés : ce qui s'est passé en Allemagne n'a rien à voir avec les concepts de révolution et de contre-révolution. Il n'y a pas eu de combat dans lequel un camp aurait été battu; ce pays s'est affaissé comme s'il avait été infecté d'une lente septicémie. »

La catastrophe, s'est l'absence de combat et la faillite des grandes organisations et des théories établies :

« Les uns savaient tout, avaient le droit pour eux, une conception forgée de longue date, un programme mûri. Ils connaissaient les véritables raisons de la crise et pouvaient indiquer une issue. Dans cette affaire, la critique marxiste de l'économie et de la société fêta le triomphe de ses affirmations globales. Mais pendant ce temps, les autres avaient gagné à leur cause les hommes vivants. Eux n'avaient aucune pensée propre, pas de programme et de conceptions; ils excraient la science et diffamaient les connaissances; ils ne savaient rien et ne pouvaient rien, ils n'indiquaient aucune issue. Pourtant, dans ces conditions défavorables, ils ont gagné l'Allemagne. Ce n'est pas la victoire épique et passagère d'un parti sur un autre. C'est toute une époque qui est morte. »

Ceux qui « savaient tout » et n'ont rien vu venir, sont les états-majors du SPD, « si repu qu'il ne voyait pas la faim autour de lui », et surtout du KPD, auquel Schlamm décoche ses traits les plus aigres :

« Ils pensaient — quand ils pensaient — dans des catégories à la fois d'un autre siècle et d'un autre pays. Ils découpaient la réalité en « deuxième, troisième, quatrième, périodes », déclamaient des thèses et des résolutions. Ils ne savaient somme toute rien de l'Allemagne, mais se promenaient comme chez eux dans le labyrinthe de la révolution russe. Quand il fallut expliquer les événements de 1932, ils firent des digressions dans des parallèles tirés du siècle passé. A la fin, quand les élections n'avaient plus de signification, ils en étaient arrivés à cet aphorisme à la Biedermann « le jour de vote, c'est le jour des comptes. ». Ils sont athées, mais ils croient avec ardeur au mot « doit » : le travailleur plongé dans la misère « doit » devenir révolutionnaire; les SA prolétaires « doivent » entrer en conflit avec leur direction fidèle au capital. »

Dogmatisme, autosatisfaction, pratiques de derviches tourneurs, inféodation à Moscou, sont responsables de la défaite. C'est en se libérant des vieilles directions faillies que la classe ouvrière allemande pourra reconstituer ses forces :

« La classe ouvrière allemande est réduite à l'impuissance. Mais elle est là et elle est la seule force qui peut délivrer l'Allemagne de la peste fasciste. La guerre qui fut perdue parce qu'elle n'a jamais commencé, débute maintenant dans l'ombre. Les groupes illégaux, cercles et associations se forment déjà aujourd'hui avec du neuf. C'est à partir d'eux et d'eux seuls que se constituera une grande force antagoniste; mais seulement à une condition : qu'elle se constitue vraiment avec du neuf ! Qu'elle soit libre du caractère bourgeois emprunté aux conseils de gouvernement réformistes, libre de la raideur étrangère à la vie de l'appareil du parti communiste. C'est à cette nouvelle gauche, qui commence à se regrouper sous les menaces de mort d'un régime de terreur, que nous nous sentons liés. »

Concluant par un appel à constituer une « nouvelle gauche », c'est à dire de nouveaux partis en Allemagne, Schlamm aborde dès la semaine suivante un nouveau thème dans son éditorial « Qui tiendra le coup » ?⁴⁵ Il s'agit cette fois des missions de l'émigration, des forces sociales sur lesquelles elle doit s'appuyer, de la nature de l'« antifascisme » à construire.

Commentant la position des intellectuels face au nouveau régime, il distingue deux grandes catégories en leur sein. Passant rapidement sur les « vendus », ralliés au nazisme, qui fourniront une future « liste de proscription à l'usage de la prochaine génération », il s'intéresse au grand nombre de ceux qui sont en « danger intellectuel »; les millions de médecins, ingénieurs, techniciens, chimistes, qui n'ont pas d'intérêt « en temps normal » pour la politique et sont aujourd'hui sincèrement choqués et effrayés par la brutalité des nouveaux maîtres⁴⁶.

Cette opposition est éphémère, car purement sentimentale, elle ne peut servir de base à une lutte de longue haleine. De plus le régime se transformera,

connaîtra des succès, atténuera les formes les plus ostentatoires de la violence d'Etat et se constituera une base sociale :

« Nous connaissons tous l'homme naïf qui revient d'Italie et — contraint à l'objectivité — rapporte : « Naturellement tout n'est pas pour le mieux, mais la nouvelle gare de Milan... ». N'importe quel gouvernement d'un pays avide de relations avec l'étranger aurait sans doute construit d'une manière ou d'une autre cette gare ; mais il est indéniable que Milan sous Mussolini a été équipée d'une nouvelle gare. Dans l'Allemagne d'Hitler, il y aura aussi de nouvelles gares, de nouvelles autoroutes, des aéroports et bien sûr de nouveaux uniformes. L'Allemagne ne cessera pas d'être l'Allemagne. A savoir qu'on y travaillera assidument, régulièrement, avec des dons techniques incomparables ».

La lutte contre le nazisme n'a donc de chances de succès qu'à deux conditions. Elle doit tout d'abord se tourner vers la classe ouvrière, seule force sociale à posséder le potentiel nécessaire pour un combat obscur mais sans merci :

« Les appareils dégénérés des partis socialistes ont ruiné le mouvement ouvrier à notre époque. Il se constituera de nouveau demain dans les usines. C'est là que l'ouvrier apprend que chaque sou de salaire, chaque heure supplémentaire, l'assurance-maladie et la semaine de congé sont de la politique. L'ouvrier ne peut pas être apolitique, s'il ne veut pas se laisser choir lui-même, il ne peut pas être acritique car son intérêt égoïste le pousse à la critique. L'ouvrier n'est pas plus intelligent que l'intellectuel, simplement son opposition n'est pas étouffée par l'espoir d'ascension sociale. »

Enfin cette lutte ne pourra se mener longtemps sous la bannière réductrice de l'« antifascisme ». Face à l'inévitable stabilisation de la dictature, il faudra se doter d'un programme précis :

« Comment doit-être la nouvelle Allemagne ? Devra t-elle appartenir à nouveau aux Wolff et aux Thyssen ou au travail et à la justice sociale ? Sa culture doit-elle se confiner dans les sphères du Kurfürstendamm, de l'amusement et des bavardages de café ou doit-elle toucher le peuple ?. Voilà les questions. Si nous ne pouvons les résoudre, alors nous sommes battus définitivement. Et c'est seulement si nous les résolvons que nous serons antifascistes. Le travail intellectuel de la *Weltbühne* sera de rechercher les réponses. Tous ceux qui parlent à côté de ces problèmes, pensent ou écrivent à côté de ces problèmes sont inutiles. Ils peuvent encore être émus aujourd'hui, car ils sont par nature des adversaires honnêtes des voyous en liberté, mais dans deux ou trois ans, il y aura une nouvelle gare à Kassel. »

Le troisième axe de réflexion porte sur les outils intellectuels à utiliser pour ce travail de bilan et de reconstruction et sur la mission de l'émigration allemande.

Dans son éditorial du 11 mai, « Ou reste le positif ? », Schlamm fait l'éloge de la critique, de son rôle décapant et révélateur :

« On ne critique pas l'ennemi qui a vaincu : on prépare sa chute. La critique doit montrer les failles entre la conscience et l'activité, la pensée et l'action, le programme et la réalité. Le fascisme échappe à la critique : il est authentique. Il accomplit son travail au plus juste, quand il met le temps en prison, qu'il immortalise la violence. Nous critiquons la Gauche, à laquelle nous nous sentons liés, car nous voulons l'aider à sortir de l'impuissance pour aller vers la puissance. »

Rappelant le « rapport Heckert » de l'Exécutif de l'I.C et les promesses de victoires prochaines que prodigue la social-démocratie autrichienne dans son exil pragois, il poursuit :

« Aucune guerre ne peut être gagnée avec de faux rapports d'Etat-major, ils rendent l'effondrement final encore plus accablant, car il survient brutalement pour tous ceux qui sont mal informés. Tous les échecs ne sont pas attribuables aux dirigeants; ils sont cependant définitifs quand la direction les nie. La critique affaiblit leur autorité ? C'est justement sa tâche. Rien n'est aujourd'hui plus utile à la gauche que la reconnaissance des erreurs et de la banqueroute des appareils des partis. Le chemin vers la liberté est encombré de ruines que les partis dissimulent; la critique doit les débayer. »

Que reste t-il de positif ? Les livres que l'on brûle sur les places publiques en Allemagne et les enseignements qu'ils renferment :

« L'index national-socialiste doit devenir notre liste de livres. Il nous faut à nouveau lire ces livres, enrichis et appauvris par l'expérience des dernières années, avec des yeux qui ne doivent plus supporter plus longtemps les lunettes déformantes des opticiens de parti et des rémouleurs de thèses. »

Le travail critique est aussi un travail positif, car il permet de se réapproprier une tradition politique et intellectuelle enfouie sous les poncifs. C'est à l'émigration de mener à bien cette tâche et c'est d'ailleurs en la menant qu'elle méritera son nom d'émigration et ne restera pas une poignée de « fugitifs » ou de « réfugiés », remâchant rancunes et désespoirs ou pérennisant des stratégies mises en échec dans les pays qu'ils ont dû abandonner.

Un émigrant doit être par nature indépendant : il est un individu « seulement et pour autant qu'il n'a pas de carte de parti dans la poche ». Il doit aussi travailler à l'indispensable renouveau des idées :

« L'autolibération de l'émigration doit précéder la libération de l'Allemagne. L'émigration, c'est une préparation dure et obligée, un travail infatigable pour le renouveau et l'autocritique »⁴⁸.

Force est de constater que les écrits de Schlamm, s'élèvent par leur puissance et leur lucidité, au-dessus de la moyenne des écrivains allemands en exil, en cette première moitié de 1933. La plupart s'attendent à un exil de courte durée et à une chute rapide de la dictature : ils sont dans la « salle d'attente » (*Im Wartesaal*), et méprisent la « Hitlerei », terme employé par Heinrich Mann et révélateur d'une sous-estimation du phénomène⁴⁹.

Leur opposition au régime est souvent purement négative.

Ludwig Marcuse parlera en 1935 du « négativum » comme dénominateur commun à tous les émigrés; critiquant cet état de fait, il voit dans « l'humanisme » le seul objectif fédérateur pour construire une nouvelle Allemagne⁵⁰.

Schlamm échappe à l'essentiel de ces travers. Surtout il ne participe pas à ce « complexe de l'exilé » décrit par Manès Sperber ou l'exilé, « hostile au présent, la plus éphémère et néanmoins la plus importante des trois catégories du temps », cherche dans le passé sa propre justification et des « raisons d'espérer en un avenir qui doit tout réparer, renverser les usurpateurs, mais aussi élever au premier rang les exilés dans la patrie retrouvée. »⁵¹ Pour Schlamm, c'est là l'état d'esprit d'un « fugitif », non d'un authentique émigrant.

Enfin il n'entretient aucune illusion sur « l'antifascisme » des puissances occidentales, la France et la Grande-Bretagne. Mettant en garde contre « l'apaisement », il avertit la gauche allemande que son seul allié sera la gauche européenne :

« Encore quelques mois et Hitler ne sera pas plus intéressant pour l'Europe officielle que n'importe quel autre chef d'Etat qui occupe le pouvoir. On s'habitue vite aux coups que les autres reçoivent et même les potences perdent avec le temps le charme de la nouveauté... Ou la gauche allemande trouvera-t-elle des alliés ? Elle aurait sans aucun doute le choix de s'allier avec la mort et le diable contre Hitler, mais la mort et le diable ne veulent pas. Ils se sont déjà engagés de l'autre côté. »⁵²

Accentuation et radicalisation.

Les grands thèmes abordés dans les premiers éditoriaux sont largement développés, précisés, tout au long de l'année.

En novembre, l'article « Où en est notre action ? » apporte des précisions sur les voies de la formation d'un « nouveau parti » en Allemagne⁵³. Après avoir polémique contre « l'objectivisme » — « la politique n'est pas l'exécution forcée d'un mandat suprahumain mais un travail dans un matériel vivant » —, Schlamm affirme que le nouveau parti se construira au travers d'un long processus de sélection des forces, indissociable de propositions concrètes d'action : unité de tous les partis et groupes de gauche dans un « contreparlement » en exil qui opposerait sa légitimité à celle d'Hitler, organisation du boycott de l'Allemagne nazie :

« Le cartel actif de tous les partis et groupes antifascistes. ne doit pas remplacer ni gêner la croissance du nouveau parti. Il créera au contraire l'atmosphère d'une opinion publique allemande en dehors de l'Allemagne occupée; il créera aussi la possibilité que la force qui remplit sa mission le mieux et le plus fidèlement, se construira plus rapide-

ment et s'imposera plus rapidement qu'aujourd'hui dans la concurrence avec les autres. »

Il élargit également ses réflexions à l'échelle de l'Europe dans son éditorial du 20 juillet « Sur les tombes ». ⁵⁴

Revenant sur la faillite de la gauche allemande, il ajoute que ce bilan ne doit pas amener à un retrait de l'action politique par découragement ou à un individualisme condamnant tout militantisme organisé :

« Nous ne voulons pas que la clarification sur l'effondrement des partis aboutisse à la dangereuse confusion de la solitude fatiguée. Certes, le parti n'est pas un lieu saint qui excluerait la critique profane; évidemment, nous n'avons rien à voir avec ce masochisme politique qui adore d'autant les partis qu'ils ont reçu des coups. Mais il n'existe aucune autre forme d'efficacité politique que l'association et l'action organisées de gens partageant le même point de vue; c'est-à-dire le parti. Ce n'est pas le parti qui est le mal, mais le parti dénaturé, pourri. Nous n'avons pas à fuir la réalité politique, nous avons à créer la nouvelle force, le nouveau parti. »

Cette tâche ne peut se réduire à l'Allemagne, car « l'infection » fasciste s'étend à l'ensemble du continent et ne trouve en face d'elle que des adversaires impuissants :

« Le socialisme autrichien vit depuis un an son 20 juillet à tempérament; il attend toujours le « grand moment » de la « résistance d'ensemble » et ne remarque pas qu'il s'est décomposé en quelques centaines de moments déjà passés. La social-démocratie française débat déjà sur la forme la plus recommandable de suicide, pendant que le PC officiel rassemble encore des signatures de personnalités et par ailleurs roue de coups son opposition. Le Labour Party laisse Henderson rendre visite à Hitler, ce que la bureaucratie communiste anglaise remarque comme une confirmation fulminante des thèses de ses 10 prochains congrès. »

Il faut donc clarifier, décanter, construire pour rassembler les « 9/10 de l'humanité européenne qui ne peut se consoler de la barbarie déchaînée en possédant des millions » :

« Les appareils fossilisés des partis s'opposent à ce processus. La jeunesse martyrisée, les travailleurs abandonnés, les victimes trompées d'une aberration historique enseveliront également ces défunts ».

On retrouve les mêmes préoccupations dans l'article du 31 août « Le bureau est resté intact », ridiculisant l'I.O.S qui réclame, en cas de guerre une « totale indépendance et liberté d'action de ses organisations ». ⁵⁵ Pour Schlamm, la vraie question, c'est la liberté d'action des « masses socialistes aujourd'hui condamnées à mort par l'appareil ».

Le dernier texte de Schlamm en 1933, « Coup d'oeil dans le brouillard », trace un sombre tableau de la situation européenne et mondiale⁵⁶. Partout, fas-

cisme ou réaction sont à l'offensive : les rares pays où la démocratie semble encore solide et assurée de son avenir évoquent pour Schlamm « ces chansons encourageantes que l'on siffle lors de promenades angoissées dans la forêt obscure. »

En Amérique aussi, le « basalte d'une mince couverture défensive de civilisation se crevasse. »

Cette progression de l'infection n'est pas l'effet du hasard : Schlamm l'explique comme une conséquence nécessaire de la crise économique et des politiques de réarmement que mènent tous les gouvernements :

« La terre est comblée de biens. Elle serait assez riche pour pourvoir tous les hommes d'un niveau de vie que défend aujourd'hui une mince couche supérieure contre les sourdes revendications de la masse...

Les masses abusées de tous ceux qui soit ne mangent pas, soit doivent flanquer dans l'océan des sacs pleins de café pendant des heures supplémentaires mal payées, comprennent toujours aussi peu qu'elles et elles seules tiennent entre leurs mains la paix d'une vie heureuse. Entre elles et la Vérité s'interpose une ignorance techniquement démesurée. Il y a quelques jours, un philosophe et homme d'Etat a assuré qu'une guerre était impensable, car l'argent était nécessaire pour cela et que le monde n'avait pas d'argent superflu. Mais cet optimisme est malheureusement fondé sur une erreur, car il ne faut pas représenter notre argent comme une apparence bancaire, mais comme la représentation d'une accumulation de richesses. Comme il y a plus de biens que les hommes peuvent en utiliser et que la richesse sociale menace la richesse privée, tout pousse à une monumentale destruction de biens. C'est là le « sens » de la guerre, si l'on peut admettre cette dépravation du mot sens. Et la fascisation du monde fait partie de ces mesures d'armement. (Pour les dirigeants des Etats), il faut que la horde de leurs peuples soit encore tout autrement disciplinée, abrutie jusqu'à l'excès — réellement jusqu'à l'excès — pour pouvoir supporter et endurer le plus grandiose acte d'anéantissement de l'histoire de l'humanité : finissons-en avec les derniers restes de pensée, de sentiment humain, de liberté privée, d'émotion rebelle et de croyance en la raison ! Il s'agit bien, comme on le remarque, de l'accomplissement du fascisme. Il y a là une interaction : c'est parce que le fascisme est victorieux, que tout pousse à la guerre, c'est parce que tout pousse à la guerre que le fascisme est victorieux. »

Pour s'opposer à la « marée brune », il faut des perspectives claires et Schlamm est donc amené à préciser les contours de la « nouvelle Allemagne », l'objet de ses aspirations. Ce projet est peut-être irréalisable car une guerre « en finira peut-être avec toutes les valeurs de vie et aussi avec notre rêve. Mais jusqu'aux derniers jours, notre existence ne peut avoir d'autre sens que celui-ci : pour une forme de vie que nous voulons façonner nous-mêmes, et pour laquelle nous voulons aussi nous impliquer. »⁵⁷

La nouvelle Allemagne sera une « République socialiste », une « Démocratie des producteurs » ou élus et fonctionnaires seront révocables à tout moment et où le pouvoir sera détenu par une Assemblée Nationale, dont les prérogatives seront à la fois législatives et exécutives. L'Assemblée sera

élue par les délégués des « chambres régionales », elles-mêmes mandatées par des conseils locaux élus sur les lieux de travail. Chacune des instances rendra compte régulièrement de ses travaux à ses mandataires.

Ce projet, développé dans trois articles successifs, mêle indissolublement réminiscences de la constitution jacobine de 1793 et références à l'*Etat et la Révolution* de Lénine et à la Révolution russe. Il témoigne en tout cas des efforts de Schlamm pour présenter à l'opinion un programme d'ensemble de refonte de la société allemande. A ce titre, c'est un document exceptionnel de l'émigration antinazie.

L'échec du regroupement politique autour de la *Neue Weltbühne*.

Revue politique et révolutionnaire par les éditoriaux de son rédacteur en chef, critique véhément des vieux partis, la *Neue Weltbühne* n'en garde pas moins son caractère traditionnel de revue « d'intérêt général », « politique » cette fois au sens très large du terme, littéraire et idéologique.

Il n'est pas surprenant que la « vieille » génération de la rédaction continue à écrire sur ses thèmes habituels rendant compte des dernières parutions, décrivant la vie quotidienne en Allemagne nazie, ou les difficultés matérielles et morales de l'émigration.

Hellmut von Gerlach écrit ainsi sur les « Allemands à Paris » et la propagande nazie en Amérique⁵⁸, Stefan Pollatschek sur la mise au pas du théâtre allemand⁵⁹ Egon-Erwin Kisch rend compte de son « dernier jour en Allemagne »⁶⁰ et Ernst Toller voit reproduire son pathétique discours au congrès du Pen-Club ou il dénonçait la passivité du Pen-Club allemand devant les incarcérations d'écrivains, les autodafés de livres et l'exil forcé d'artistes et d'universitaires⁶¹. La revue fait paraître des « bonnes feuilles » du *Fontamara* d'Ignazio Silone⁶² et plusieurs textes d'Heinrich Mann⁶³.

Mais, et c'est surprenant en apparence, on trouve peu d'articles directement politiques, traitant des perspectives d'action, discutant programmes, tactique et stratégie. Le contenu de la revue n'est pas à l'unisson des éditoriaux. Cette impression est encore renforcée par le fait que sur ce petit nombre d'articles, la plupart ne partagent pas l'orientation de Schlamm.

Klaus Mann consacre un article à « André Gide et la Russie » et voit dans le rapprochement de l'auteur de *l'Immoraliste* et du régime soviétique, un symptôme du nécessaire « engagement » de l'écrivain, qu'il approuve complètement.⁶⁴ Reconnaissant que « nous tous, sommes par notre origine, nos penchants, notre éducation et notre façon de vivre, aussi éloignés de l'idéal communiste que l'est assurément Gide », il n'en estime pas moins que « l'heure présente réclame la décision et que nous avons déjà trop longtemps hésité. » Schlamm approuve sans nul doute cette « obligation de s'occuper de politique » (*Zwang zur Politik*) ressentie aussi par Thomas Mann⁶⁵, mais sa

conception de « l'engagement », lucide et critique, est aux antipodes de l'appel de Klaus Mann à abandonner « le temps des nuances » et à se rallier, même tacitement, aux maîtres du Kremlin ⁶⁶.

D'autres articles développent un point de vue encore moins nuancé à l'égard de la Russie soviétique. C'est le cas de ceux de Louis Fischer, journaliste américain correspondant en Europe de *The Nation*. Louant « l'esprit de décision et l'intelligence » de Staline, il estime que « la nouvelle politique étrangère de Moscou », bien illustrée par le nouveau rôle que joue Karl Radek, abandonne progressivement l'esprit de Rapallo et se rapproche de la France et de la Pologne ⁶⁷. Moscou devient un facteur positif dans l'arène européenne.

« Les bolcheviks, il faut s'en souvenir, pensent dialectiquement. Ils se rappellent que le traité de Versailles, qui était considéré autrefois comme une arme de l'oppression impérialiste, pourrait, dans d'autres conditions, être utile pour tenir en échec un ennemi dangereux de la paix européenne. Je crois que Moscou se précipite avec empressement dans le camp antirévionniste et est maintenant disposé à favoriser le maintien du statu-quo politique en Europe. »

Quelques rares collaborateurs de la revue développent des points de vue qui se rapprochent de Willy Schlamm. Faut-il compter parmi eux Max Adler ?

Ce socialiste de gauche, proche de l'opposition dans le SPD en 1930-1931, mais ne la suivant pas dans la création du SAP, estime que les fragments de la vieille direction du SPD regroupés en exil autour d'Otto Wels sont incapables d'impulser un cours nouveau :

« Il est impossible de faire vivre le Nouveau, sans lequel le mouvement ouvrier socialiste allemand ne peut regrandir, en conservant les attaches avec l'Ancien ; d'autant plus que cet Ancien, aussi bien en ce qui concerne les hommes et les méthodes, a perdu tout crédit dans les masses ouvrières. Le nouveau consiste à créer un centre en émigration, qui, en abandonnant les vieilles formes totalement liquidées et plongées dans le mépris du SPD, se fixera la tâche de rassembler tous les éléments marxistes — révolutionnaires de classe, capables d'une action unie. Naturellement on ne peut repousser aucun de ceux, militants du SAP, de la KPO ou du KPD, qui veulent s'y joindre. » ⁶⁸

Pourtant, selon Max Adler, c'est à « l'Internationale », c'est-à-dire à l'IOS, à se fixer une telle tâche, ce qui revient finalement à assigner à l'Ancien la création du Nouveau. Peter Kroner, un ancien de la *Wiener Weltbühne*, polémiquera acerbement dans le courrier des lecteurs contre cette perspective. Affirmant son accord complet avec Willy Schlamm, il constate que Max Adler redonne à la II^{ème} Internationale une légitimité que les Wels et les Stampfer ont perdu : « la II^{ème} Internationale est-elle quelque chose de fondamentalement différent que son joyau, le SPD ⁶⁹ ? »

Développant l'idée esquissée par Schlamm d'une nouvelle Internationale, il affirme que ce ne sont pas seulement les « vieux dirigeants », mais bien les « vieux partis » qui ont capitulé :

« Nous sommes entrés dans une nouvelle étape : elle réclame de nouvelles méthodes de combat, de nouvelles armes, de nouveaux chefs. Nous devons les trouver. Dans tous les pays, il existe des milliers d'ouvriers et d'intellectuels dont la volonté de combat, brûlante et franche, n'entend pas stimuler les appareils corrompus. Beaucoup ont vu venir la fin, avant que ses horreurs n'ouvrent les yeux à des milliers. Le SAP en Allemagne, l'OSP en Hollande, l'ILP en Angleterre, le PC indépendant de Suède, le Mot Dag de Norvège, les groupes des oppositions des PC, les trotskystes, eux tous, dont les faibles voix ont rebondi depuis des années contre les murs de chaux des appareils, ne peuvent se satisfaire d'avoir eu raison. Certes, leur organisation est faible; mais ils doivent maintenant essayer d'être le centre d'une nouvelle unité à organiser dans tous les pays. Beaucoup a déjà été fait dans la lutte idéologique, dans le discrédit du fascisme et des appareils impuissants de ses adversaires. Tout cela est insuffisant. Les antifascistes, qui n'ont pas encore été épuisés par les derniers événements et ne sont pas encore désespérés, attendent des actes. Aujourd'hui cet acte ne peut être autre chose que l'organisation d'un front antifasciste international, libéré de l'esprit bureaucratique des appareils et des ménagements envers le désordre sanctifié. Le prochain anniversaire du 20 juillet nous avertit de ne plus perdre de temps. »

Les contributions d'une telle netteté restent bien isolées. Mentionnons tout de même cette tribune d'un « communiste anonyme » qui proteste contre les restrictions mises par Moscou à l'accueil des réfugiés politiques en U.R.S.S ⁷⁰, deux articles du « menchevik révolutionnaire » Gregor Bienstock qui s'en prend à la « philosophie de la défaite » qui caractérise, selon lui, le réformisme classique et son incarnation, le « grand philosophe de la défaite » Otto Bauer ⁷¹. Pour lui la « quintessence de cette philosophie de l'histoire » consiste en ce que tout ce qui est advenu se devait de l'être nécessairement et personne n'en est responsable encore moins la social-démocratie et la tâche du « marxisme » est encore une fois de tout justifier et de tout approuver après coup :

« La défaite de 1933 est une conséquence de l'insuffisance de 1918, l'impérialisme occidental est coupable de cette insuffisance, et ainsi de suite jusqu'au déluge ».

Rejetant ces conceptions fatalistes, Bienstock qui est alors, au dire de Sedov, proche des trotskystes ⁷², analyse le surgissement du néo-socialisme en France comme le prix à payer pour la stérilité de la gauche traditionnelle ⁷³.

Analyse sans doute partielle et discutable, mais qui saisit bien l'attraction exercée par le fascisme sur Marcel Déat et ses amis, fascinés par ce qu'ils prétendent combattre plus efficacement. Prévoyant la prochaine scission de la SFIO, Bienstock y voit une chance pour le socialisme français et peut-être la dernière chance pour le socialisme européen : la scission sortira le parti et la classe ouvrière de leur « léthargie » et surtout la gauche socialiste comprendra enfin qu'il faut « se débarrasser radicalement de Blum et du Blumisme » et que « les meilleures résolutions et déclamations, les plus belles doctrines n'ont aucune valeur, quand il n'y a derrière aucune volonté d'action ⁷⁴. »

Ces quelques articles sont les seuls qui s'attachent à discuter de façon sérieuse les possibilités ouvertes par les contrecoups de la victoire nazie, et ten-

tent de tracer des perspectives d'avenir, en essayant de prendre la mesure des obstacles qui se dressent sur la voie du renouveau.

Les absences et les manques n'en sont que plus voyants : pas de réponses, hormis celle de Peter Kroner, aux projets esquissés par Schlamm, pas de liens internationaux, aucun compte-rendu de la conférence des organisations socialistes de gauche, tenue à Paris les 27 et 28 août, qui rassemble les éventuels partenaires d'une nouvelle *Internationale*. Rien ne filtre non plus dans la revue des nombreuses discussions qui ont précédé la conférence, et qui ont déjà abouti à la « Déclaration des quatre sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale » entre le SAP, l'OSP et le RSP néerlandais et l'Opposition de gauche internationale.

Finalement, on s'aperçoit que la revue accueille sans doute moins d'articles directement « politiques » que la *Weltbühne* berlinoise d'avant 1933. Des auteurs en exil proches de Schlamm par leurs réflexions ne s'expriment pas, ou très peu, dans la *Neue Weltbühne* (le contact a-t-il été pris avec eux ?). C'est le cas de Rudolf Olden, journaliste et ancien avocat de Carl von Ossietzky, séjournant à Prague jusqu'en 1934 et auteur d'un pamphlet, « Pourquoi les marxistes ont-ils fait faillite ? » où il s'en prend vigoureusement au « fatalisme religieux » et au « manque de courage politique » du SPD et du KPD ⁷⁵.

Il est vrai que ces lacunes pouvaient être masquées ou négligées du fait de la collaboration régulière, remarquable et remarquée, du plus prestigieux des exilés, Léon Trotsky.

La collaboration de Trotsky à la *Neue Weltbühne*

Léon Trotsky avait déjà donné 2 articles sur la situation allemande à la *Weltbühne* en 1932.

En 1933, il suit de près les changements intervenus à la tête de la revue qu'il lit « régulièrement et avec intérêt » : les rédacteurs sont de « très bons stylistes avec du tempérament » mais il critique ce « damné pacifisme qui les empêche de tirer les conséquences de leurs propres points de vue ⁷⁶ ». Pour lui, la défaite et l'illégalité poussent à une nécessaire clarification, qui inclut la *Neue Weltbühne* elle-même :

« En ce moment ou, dans la nuit hitlérienne, tous les chats sont gris, il faut appeler chaque chat par son nom, au minimum chaque espèce de chats, le parti, la fraction, etc.

Si la *Weltbühne* adopte cette règle, elle pourra être alors une bienfaitrice « instance de contrôle » sur sa propre attitude politique ».

Courant mai, les contacts sont officiellement pris par Schlamm en vue d'une collaboration ⁷⁷. L'accord donnera lieu à la publication de 8 articles entre juin et décembre, dont plusieurs inédits ⁷⁸.

Cette série d'articles ne passe évidemment pas inaperçue. Le *Gegenangriff* stalinien fustige sous la plume de Karl Franz — pseudonyme du journaliste Bruno Frei — le « journal de parti camouflé, un organe de la secte des trotskystes », que serait devenu la *Neue Weltbühne* en abandonnant — l'argument resserrera — la tradition de Carl von Ossietzky ⁷⁹.

A l'inverse, Kurt Tucholsky, de sa retraite suédoise, commente à plusieurs reprises en termes élogieux les articles de Trotsky :

« *La Weltbühne* est faible, à l'exception de Schlamm. Et de Trotsky, qui écrit des choses magnifiques, qui circulent dans la presse mondiale et n'appartiennent pas à la *W.B.* L'autre jour, un « Portrait du National-socialisme » qui est vraiment une oeuvre de maître. Tout s'y trouvait, mais aussi tout à l'intérieur. Inconcevable, que quelqu'un qui ne vit pas en Allemagne peut écrire cela. Conclusion : guerre ou révolution. Je ne sais pas, il en sait davantage et peut davantage, ce Trotsky. ⁸⁰

Pour autant, l'éclat de la plume de Trotsky ne peut dissimuler les faiblesses déjà signalées de la revue. Paraphrasant Souvarine qui comparait l'Opposition de Gauche à un petit bateau surmonté d'un grand mat, on pourrait assimiler de même la *Neue Weltbühne* à un frêle esquif doté de deux superbes figures de proue. Reste que cela ne remplace pas un équipage fourni, cohérent et qualifié.

Tucholsky l'avait déjà remarqué en notant que si Trotsky et Schlamm faisaient tout l'intérêt de la revue, « le reste est si ennuyeux, comme si le journal était doctrinaire, mais sans doctrine. » ⁸¹

Essayant d'expliquer cet isolement relatif de Willy Schlamm qui met en péril sa revue et ses projets, Tucholsky estime que « Monsieur Schlamm est un très bon éditorialiste, par bonheur pas ce type d'éditorialiste que nous imaginons d'habitude quand nous pensons aux Viennois. « Quant à savoir s'il est le rédacteur capable de donner au journal une importance allant au-delà des frontières d'un seul pays, il nous faut attendre. » ⁸²

Quelle que soit l'appréciation des aptitudes de Schlamm au travail collectif — rappelons qu'il avait tout de même une solide expérience de journaliste —, l'explication est insuffisante et unilatérale.

L'universitaire allemand Hans-Albert Walter, spécialiste de la littérature et de la presse allemande en exil pendant cette période, constate lui aussi l'incapacité de Schlamm à stabiliser un noyau stable de collaborateurs partageant ses positions. Il l'explique par la ligne politique qu'il impulsait, et avance un « noeud complexe de raisons » qui, selon lui, le vouaient à l'isolement ⁸³. Il mentionne l'hétérogénéité de l'émigration, les illusions des exilés que Schlamm heurtait de front, le poids toujours grand des vieilles directions et la dépendance politique et matérielle de nombreux émigrés à leur égard.

Pour lui, « l'appel à la rupture de l'émigration avec ses représentant faillis » ne pouvait rassembler que peu de monde.

Toutes ces raisons sont sans doute valables. Il est par nature toujours difficile de prêcher du neuf dans des milieux d'exilés abasourdis par la défaite et que mille liens rattachent encore au monde perdu dans un naufrage sans précédent : c'est cette « perte du présent », évoquée par Manès Sperber qui fait de chaque « maintenant » un « entretemps fugitif » et empêche autant de « prendre pied sur la terre d'asile » que de s'occuper activement de politique.⁸⁴

Mais on peut aussi penser que l'émigration recélait des forces capables d'appuyer un reclassement politique d'ensemble et se demander si les hésitations de Schlamm à concrétiser ses positions de principe en nouant les contacts nécessaires et à s'intéresser davantage aux discussions politiques en cours à l'échelle internationale, n'ont pas contribué à son échec final et à sa mise à l'écart.

Une lecture attentive de ses textes montre en effet un déséquilibre entre la précision relative de ses critiques-cibles et adversaires sont toujours désignés, ainsi que les griefs entretenus à leur égard - et l'abstraction de ses propositions; on ne nomme jamais les partenaires possibles, pas plus que l'on explore les pistes de l'avenir. La seule proposition argumentée et appuyée par une campagne de longue haleine est celle du boycott économique de l'Allemagne nazie.

Les « raisons objectives » des difficultés de la *Neue Weltbühne* et les hésitations de Schlamm permettront rapidement à ses adversaires de reprendre en mains la revue. Pour autant, Hans-Albert Walter a raison de souligner que « le débarquement de Schlamm prouve que sa ligne politique était suffisamment attractive pour être tenue pour dangereuse par les attaqués. Surtout par le K.P.D, cible principale de la critique de la *N.W.* »⁸⁵

Témoignant près de 30 ans après, l'écrivain Kurt Hiller ne dit pas autre chose. Critiquant la « respectable médiocrité » de la plupart des rédacteurs, il ajoute cependant :

« Pour l'essentiel, Schlamm fit ses preuves : le journal demeura indépendant de toute force extérieure, comme dans les quinze années précédentes. Parce qu'il a conservé la *Weltbühne* comme une tribune des hommes libres, le Schlamm de ces années-là quoiqu'il soit devenu depuis, mérite nos éloges. La stalinaille (sic) pensait tout le contraire.

Une tête intérieurement indépendante, collaborant même avec le diable Trotsky, dirigeant un hebdomadaire qui commence à gagner de l'influence dans les cercles de l'émigration, non jamais plus, jamais plus ! Sommes-nous devenus fous ? Allons-nous tolérer, nous qui régnons en maîtres dans le camp anti-hitlérien, nous qui, avec le marxisme-léninisme, détenons le seul socialisme scientifique, le seul véritable anneau avec la pierre de sagesse, la vérité sans concurrence, qu'un intellectuel bourgeois de rien du tout, un rouspéteur présomptueux et alambiqué, nous fasse des difficultés semaine après semaine, juste au moment de notre plus grande chance ? Staline en soit loué, nous disposons des moyens de mettre fin à cette situation ! Employons-les ! »⁸⁶

La normalisation de la *Neue Weltbühne* : le « débarquement » de Schlamm et le changement d'équipe.

Les premiers numéros de l'année 1934 prolongent les tendances de l'année précédente: Ilya Ehrenburg et Louis Fischer voisinent avec Gregor Bienstock et Trotsky⁸⁷. Willy Schlamm écrit toujours ses éditoriaux flamboyants⁸⁸.

Soudain, le 15 mars 1934, sans que rien ne le laisse prévoir, deux lignes à la fin du numéro 11 informent que « Willy Schlamm s'est retiré de la rédaction de la *Neue Weltbühne* et suspend également sa collaboration à la *N.W.B.* ».

Dans le même numéro, Hermann Budzislawski, le nouveau rédacteur en chef signe l'éditorial « Un an d'émigration ». Le lecteur le moins attentif comprend très vite que le changement d'éditorialiste s'accompagne d'une modification de l'orientation.

Budzislawski commence par critiquer les « illusions » de l'émigration, allusion transparente aux « illusions » de Schlamm à vouloir « tout changer » :

« Ah, nous croyions n'avoir plus besoin de parler de tout cela : que les vieux dirigeants avaient fait faillite et que nous les jeunes ne voulons pas nous couvrir de boue. Que la lutte fractionnelle cesse. Nous étions bien naïfs, à attendre que les socialistes européens veuillent bien apprendre quelque chose de l'effondrement allemand. Pourtant, les rugissements sur les social-fascistes — certainement justifiés si l'on parle des Loebe, Leipart, Severing, certainement démentis par le courageux combat des socialistes autrichiens —, les clameurs sur les renégats et traîtres trotskystes, sur les lignards de Staline, dont on voulait seulement accepter ce superbe gaillard de Dimitroff, tout cela a continué. Même la terminologie n'a pas changé. Incompréhensible, incompréhensible, cette étroitesse des grands cerveaux. Partout, ils flairent l'adversaire de fraction, qu'ils haïssent plus que l'ennemi commun, le fascisme. Ils sont capables d'analyser, de formuler, de gesticuler et de parier. Mais ils sont incapables d'une chose : rassembler des camarades d'idées avec une certaine ampleur⁸⁹. »

Sous couvert de l'absence de sectarisme et de l'appel à « lutter » et à rassembler, on relève une propension à tout mettre sur le même plan — socialistes, stalinien, trotskystes, tous poléminent les uns contre les autres en termes comparables — qui tend à prouver que rien n'a changé depuis l'avant 1933 et, à la limite, que rien ne peut changer. A quoi bon discuter ? Cela ne mène à rien.

Budzislawski propose de « s'unir plus étroitement » pour passer à l'offensive, car le fascisme est faible et miné par ses contradictions internes: « Le Goliath qui nous a foulé aux pieds est battable ». « On n'a pas affaire aux fondations d'une maison solide, même si la façade a une apparence encore tellement martiale ». La situation est favorable, il ne faut pas croire les prophètes

de malheur qui parlent « d'effondrement mondial » : « Effondrement mondial ? Ce monde s'effondre, pas le nôtre. »

Que faut-il faire concrètement ? Se fixer des tâches positives, car « l'année du défaitisme, de la lassitude, du sectarisme est passée ». Parmi ces tâches positives, il importe de « gagner les paysans », car leurs fils sont soldats et il faut montrer leur communauté d'intérêts avec les prolétaires ; il est également nécessaire « d'étudier la situation des artisans et des boutiquiers » et, dans ce travail, de rassembler et construire.

Au-delà de la rupture stylistique signalée par Hans-Albert Walter — au style « viennois », sobre, concis et ironique de Schlamm succède une écriture lourdement démonstrative —⁹⁰, l'article de Budzislawski marque une rupture politique complète avec la période précédente qui se traduit par un optimisme de commande, le refus de poursuivre investigations et recherches sur les raisons de la défaite et l'absence de toute critique des états-majors de l'émigration. Bientôt le thème de « l'unité à la base » fera son apparition dans les colonnes de la revue.⁹¹

Le « départ » de Schlamm ne resta pas sans provoquer de réactions : quelques collaborateurs interrompirent leur participation à la revue, essentiellement les anciens de l'édition viennoise⁹². Dans le numéro 12, le courrier des lecteurs publie les interrogations d'EB de Brünn » qui veut savoir « si la revue va s'éloigner des positions précédentes représentées par Willy Schlamm, et dans quelle mesure. »

E.B poursuit « Une *Weltbühne* mise au pas ? Cette idée est trop insensée pour être prise en considération ». Réponse acerbe de la rédaction : « Une idée insensée, mais vous ne l'avez pas eu tout seul. Le *Sozial-demokrat* de Prague a eu la même. Nous continuons la tradition de la vieille *Weltbühne* berlinoise, qui s'appelle : rassemblement de toute la gauche pour un combat sans merci contre le fascisme, pour une Europe libre, pour un monde socialiste⁹³. »

Le 12 avril encore, dans le numéro 15, on apprend que « de nombreux abonnés » veulent savoir comment Schlamm s'est procuré leur adresse, après son départ de la rédaction.

Celle-ci répond qu'elle n'en sait rien : « Monsieur Schlamm s'était engagé le 8 mars à retourner à la *N.W.B.* l'ensemble des matériaux lui appartenant. Il sait que l'utilisation de notre liste d'abonnements est passible d'une peine. A la suite de cela, nous ne pouvons accepter qu'il a pris votre adresse dans notre liste d'abonnés. Probablement expliquera-t-il bientôt lui-même par quel hasard extraordinaire vous avez reçu la circulaire qu'il a envoyé⁹⁴. »

Cette circulaire, que nous n'avons pu retrouver, témoigne en tout cas que Schlamm a tenté de s'expliquer auprès des lecteurs, ce qui est un argument en faveur de la thèse du départ forcé et du « coup de force stalinien », qu'il défendra par la suite, avec bien d'autres auteurs.

Il reste à tenter d'expliquer comment les choses se sont passées exactement.

On se souvient que la revue appartenait en copropriété à Edith Jacobsohn et l'industriel Viennois Hans Heller.

Aucune décision concernant Schlamm, mis à la tête de la rédaction d'un commun accord, n'était légale sans l'accord des deux sociétaires.

Selon le récit ultérieur de Willy Schlamm⁹⁵, Edith Jacobsohn avait déjà tenté à plusieurs reprises de l'influencer dans le sens du PC. Début 1934, au cours d'un entretien avec elle à Zurich, il aurait offert sa démission, lassé des pressions incessantes, mais, à la vue de Budzislawski qui attend dans une pièce adjacente, comprenant qu'il s'agissait d'une tentative de reprise en mains, il retire sa démission et part à Vienne rencontrer Hans Heller. Celui-ci, convaincu par Schlamm, est prêt à porter l'affaire devant un tribunal pragois, là où paraît la revue : il s'agit en effet d'une infraction au contrat. Entretemps, avant que le tribunal ait rendu son jugement, Dollfuss a accompli son coup de force en Autriche, interdit les organisations ouvrières. et facilité ainsi les manoeuvres en cours. Toujours selon Schlamm, Budzislawski aurait utilisé la nouvelle situation pour envoyer un « ultimatum » à Heller, lui demandant de retirer sa plainte sinon il portait plainte contre lui à Vienne pour « outrage à son honneur ». Heller, devant les risques personnels qu'il encourt en cas de procès à Vienne, cède et vend ses parts à Edith Jacobsohn.

Il semble que ces parts ont été rachetées quelque temps après par Hans Nathan, un avocat et journaliste allemand connu à Prague sous le nom de Nathan Ludwig ; pendant l'été 1934, celui-ci reprend également les parts d'Edith Jacobsohn⁹⁶.

Au mois d'août la rédaction et l'administration de la *Neue Weltbühne* sont transférées 4c rue Zisková, l'adresse de *Der Simplicus*.⁹⁷

Il semble difficile de nier, même si l'affaire reste passablement embrouillée, qu'il s'agit là d'un « coup monté » pour évincer un rédacteur en chef gênant.

Kurt Hiller est catégorique sur ce point : « Budzislawski a agi à Prague comme journaliste-homme de confiance du Bureau Politique du KPD contrôlé par Staline. »

Pour preuve de ses dires, il revient sur l'aspect hors-normes de la promotion de Budzislawski :

« Un homme nommé Personne, à peine sorti du néant, sans trace d'un quelconque mérite philosophique, politique, d'écriture, pas plus intéressant sur le plan scientifique qu'artistique., un scribe de onzième ordre [...] fut soudain hissé par d'obscures puissances à l'une des deux ou trois places les plus importantes du journalisme allemand en exil ». ⁹⁸

Les mérites antérieurs de Budzislawski semblent en effet plutôt minces pour lui valoir une nomination de cette importance : collaborateur subalterne de la *W.B.* dans les années 30, l'homme avait aussi travaillé de 1926 à 1933 à la *Wissenschaftliche Korrespondenz* et fondé en 1933 un bulletin à Zurich, la *Neue Presse Korrespondenz*.⁹⁹

Il se présente alors comme un « socialiste de gauche » (Kurt Hiller ajoute, « au dessus des partis à la Romain Rolland ») et ne manque pas d'arborer à l'appui une vieille carte du SPD : un an après sa « prise de pouvoir » à la rédaction, les autorités tchécoslovaques elles-mêmes tiennent la nouvelle version de la *N.W.B.* pour un journal social-démocrate !¹⁰⁰

Cette curieuse carrière, comme l'itinéraire ultérieur de Budzislawski, qui favorisera systématiquement les positions pro-staliniennes sur tous les sujets dans la *N.W.B.*¹⁰¹ et terminera sa vie en exerçant diverses responsabilités en RDA, inclinent en faveur de liens anciens avec le KPD.

Pour celui-ci, c'est en tout cas un beau succès qui met fin à un possible et dangereux ferment de recomposition politique. Hans Albert Walter rappelle avec raison que, même si son influence était encore modeste, on ne pouvait prévoir l'audience que Schlamm était capable d'acquérir si un journal de la réputation et du rang de la *N.W.B.* restait longtemps à sa disposition.¹⁰²

De son côté l'historien constate avec intérêt que les méthodes employées pour « capturer » un hebdomadaire prestigieux, ce mélange de rouerie, de chantage et d'orchestration des légitimes aspirations antifascistes, que l'on retrouvera dans la « capture » des Jeunesses Socialistes espagnoles, des socialistes de gauche autrichiens — et que l'on tentera d'utiliser avec les J.S en France — ont connu ici une première application. Cela montre aussi que le KPD et l'IC, encore immergés dans un cours qui les voue à l'isolement, conservent suffisamment de « flair » et de souplesse politique pour intervenir activement sur un autre terrain et éliminer tout ennemi à leur gauche.

NOTES

1. Rapport de Léon Noël à Paul-Boncour, 20.3.1933; Archives du Quai d'Orsay, série Z, carton 864, dossier 4.

2. *Ibidem*, 3.5.1933.

3. Alexander Stephan, *Die deutsche Exilliteratur*, Munich, C.H. Beck, 1979, pp 54-56.

4. Hansjorg Schneider, Exil in der Tschechoslowakei in « *Kunst und Literatur im antifaschistischen Exil 1933-1945* » tome 5, Francfort, Roderberg, 1981.

Un rapport sur l'émigration allemande à l'étranger émanant du ministère allemand de la propagande et daté du 17.10.1933 évalue, quant à lui, le nombre d'exilés en Tchécoslovaquie à 4000 ou 5000, dont 200 « social-démocrates nouvellement organisés sous la direction-croupion du SPD. »

(« *Die deutsche Emigration im Europäischen Auslande, Herbst 1933* », cité dans « *Presse im Exil. Beiträge zur Kommunikationsgeschichte des deutschen Exils 1933-1945* », K.G Saur, 1979, pp. 425 sq.)

5. Kurt Grossmann, Die Exilsituation in der Tschechoslowakei in *Manfred Durzak, Die deutsche Exilliteratur*, Stuttgart, Reclam, 1973, p 65.

La littérature allemande en exil a donné lieu à de nombreux travaux ces dernières années. En plus des ouvrages déjà mentionnés, il faut citer la somme magistrale d'Hans-Albert Walter, *Deutsche Exilliteratur 1933-1980*, Stuttgart, Metzler, 1978, en particulier le tome 4 *Exilpresse*; du même, avec Gunther Ochs, *Deutsche Literatur im Exil, eine Auswahlbibliographie mit einer Einführung*, Aachen, Alano, 1985.

Une anthologie des textes littéraires et politiques de l'émigration a été rassemblée par Ernst Loewy, *Exil. Literarische und politische Texte aus dem deutschen Exil 1933-1945*, Stuttgart, J. B. Metzler, 1979.

Plusieurs centaines de biographies d'exilés sont rassemblées dans le *Biographisches Handbuch der deutschsprachigen Emigration nach 1933*, Munich, K.G Saur, 1980-1983, un magnifique instrument de travail.

En français, la somme récente et érudite de Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil*, Paris, Payot, 1987, présente une excellente synthèse.

Enfin, sur la Tchécoslovaquie, nous avons utilisé *Exil und Asyl-Antifaschistische deutsche Literatur in der Tschechoslowakei. 1933-1938*, Berlin (DDR), Volk und Wissen, 1979.

6. Jan Masaryk (1850-1937), premier président de la république tchécoslovaque en 1920, est réélu en 1927, puis en 1934.

7. Max Seydewitz, « *Es hat sich gelohnt zu leben. Lebenserrinerungen eines alten Arbeiterfunktionars* », Berlin, 1976, p. 305.

8. Rappelons que la SOPADE est le nouveau sigle adopté par les membres en exil de l'ex-direction du SPD qui refusent les tentatives de conciliation avec le régime nazi menées par certains dirigeants du SPD demeurés à Berlin avec Paul Lobe (1875-1967). Le sigle SOPADE exprime à la fois la différence et la continuité avec le SPD; il sera utilisé jusqu'en 1945.

Le rapport allemand déjà cité ajoute que Prague est « le centre des tentatives de ré-organisation du SPD [...] Le fait que deux allemands marxistes des Sudètes sont ministres dans le gouvernement tchèque, a naturellement une influence favorable sur la si-

uation des émigrants. Le gouvernement doit cependant réprimer la préparation ouverte de complots ou de préparatifs militaires contre l'Allemagne[...] Prague est jusqu'ici l'endroit le plus favorable pour la centralisation de la réorganisation des partis de gauche allemands et c'est principalement le SPD qui l'utilise dans ce but. »

Otto Wels (1873-1939) avait été depuis 1919 président du SPD. Karl Bochel (1884-1946) appartenait à l'aile gauche du parti et Siegmund Crummenerl (1892-1940) avait été élu trésorier du SPD en 1932.

Erich Ollenhauer (1901-1963), après avoir dirigé les Jeunesses Socialistes de 1928 à 1933, était l'un des « espoirs » du parti, dont il sera le candidat à la chancellerie en 1953. Siegfried Aufhäuser (1884-1969) était responsable syndical chez les employés. Friedrich Stampfer (1874-1957) dirigeait avant 1933 la rédaction du « Vorwärts », le quotidien du SPD. Rudolf Hilferding (1877-1941), le célèbre auteur du « Capital financier », avait appartenu à l'USPD de 1918 à 1922, avant de revenir au SPD. Curt Geyer (1891-1967) avait lui aussi transité par l'USPD, puis le KPD, avant de revenir à la « vieille maison ».

9. Max Seydewitz, *op. cit.* p 307. Scheidemann reconnaît que « les ouvriers socialistes ont été emmenés sur une fausse route après la révolution de novembre 1918 » et qu'il l'aurait reconnu « malheureusement trop tard. » Il affirme que ses attaques contre la Reichswehr, dans un discours de décembre 1926 au Reichstag, auraient déplu aux partenaires bourgeois du SPD, en particulier au chancelier Wilhem Marx, et seraient responsables de son éviction de la direction du S.P.D.

10. Franz Dahlem (1892-1981) adhère en 1913 au S.P.D, en 1917 à l'U.S.P.D, en décembre 1920 au KPD Il avait subi une « disgrâce » en 1932 à cause de ses liens avec Heinz Neumann et le « groupe Neumann-Remmele », Joseph Winternitz (1896-1952) fut membre du C.C du K.P.D de 1929 à 1931; il arrive en 1934 en Tchécoslovaquie. D'une manière générale, Prague ne sera jamais pour le KPD la plaque tournante de son travail illégal, à la différence du SPD et de la gauche socialiste.

11. Hugo Urbahns, est « signalé » à Prague le 5 mai dans une lettre d'Otto Schussler (A.H. 4720) qui le trouve « trop excité pour que l'on puisse avoir avec lui une conversation sérieuse », car il a « toujours eu raison ».

Franz Pfemfert (1879-1954) et Alexandra Ramm (1883-1963) arrivent de Berlin à Carlsbad. Walter Held, qui évoque leur arrivée (lettre à Otto Schüssler, 24.03.1933, A.H) indique que « Franz a quitté Berlin en prenant les jambes à son cou et a mis Liova en danger ».

12. *Unser Wort* paraît dès le 15 mars. Il est ainsi parmi les tout premier journaux d'organisation à réparaître en exil.

13. *Le Neuer Vorwärts* paraît à Prague du 18 juin 1933 jusqu'en 1938. *Sozialistische Aktion* qui paraît du 5 novembre 1933 jusqu'en mars 1938 est tout d'abord une version réduite du *Neuer Vorwärts*; puis elle acquiert son autonomie de rédaction. Le *Zeitschrift für Sozialismus* paraît d'octobre 1933 à septembre 1936. Les éditions Graphia publieront au total une trentaine de titres.

14. Alexander Stephan, *op. cit.* Le nouveau rédacteur en chef d'A.I.Z. est Franz C. Weiskopf (1900-1955). Né à Prague, il milite à partir de 1919 dans l'aile gauche du SPD, puis avec le PCT, installé à Berlin, il collabore au *Berlin am Morgen* de Münzenberg et participe en 1930 au « Congrès des écrivains prolétariens et révolutionnaires » à Kharkov.

15. *Der Gegen-Angriff*, « hebdomadaire antifasciste » est dirigé d'abord par Bruno Frei (né en 1897), journaliste autrichien, socialiste, puis communiste. Il travaille lui aussi à Berlin de 1929 à 1933 comme rédacteur en chef du *Berlin am Morgen*.

16. Wieland Herzfelde (né en 1896) dadaïste allemand, adhère au KPD en 1919. Il avait fondé en 1917 les éditions Malik qui publient en Allemagne les oeuvres de Dos Passos, Upton Sinclair, Maxime Gorki etc...

Johannes Becher (1891-1958) était militant du KPD; ce n'était pas le cas d'Oskar-Maria Graf, écrivain « régionaliste » bavarois et « compagnon de route ».

17. Selon Jean-Michel Palmier (*op. cit.*, tome II, pp 21-22), les *Neue Deutsche Blätter* « s'ouvrirent à de nombreux collaborateurs non marxistes — l'un de ses rédacteurs Oskar-Maria Graf était socialiste — en particulier aux socialistes indépendants comme Ernst Toller, aux démocrates comme Lion Feuchtwanger, Ludwig Marcuse. »

Un rapport secret de l'ambassade allemande à Paris (03.11.1933) sur les journaux de l'émigration attribue aux *N.D.B.* un tirage de 4000 exemplaires. Il est intéressant de donner les évaluations du tirage des autres publications de l'émigration en Tchécoslovaquie. *Le Neuer Vorwärts* (SPD) est estimé à 10 000 exemplaires, le *Gegenangriff* (« KPD-Münzenberg » selon le rapport qui fait bien la différence avec les publications « KPD-Parteioffiziell ») 10 000 exemplaires aussi et l'*A.I.Z.* à 12 000. Le rapport attribue un tirage de 3000 exemplaires à *Unser Wort* (trotskyiste) (reproduit par Raimund Konner, *op.cit.*, pp 432-434)

18. Siegfried Jacobsohn (1881-1926), issu d'une famille de commerçants, se passionne pour le théâtre dès sa scolarité. Il est critique théâtral au *Welt am Montag* de 1901 à 1904, année où il publie *Das Theater der Reichshauptstadt* (le théâtre de la capitale du Reich). C'est au retour d'un voyage en Italie qu'il fonde en 1905 *Die Schaubühne*.

19. Lion Feuchtwanger (1884-1958) commence réellement sa carrière littéraire comme critique théâtral à la *Schaubühne*; il deviendra célèbre avec *le Juif Suss* (1925).

Gustav Landauer (1870-1919), écrivain et publiciste, participera à l'éphémère République des Conseils de Munich en 1919; il sera fusillé par les Corps francs.

Franz Wedekind (1864-1918), auteur dramatique et critique est en particulier l'auteur de *L'esprit de la terre* (1898) et *La boîte magique de Pandore* (1903) qui inspireront Alban Berg pour son opéra Lulu.

Kurt Tucholsky (1890-1935), chroniqueur, poète et publiciste, est un des écrivains les plus représentatifs de la littérature allemande du premier XXe siècle. Il sera l'âme de la *Weltbühne* dans les années vingt, jusqu'à 1933.

20. « Auf die Weltbühne », *W. B.* 04.04.1918, cité dans *Kurt Tucholsky 1890-1935. Ein Lebensbild*, Berlin, Quadriga, 1985, p. 265.

21. *Ibidem*, p. 123-135.

Carl Von Ossletsy (1889-1938), issu d'une famille de petite noblesse silésienne établie à Hamburg, est très tôt passionné de littérature et de politique. Il se lie à Helmuth von Gerlach (1866-1935) qui dirige la section de Hamburg de la *Demokratische Vereinigung* (« union démocratique », mouvement d'opposition démocratique et libéral au régime de Guillaume II) et fait ses premières armes de journaliste au *Freie Volk* (le peuple libre), l'hebdomadaire du mouvement, dirigé par le futur député et dirigeant socialiste Rudolf Breitscheid. Il s'en prend déjà au militarisme et à la réaction prussienne. En 1918, il affirme ses sympathies pour les spartakistes, mais ne rejoint pas le tout jeune KPD Journaliste de 1920 à 1924 au *Berliner Volkszeitung*, il participe en 1924 à la fondation de l'éphémère « parti républicain » estimant la république de Weimar menacée par les « extrémistes de droite et de gauche ». Il évolue cependant rapidement, voyant dans le militarisme et l'extrême droite l'ennemi mortel de la démocratie. Entré à la *Weltbühne* en avril 1926, directeur de celle-ci en décembre, il y restera jusqu'à la fin et deviendra pour beaucoup la conscience de la gauche allemande. Une sélection de ses

principaux articles est parue en Allemagne : Carl Von Ossietzky, *Rechenschaft Publizistik aus den Jahren 1913-1933*, Francfort, Fischer Taschenbuch, 1984.

22. Cf Jean-Michel Palmier, *op. cit.*, I, p. 64. Selon le même auteur, la revue vend alors 13 000 exemplaires (*ib.*, p. 82).

Sabine Bétoulaud, dans un remarquable travail sur les positions politiques de la *WB*, montre bien ce qui fait son originalité : c'est une revue « représentative du journalisme individuel en opposition déclarée à la presse de masse qui créait les événements et les imposait au lecteur »; les désaccords entre rédacteurs sont parfaitement admis et la direction n'intervient pas. La cohérence de la revue tient dans « le respect permanent de la personne de chacun et de son indépendance » (*La Weltbühne et la question du front unique, 1928-1933*, Mémoire de maîtrise, Université de Provence, 1980, p. 53). Sabine Bétoulaud dégage ensuite les quatre principaux axes de combat de l'hebdomadaire :

— contre le militarisme : une « constante », qui mènera d'ailleurs Ossietzky en prison. Ce pacifisme révolutionnaire ne doit pas se confondre avec la non-violence.

— pour les droits démocratiques : la revue protestera contre l'exil de Trotsky, défrendra le militant de l'Opposition ouvrière russe Miasnikov, protestera contre la répression policière envers le KPD le 1er mai 1929.

— contre l'ouvriérisme et le « snobisme des mains calleuses » : Kurt Tucholsky écrit que « ce ne sont pas les corps lavés et propres qui sont signe de trahison envers la lutte des classes, il faut que tous aient la possibilité de prendre soin de leur corps et de leur esprit » (*W.B.* 16, 15.4.1930, pp. 573, 575) un autre rédacteur, Leschnitzler affirme vouloir « mourir pour le prolétaire, vivre avec les gens les plus civilisés ». (*W. B.* 23, 5.6.1928).

— contre la bureaucratie des partis : « les idées ont besoin de leur bureaucratie mais une bureaucratie sans idées est un but en soi... détestable » (Kurt Hiller, *W.B.* 16, 15.4.1930) (*ibidem*, pp. 63-70).

23. Kurt Hiller (1885-1972), après des études menées à Berlin, Fribourg et Heidelberg de 1903 à 1907, fonde le club expressionniste « Neuer Club » en 1909 et participe aussi à la création de *Die Aktion* avec Franz Pfemfert en 1911. Adversaire de la guerre, il est en 1918 président du « Conseil politique des travailleurs intellectuels » de Berlin. Il fonde en 1925 le groupe des « pacifistes révolutionnaires » qui revendique un socialisme anti-matérialiste : seule une révolution culturelle et spirituelle permettra la création d'une société socialiste. Son élitisme et sa méfiance envers la démocratie représentative va de pair avec une profonde détermination antifasciste.

Hans-Erich Kaminski (1899-1960) commence à écrire dans la *W.B.* en 1921, après des études d'économie; il collabore aussi au *Welt am Montag*. Selon Sabine Bétoulaud, c'est « un des cinq principaux collaborateurs politiques de la *W.B.* pendant la dernière période de la République de Weimar », auteur de nombreux articles sur le front unique (« H.E Kaminski, éléments de biographie », *Cahiers d'Etudes Germaniques*, Université de Provence, 1980, n° 4).

Walter Mehring (1896-1921) participe au mouvement « Dada » en 1917; il appartient lui aussi au groupe des « Pacifistes révolutionnaires ».

Heinz Pol (1904-1972) appartient à une autre génération; fils d'un manufacturier juif libéral, il collabore aussi au quotidien libéral *Vossische Zeitung*, et aux journaux du « trust Münzenberg » *Neue Montagszeitung* et *Welt am Morgen* (où il occupe d'importantes responsabilités).

Alfred Polgar (1873-1955) appartient au noyau initial de la Schaubühne.

Joachim Ringelnatz (1883-1934), pseudonyme de Hans Bötticher, avait exercé tous les métiers avant de collaborer à la *W.B.* de 1921 à 1932.

On connaît l'économiste et militant du S.A.P Fritz Sternberg (1895-1963) qui signe ses articles dans la *W.B.* des pseudonymes de K.L. Gerstorff et Thomas Tarn.

Ernst Toller (1893-1939), célèbre poète et dramaturge expressionniste, avait été un des acteurs de premier plan de la République des conseils de Bavière.

24. « Gibt es noch eine Opposition », *W.B.* 07.01.1930.

25. *W.B.* 16.09.1930.

26. Cette position est partagée par l'ensemble de la rédaction. Hans-Erich Kaminski compare la gauche allemande à deux triangles posés côte à côte, dont les bases, contrairement aux sommets, se touchent en un point; si on les regarde de loin, on ne voit que les sommets et la distance entre les deux formations semble importante, pourtant les bases sont très proches... (« Der weg zur Einheit », *W.B.* 37, 13. 09.1932, cité par S. Bétoulaud, p. 82).

Les divergences portent sur les moyens à mettre en oeuvre pour réaliser l'unité.

Ossietzky espère l'intervention d'un médiateur, « un Hercule qui, à la pelle, fraie un chemin à travers ce fatras gelé de propagande » (« Romulus Augustulus », *W.B.* 41, 07.10.1930, *ibidem* p 85).

Kurt Hiller pense que les groupes socialistes dissidents doivent créer « un gigantesque parti unitaire rouge » (*W.B.* 28, 14.07.1931, *ibidem* pp. 86-87)

Sternberg pense évidemment que ce rôle sera assumé par le SAP.

27. Il s'agit de « Diktatur Brüning » (extrait de *Was Nun? Schicksalfrage des deutschen Proletariats. Et maintenant? Questions vitales pour le prolétariat allemand*) *W.B.* 01.03.1932 et « Das deutsche Ratsel » (l'énigme allemande, *W.B.* 08.11.1932.)

28. Dans un article paru le 22.12.1931, « Trotsky spricht aus Prinkipo » (« Trotsky parle de Prinkipo »), Carl Von Ossietzky commente la brochure *Soll der Fascismus wirklich siegen* (Est-ce-que le fascisme doit réellement vaincre).

Dans la *W.B.* 3, 17.01.1933, Rudolf-Adrian Dietrich condamne les persécutions contre Trotsky et sa famille (« Ein tragisches Gastspiel »).

L'article le plus important est celui de Kurt Hiller « Stalin und Trotski », *W.B.* 48, 29.11.1932.

29. cité par Otto-Ernst Schüddekopf, *National Bolschewismus in Deutschland 1918-1933*, Ullstein, 1979, p 291.

30. Kurt Hiller, « Der Präsident », *W.B.* 09.02.1932. Voir aussi Sabine Bétoulaud, *op. cit.* et Istvan Deak, *Weimar German's left wing intellectuals. A political history of the Weltbühne and its circle*, University of California press, 1968, pp. 1 83-1 84.

31. *W.B.* 24.05.1932.

32. L'article le plus typique de ce point de vue est de Kurt Hiller, « Stalin und Trotsky », *op. cit.* Pour lui, si Trotsky est « le feu », Staline est le « forgeron ». Staline, s'il prenait le temps d'y réfléchir, ne serait pas fondamentalement opposé aux propositions de Trotsky; mais il est « totalement absorbé par les tâches d'industrialisation de la Russie, totalement concentré sur le Gosplan » et il ne peut adopter une politique purement prolétarienne car il doit ménager la majorité paysanne de l'immense Russie, sans lui céder totalement : c'est ce qui explique les zig-zags de sa politique.

33. cité par Istvan Deak, *op. cit.*, p. 179.

Istvan Deak explique ainsi les vues contradictoires de la *W.B.* sur le stalinisme : « Si les communistes russes étaient mauvais, ils ne l'étaient pas autant que les communistes allemands, qui à leur tour ne pouvaient être aussi mauvais que les autres grands partis allemands. De plus, les gens de la *W.B.* avaient beaucoup moins confiance que Trotsky dans le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière européenne, ce qui les

amenait à regarder avec une certaine sympathie le « national-communisme » de Staline et son programme de « socialisme dans un seul pays. » (*ibidem*, p. 180).

34. Si Bertolt Brecht (1898-1956), Egon-Erwin Kisch (1885-1948) étaient membres du K.P.D., ce n'était pas le cas d'Alfred Döblin (1878-1957), l'auteur de *Berlin Alexanderplatz*, membre de l'USPD puis du SPD jusqu'en 1929.

35. Kurt Tucholsky, (1890-1935), *op. cit.*, pp. 170-173. Tucholsky se plaindra du montage de ses textes par John Heartfield : il jugera « grossier » l'ensemble du travail.

36. « Kavaliers und Rundköpfe » (Cavaliers et têtes rondes), *W.B.* 6, 07.02.1933

37. Carl Von Ossietzky sortira de prison le 22.12.1932, avec l'amnistie de Noël. Il y retournera pour n'en plus sortir, le 28.02.1933.

38. Ces tractations sont résumées dans Istvan Deak, *op. cit.*, pp. 216-217 et surtout Hans-Albert Walter, *op. cit.*, tome 4, pp. 23-24.

39. Willy Schlamm (1904-1978) fut dirigeant des JC, puis au CC du PC autrichien en 1923. Il est exclu en septembre 1929 et rejoint les « brandlériens » en décembre

40. Hermann Budzislowski, « Eine Zeitschrift im Exil », *Die W.B.* 35.40, 01.09.1965, cité dans *Exil und Asyl*, *op. cit.*, p. 158

41. Lettre de Kurt Tucholsky à Hedwig Muller, 12.09.1932, cité dans *Kurt Tucholsky*, *op. cit.*, p. 202.

42. Il faut signaler ausai le « départ » de Kaminski qui vit à Paris depuis février 1933 et, plus curieusement, l'arrêt de toute collaboration par Fritz Sternberg, exilé en Suisse, mais toujours militant du SAP

43. Selon l'expression de Gerhard Zwerenz, *Kurt T. biographie eines guten Deutschen*, Munich, C. Bertelsmann, 1979, p.195.

44. « Inventur » (Inventaire) *N.W.B.* 12, 23.03.1933, p. 45.

45. « Wer halt durch » ? (qui tiendra le coup ?) *ibid* 13, 30.03. 1933, p. 377.

46. Le Professeur Mamlock de la pièce de Friedrich Wolf, écrite en 1933, est l'archétype de ces « intellectuels » repliés sur leur activité strictement professionnelle (Mamlock est médecin) et totalement respectueux de l'ordre public et de ses représentants. Seule la persécution de Mamlock comme juif lui ouvrira les yeux, mais il reste très légaliste dans sa vision de l'opposition au régime.

47. « Wo bleibt das Positive » ? (Où reste le positif), *N.W.B.* 19, 11.05.1933, p. 565

48. « Flüchtlinge und Emigranten » (Fugitifs et émigrants), *ibid.* 31, 03.08.1933, p. 945.

49. Cf. Ursula Bernard, *Regards sur le IIIème Reich, le point de vue des écrivains allemands émigrés en France. 1933-1939*, Université des Langues et Lettres de Grenoble, 1983, pp. 54 et 133. *Im Wartesaal* est le titre-chapeau des 3 romans de Feuchtwanger sur la période du national-socialisme.

50. Ludwig Marcuse, « Der Fall Humanismus », *Neue Tagebuch*, 1935, n° 29, p. 692, cité par Ursula Bernard, *op. cit.* p. 38. Ludwig Marcuse (1884-1971), essayiste critique et publiciste, vivait depuis 1933 en exil en France.

51. Manès Sperber, *Au delà de l'oubli*, Paris, Calmann-Lévy, 1979, p. 75.

52. « Wohin ? » (Où ?) *N.W.B.* 27, 6.7. 1933, p. 821.

53. « Wo ist unser Einsatz ? » (Où en est notre action ?), *ibid.*, 47, 23.11.1933, p. 1457

54. « An den Gräben » (sur les tombes), *ibid*, 29, 20.07.1933, p. 881.

55. « Das Büro bleibt intakt » (le bureau est resté intact), *ibid*, 35, 31.08.1933, p. 1073.

56. « Blick in der Nebel » (coup d'oeil dans le brouillard), *N.W.B.* 52, 28.12.1933 p. 1617.

57. « So wollen wir Deutschland » (l'Allemagne que nous voulons), *N.W.B.* 50, 14.12.1933, p. 155.

58. « Deutsche in Paris » (Les allemands à Paris), *N.W.B.* 22, p. 669.

59. « Neudeutscher Theaterspielplan » (le nouveau répertoire du théâtre allemand), *ibid.* 20, 18. 05.1933, p. 597.

60. « Letzter Tag in Deutschland » (Dernier jour en Allemagne), *ibid.* 13, 30.03.1933, p. 381.

61. « Rede auf dem Penklub-kongress » (Discours au congrès du Pen-club), *ibid.* 24, 15. 06.1933, p. 741.

62. « Fontamara », *N.W.B.* 19, 11.05.1933. Ignazio Silone (1900-1978), ancien du P.C italien, vivait en exil à Zurich, ou venait de paraître son roman *Fontamara*. La *N.W.B.* publie aussi deux textes politiques de Silone, « Die italienische Universität », (l'université italienne), *N.W.B.* 37, 14.09.1933 et « Die Eroberer » (Les conquérants), *ibidem*, 49, 07.12.1933.

63. Heinrich Mann (1871-1950), romancier comme son frère Thomas, se rapproche en exil des positions du KPD La *N.W.B.* publie en particulier « Aufgebender Emigration » (tâches de l'émigration), 50, 14.12.1933, un texte assez proche des positions de Schlamm. Mann écrit : « Seule l'émigration peut exprimer les faits et leurs connexions. Elle est la voix de son peuple devenu muet, elle devrait l'être devant le monde entier. Des fugitifs qui ne seraient que de simples personnes privées et ne chercheraient qu'à se sauver eux-mêmes, ne rencontreront à la longue aucune sympathie. C'est avec l'émigration que les plus grands allemands étaient et demeurent, c'est-à-dire en même temps, la meilleure Allemagne. Elle doit, de sa précieuse place, révéler et avertir. Avant tout cependant, elle doit apprendre ».

64. « André Gide und Russland » (André Gide et la Russie), *N.W.B.*, 13, 30.03.1933. Klaus Mann (1906-1949), fils aîné de Thomas Mann et écrivain lui aussi, animait en exil la revue *Die Sammlung* (1933-1935); participant au « Congrès des écrivains » à Moscou en 1934, puis en 1935 au « Congrès international des écrivains en défense de la culture » à Paris, il sera une des principales figures de l'antifascisme dans la mouvance de l'IC

65. « Zwang zur Politik », *Neue Tagebuch*, n° 30, 1939, reproduit in Ernst Löewy, *op. cit.*, pp. 710-712. Dans cet article, Thomas Mann (1875-1955), méfiant jusque là vis à vis de la démocratie, estime qu'il faut la défendre car elle n'est « rien d'autre que la moralité de l'esprit, sans laquelle il meurt ».

66. Klaus Mann invoque « la brutalité des autres » qui contraint à abandonner « les nuances ».

67. « Moskaus neue Aussenpolitik » (la nouvelle politique étrangère de Moscou), *N.W.B.*, 33, 17.08.1933. Louis Fischer (1896-1970) était de fait un « compagnon de route » de Moscou. Il fournira, plus tard, une caution « démocratique » aux procès de Moscou.

68. « Eine Aufgabe der Internationale » (une tâche de l'Internationale); *ibid.* 25, 22. 06.1933. Max Adler (1873-1937) était un peu la « conscience de gauche » de l'austro-marxisme.

69. « Antworten » (réponses), *ibid.* 26, 29.06.1933, p. 819.

70. « Und die Sowjetunion ? » (et l'Union Soviétique ?), *ibid.* 22, 01.06.1933, p. 673.

71. « Philosophie der Niederlage » (Philosophie de la défaite) *ibid.* 36, 07. 09.1933, p. 1119. Gregor Blenstock (1887-1954) né à Saint-Petersbourg, avait émigré en Allemagne après la révolution. Membre du groupe menchevik en émigration, il se

classait à sa gauche et avait pris position pour l'unité KPD-SPD. Il anima en janvier 1933 à Berlin un « hebdomadaire socialiste », *Die Zukunft*. Il était en contact avec Leon Sedov.

72. Lettre de Sedov à Trotsky, 19. 02.1934, Hoover.

73. « Französischer Neosozialismus », *ibid.* 39, 21.09.1933, p. 1218.

74. Bienstock conclut son article en affirmant que « c'est en France que se décide aujourd'hui les destinées européennes. La France d'aujourd'hui n'est plus la France conservatrice et rassasiée. Là aussi il existe une dynamique de rupture [...] Le pays le plus stable d'Europe commence à osciller dangereusement. La scission dans le socialisme français peut donner l'impulsion au bouleversement de toute la vie politique ».

75. « Warum versagten die Marxisten ? », Paris, Mercure européen, 1934. Rudolf Olden (1885-1940), avait collaboré à la *Weltbühne* et au *Tagebuch* avant 1933. Exilé d'abord à Prague, on ne trouve cependant aucun texte de lui dans la *N.W.B.* en 1933.

76. Lettre à Otto Schussler, 11. 05.1933, A. H. 10062

77. Dès le 5 mai, Otto Schussler écrit : « Nous sommes en liens étroits avec la *W.B.* qui a établi son centre ici. Ces gens veulent donner une ligne politique plus claire à leur journal et aimeraient un article de vous, sur le thème : que doivent faire aujourd'hui les intellectuels qui se tournent vers le mouvement ouvrier à cause des derniers événements, mais ne sont pas enclins à se tourner vers les appareils stalinien ou social-démocrate ». Il suggère qu'il serait peut-être possible d'influencer la *W.B.* « qui a toujours une certaine influence », dans un sens « trotskiste ». (A.H. 4720). Le 14 mai, il revient sur la question et rend compte d'une entrevue avec Schlamm qui s'efforce de « recruter de nouveaux collaborateurs et nous a aussi invité à collaborer ». Il mentionne aussi les divergences de Schlamm avec Trotsky et l'opposition : croyant « la Révolution » vouée à l'échec dans les conditions du moment, il se prononce, en Autriche par exemple, pour la « défense armée des libertés démocratiques ». (A.H. 4722). Nous n'avons pu trouver trace d'une correspondance Schlamm-Trotsky; il est possible que toutes les démarches ont été faites par l'intermédiaire de Schussler.

78. Les articles de Trotsky sont :

— « Die deutsche Katastrophe », *N.W.B.* 23, 08.06.1933, p. 699. traduction française : « La tragédie du prolétariat allemand », *Ecrits*, tome 3, p. 375

— « Hitler und die Abrüstung » (« Hitler et le désarmement »), *ibid.* 25, 22.06.1933, p. 760.

— « Hitlers pazifismus » (le pacifisme d'Hitler), *ibid.* 26, 29.06.1933 p. 796. La traduction française regroupe cet article avec le précédent sous le titre d'ensemble, « Hitler et le désarmement » paru dans *Europe* en 1933.

— « Porträt des Nationalsozialismus », *ibid.*, 28, 13. 07.1933, p.856. Trad. fçse « qu'est-ce que le national-socialisme ? », *Ecrits* p. 389.

- « Deutsche Perspektiven » (« Perspectives allemandes »), I, *ibid.* 30, 27.07.1933, p. 920 et II, 31, 03.08.1933, p. 954.

— « Pazifist Hitler » (« Hitler le pacifiste »), *ibid.* 48, 30.11.1933, p. 1491. Trad. fçse, *OEuvres*, III, p. 87.

— « Zwei Perspektiven für die Sowjet-Union » (« Deux perspectives pour l'Union Soviétique »), *ibid.* 49, 07.12.1933, p. 1524. trad. fçse « l'U.R.S.S et l'Internationale Communiste », *OEuvres*, II, p. 222.

— « Lektion für einen Staatsanwalt » (« leçon pour un procureur ») *ibid.* 59, 14.12. 1933, p. 1563. Trad. fçse « Un procès politique sans axe politique », *OEuvres*, III, p. 92.

— « Nation und Weltwirtschaft », *ibid.* 52, 21.12.1933, p. 1630. trad. fçse, « Nationalisme et vie économique », *OEuvres*, III, p. 101.

79. *N.W.B.*, 27, 06.07.1933, p. 847.

80. Lettre à Walter Hasenclever, 25.07.1933, in Kurt Tucholsky, *Ausgewählte Briefe. 1913-1935*, Hambourg, Rohwolt, 1962, p. 266.

Thomas Mann fait lui aussi allusion aux contributions de Trotsky. Il note le 07.08.1933 dans son journal : « Lecture de la *N.W.B.* avec une importante étude de Trotsky sur les perspectives en Allemagne » (sans doute s'agit-il de *Deutsche Perspektiven*), *Tagebuch 1933-1934*, Francfort, S.Fischer, 1977.

81. Lettre à Fritz Tucholsky, 05.08.1933, *Ausgewählte Briefe*, *op. cit.* p. 314.

82. Lettre à Heinz Pol, 20.04.1933, *ibid.* p. 227. Tucholsky regrette que Schlamm n'a pas accepté la fusion de la *N.W.B.* avec *Aufruf*, la revue de Friedrich Bill (1894-1940), responsable de la Ligue des Droits de l'Homme de Prague. *Aufruf*, initialement organe de la Ligue des Droits de l'Homme, était devenue au début de 1933 un « journal polémique pour les Droits de l'Homme ». Elle publia des articles de Trotsky, Willy Schlamm, Gregor Bienstock mais aussi des témoignages sur l'Allemagne nazie et, en décembre 1933, un article de Max Seydewitz, l'ancien dirigeant du SAP « Quatrième Internationale ou front unique ? ». Son contenu en faisait une véritable doublure de la *N.W.B.*

83. Hans-Albert Walter, *op. cit.* pp. 35-37. Signalons tout de même que Schlamm a essayé sans succès de nouer des contacts avec plusieurs auteurs, en vue d'une collaboration régulière, en particulier Thomas Mann auquel il rend visite à Zurich le 19 décembre 1933

84. Manès Sperber, *op. cit.*, p. 75.

85. Hans-Albert Walter, *op. cit.*, p. 37.

86. Kurt Hiller, « Aufstieg, Glanz und Verfall der Weltbühne », *Konkret*, mai 1962, p. 21. Cet article est le 3ème d'une série de 5 articles sur l'histoire de la *W.B.*, parus dans *Konkret* en mars, avril, mai, juin et juillet 1962.

87. Ilya Ehrenburg écrit un article sur « le chemin d'André Gide » (« Der Weg André Gides », *N.W.B.* 3, 18.01.1934, p. 69), Louis Fischer sur le deuxième plan quinquennal soviétique (« Der zweite Fünfjahrplan », *ibid.*, 4, 24.01.1934, p. 118) et Gregor Bienstock sur la « tragédie française » (« Französische Tragedie », *ibid.*, 7, 15.02.1934, p. 193), c'est-à-dire les événements de février.

Les deux textes de Trotsky sont : « Anatol. W. Lunatcharsky », *ibid.* 2, 11.01.1934 (trad. fçse in *Littérature et Révolution*, Paris, U.G.E, 1974, p. 304) et « Die Quellen des Bürokratismus », *ibid.* 7, 15.02.1934 (« Les racines du bureaucratisme », extrait de « Les congrès bolcheviques, hier et aujourd'hui », *OEuvres*, 3, p. 201).

88. En particulier, « So helft ihnen doch ! » (« Aidez-les, pourtant ! », *ibid.* 7, 15. 02.1934) qui exalte le courage des *Schutzbündler* autrichiens, résistant par les armes au coup de force du chancelier Dollfuss.

89. « Ein Jahr Emigration » (« Un an d'émigration ») *ibid.* 11, 15.03.1934.

90. Hans-Albert Walter, *op. cit.* p. 37.

91. Jean-Michel Palmier, note curieusement qu'avec le départ de Schlamm, « le ton critique fera place à une volonté plus constructive, et optimiste », pour ajouter quelques lignes plus loin que « la plupart des analyses de Budzislawski s'avèreront erronées ». (*op. cit.* II, pp 10-11).

92. Avec Schlamm, ce sont Gregor Bienstock, Max Bergner, Erich Heller, Peter Kroner, Stefan Pollatschek (14 articles ou textes dans la *N.W.B.* en 1933, 2 en 1934...), Max Rudert (8 articles en 1933, 2 en 1934) qui quittent la revue. Hans-Albert Waler signale que même Heinrich Mann interrompt quelques mois sa collaboration (*op. cit.* p. 38).

93. *N.W.B.* 12, 22.03.1934, p. 380

94. *Ibid.*, 15, 12.04.1934, p. 476.

95. Schlamm a donné sa version des événements dans une lettre du 01.09.1966 à l'éditeur et chercheur allemand Georg Heintz. H.A. Walter résume longuement cette lettre dans son ouvrage, *op. cit.* p. 25 sq.

96. *Ibid.*, p. 26. Hans Nathan (1900-1971), dit Nathan Ludwig, avocat et journaliste allemand, avait émigré en Tchécoslovaquie en octobre 1933. Il finançait l'hebdomadaire satirique *Der Simplicus* qui se présentait comme le continuateur du célèbre *Simplicissimus*.

97. L'imprimeur change également à partir du n° 29, la *N.W.B.* est imprimée sur les presses de Neumann & co, l'imprimeur du *Simplicus* [...] et de *Die Internationale*, organe du CC du KPD.

98. Kurt Hiller, « Aufstieg... », *Konkret*, juin 1962, p. 17.

99. Hermann Budzislawski (1901-1978) avait fait des études d'économie avant de se lancer dans le journalisme. Signalons tout de même que la *Neue Presse Korrespondenz* ne figure pas dans le grand répertoire de la presse allemande en exil de Liselotte Maas (*Handbuch der deutschen Exilpresse 1933-1945*, Munich, Carl Hansen, 1976, 3 volumes).

100. Hans-Albert Walter, *op. cit.* p. 26.

101. Kurt Hiller mentionne le débat de 1934-1935 sur « l'unité » ou Budzislawski favorise l'expression des dirigeants du KPD « Franz » (Franz Dahlem) et « Walter » (Walter Ulbricht) et du socialiste Siegfried Aufhäuser, alors favorable à leur point de vue et refuse de donner la parole à Eugen Brehm du SAP et à Kurt Hiller lui-même (*Konkret*, juin 1962). Autre témoignage, celui d'Henry Jacoby, ex-militant du groupe de Kurt Landau, réfugié en France et interné dans un camp de regroupement par les autorités françaises en 1939, comme la quasi-totalité des exilés allemands. Jacoby, qui a Budzislawski comme compagnon de détention rapporte : « Budzislawski annonça un jour que Munzenberg l'avait dénoncé aux autorités du camp comme agent communiste et que le commandant du camp avait interdit ses commentaires vespéraux, (Budzislawski animait chaque soir « un forum politique » informel sur les événements). Qu'il fut agent de Moscou, point de doute; quant à savoir si Munzenberg en avait informé les autorités, il importait bien sûr de le vérifier », (« Du bagne de Hitler aux Nations-Unies », *Exilés en France*, François Maspero, 1982, p. 151).

102. Hans-Albert Walter, *op. cit.* p. 37. Selon le rapport de l'ambassade allemande à l'aris, la *N.W.B.* (baptisée journal « socialiste indépendant et trotskyste ») tire à 8 000 exemplaires, chiffre plus qu'honorable si on le compare aux autres grandes revues de l'émigration, *Das neue Tagebuch* (6000) et les *Neue deutsche Blätter* (4000).

Documents

Wilhelm Reich et Léon Trotsky

Lettres inédites (1933-1936)

Introduction ¹

On savait que, lors de son passage à Paris, à l'automne de 1933, Wilhelm Reich avait assisté à diverses réunions de militants de la gauche socialiste allemande et avait, à cette occasion, rencontré des militants communistes de l'Opposition de Gauche allemande ². Mais on ignorait qu'il s'était, à la même époque, adressé à Léon Trotsky lui-même : il lui avait fait parvenir deux de ses récentes publications ³, lui annonçait le prochain envoi de son livre sur *La Psychologie de Masse du fascisme* ⁴ qui allait paraître à Copenhague et lui déclarait

1. Ce texte a été initialement publié en 1981 dans les *Cahiers d'Etudes Germaniques*, édités par l'UER d'études germaniques de l'université d'Aix-Marseille. Nous remercions Alain Calvié de nous avoir autorisé à le reproduire. Les lettres ont été traduites de l'allemand par Maurice Stobnicer.

2. C'est Wilhelm Reich lui-même qui parle de ces rencontres : dans son autobiographie, *Menschen im Staat*, rédigée en 1936-1938, puis publiée, avec de très importants remaniements, aux Etats-Unis en 1952 sous le titre *People in Trouble*, il affirme : « J'allai à Paris. Plusieurs dirigeants du parti trotskyste, qui à l'époque appartenaient encore au parti socialiste allemand, vinrent me voir à mon hôtel ». Un peu plus loin, il déclare encore : « Je participai à plusieurs réunions d'émigrés allemands. Rien ne semblait avoir changé. Les discussions sur les catégories de la conscience de classe et le rôle de l'avant-garde allaient bon train » (*Les Hommes et l'Etat*, éd. C. Sinelnikoff, Nice, 1972, p. 163). C'est au cours d'une de ces réunions, qui regroupaient des militants socialistes de gauche, membres du parti socialiste ouvrier (SAP), aussi bien que des bolcheviks-léninistes, que Wilhelm Reich eut l'idée d'écrire sa brochure *Was ist Klassenbewusstsein ?*, publiée en 1934 sous le pseudonyme d'Ernst Parell : il parle, d'ailleurs, de cette réunion dans le premier chapitre de cet écrit (*Was ist Klassenbewusstsein ?*, Verlag für Sexualpolitik, Kopenhagen, 1934, p. 11).

3. Il s'agit de *Der sexuelle Kampf der Jugend*, Verlag für Sexualpolitik, Berlin, 1932, et de *Der Einbruch der Sexualmoral, Zur Geschichte der sexuellen Oekonomie*, Berlin, 1932. Dans sa réponse du 7 novembre 1933, Léon Trotsky affirme n'avoir pas reçu ces deux livres que lui avait destinés Wilhelm Reich.

4. *Massenpsychologie des Faschismus, Zur Sexualökonomie der politischen Reaktion und zur proletarischen Sexualpolitik*, Verlag für Sexualpolitik, Kopenhagen, 1933. Selon Jean Van Heijenoort, secrétaire de Léon Trotsky de 1932 à 1939, que nous avons consulté sur ce point, cet exemplaire du

que, s'étant « convaincu de la justesse fondamentale de ses conceptions », il « suivait avec attention le travail de l'Opposition de Gauche », c'est-à-dire les activités des partisans de Léon Trotsky. Enfin, la lettre proposait une discussion dans le but d'organiser une collaboration de longue durée entre les deux hommes qui représentaient, dans l'esprit de Wilhelm Reich tout au moins, les deux grandes formes complémentaires de la lutte révolutionnaire, l'émancipation politique du prolétariat et la libération sexuelle de l'humanité. On ignorait également que Wilhelm Reich, soucieux de dresser un bilan de la révolution russe dans le domaine qui l'intéressait et ne désespérant pas de parvenir à des rapports suivis avec Léon Trotsky, s'était adressé une nouvelle fois à lui en 1935 pour lui proposer une discussion commune sur l'évolution de la vie culturelle en Union Soviétique, discussion que Léon Trotsky accepta et qui eut finalement lieu au début de l'année 1936. Depuis l'ouverture de la partie fermée des archives de Léon Trotsky ⁵, ces quelques faits ne peuvent désormais plus rester inconnus. Afin que ceux qu'intéressent la vie et les écrits de Wilhelm Reich puissent juger sur pièces, nous publions ici, en allemand, la langue où ils ont été rédigés, les documents qui s'y rapportent.

Il n'est pas étonnant qu'après la victoire du national-socialisme en Allemagne, Wilhelm Reich se soit tourné vers Léon Trotsky : la longue lettre qu'il lui adresse au tout début du mois d'octobre 1933 ⁶ de Copenhague, où il s'est réfugié depuis cinq mois, en donne les raisons. La première est à chercher dans l'atmosphère de démoralisation, de désorientation et de désorganisation où baignaient les militants communistes allemands après le naufrage du communisme officiel en Allemagne. « Tous les gens que je rencontrais, écrit Wilhelm Reich dans son autobiographie, avaient cet état d'esprit qui ne se généralisa qu'en 1938, après le traité de paix de Munich : impuissance devant les événements, accompagnée de la conscience de la vilenie et de l'injustice, du fiasco politique et de la folie humaine. Une passivité paralysante étreignait tout le monde.

livre de Wilhelm Reich se trouvait bien, même plus tard à Mexico, sur les quelques rayons où Léon Trotsky rangeait ses livres. Mais il est peu probable, selon Van Heijenoort, qu'il l'ait jamais lu : Léon Trotsky ne lisait pratiquement jamais de livres, sauf pour la rédaction des siens propres, auquel cas il se faisait envoyer pour un temps déterminé les ouvrages indispensables; dans les autres cas, s'il jugeait la lecture nécessaire, il demandait à l'un de ses secrétaires d'accomplir le travail à sa place et de lui faire un compte rendu.

5. Les archives de Léon Trotsky, déposées à la Bibliothèque Houghton de l'Université de Harvard (Cambridge, Massachusetts), aux États-Unis, n'ont été ouvertes qu'en janvier 1980. C'est comme membre de la délégation de l'Institut Léon Trotsky de Paris, subventionné par le C.N.R.S., que nous avons pu, au cours de l'hiver 1980, consulter ces archives et y trouver les quatre lettres que nous publions ici (Harvard b MS Russ 13-1, 4234, 9779, 4235 et 9780). Nous remercions le Curateur de la Bibliothèque Houghton pour l'aimable autorisation qu'il nous a donnée de publier ces documents.

6. La première lettre de Wilhelm Reich à Léon Trotsky (Harvard b MS Russ 13-1, 4234) est simplement datée d'octobre 1933 : toutefois, comme Erwin Ackerknecht en mentionne l'existence dans une lettre à Léon Trotsky du 4 octobre 1933 (Harvard b MS Russ 13-1, 265), nous pouvons la dater du tout début du mois d'octobre. De toute manière, Léon Trotsky n'en a eu connaissance qu'au début du mois de novembre 1933.

C'était aussi vrai des quelques jeunes communistes allemands qui avaient émigré. Il ne restait rien des grands gestes et des grands discours; on ne comprenait rien à ce qui était arrivé ⁷. Assurément, tel n'était pas tout à fait le cas de Wilhelm Reich : des doutes l'avaient assailli déjà auparavant, ne serait-ce que parce qu'il avait été persécuté par les stalinien tout au long de l'année 1932, pas au point cependant que ses yeux en fussent entièrement dessillés. C'est la catastrophe de 1933 qui joua ce rôle : l'énormité même de la débâcle balaya dans son esprit tout ce qui pouvait encore y demeurer des syllogismes dans lesquels la politique stalinienne avait enveloppé son soutien à l'hitlérisme. Au milieu du désastre, il n'y eut plus d'assuré pour Wilhelm Reich que les idées défendues par Léon Trotsky dans la série de ses brillants articles sur la situation politique allemande dans les mois précédant la catastrophe ⁸, ces idées dont Wilhelm Reich déclare précisément dans sa lettre qu'il s'était désormais convaincu de leur « justesse fondamentale ».

La seconde raison, c'est que, comme l'affirme lui-même Wilhelm Reich, Léon Trotsky ne s'était pas contenté d'avoir vu juste dans la question allemande, lorsqu'il avait dénoncé, derrière les aberrations apparentes du communisme allemand, le soutien de Staline à Hitler : il était en outre l'un des rares dirigeants du mouvement communiste international, sinon le seul, qui ne se soit pas détourné des questions de la vie courante des travailleurs et qui se soit intéressé aussi bien aux aspects psychologiques des problèmes politiques qu'à l'évolution des sciences du psychisme. Bien entendu, Wilhelm Reich pouvait parfaitement ignorer que Léon Trotsky avait, en 1923, plaidé la cause du freudisme auprès d'Ivan Pavlov, exposant à l'académicien comment « durant les quelques années de son séjour à Vienne, il avait coudoyé d'assez près les freudiens » et comment la théorie de Sigmund Freud, bien qu'il fût un idéaliste dans ses conceptions philosophiques, était par elle-même entièrement matérialiste et pouvait donc s'intégrer complètement dans les conceptions pavloviennes ⁹. Il devait aussi nécessairement ignorer l'intérêt que Léon Trotsky avait manifesté en 1931 pour la question spéciale de ce qu'il appelait le développement inégal et combiné de la psychologie de l'individu dans son contexte

7. Nous citons ici d'après la traduction française de Monique Attal et Constantin Sinelnikoff, *Les Hommes et l'Etat*, op. cit., p. 163.

8. Parmi les nombreux écrits de Léon Trotsky sur la situation politique en Allemagne à la fin de la République de Weimar, les plus importants sont *Soll der Faschismus wirklich siegen ?* (26 novembre 1931), *Was nun ? Schicksalsfragen des deutschen Proletariats* (27 janvier 1932) et *Der einzige Weg* (14 septembre 1932). Ces articles avaient été publiés dans les périodiques de l'Opposition de Gauche allemande, *Unser Wort* et *Permanente Revolution*, ou sous forme de brochures indépendantes. En outre, la revue *Die Weltbühne* avait publié l'article « Das deutsche Rätsel » dès sa rédaction (*Die Weltbühne*, 28. Jahrgang, 8. November 1932, pp. 673-678). Comme tant d'autres, Wilhelm Reich avait donc pu sans difficulté prendre connaissance, à l'époque, des conceptions de Léon Trotsky.

9. Cette lettre de Léon Trotsky à Ivan Petrovitch Pavlov n'a été publiée en langue française, à notre connaissance, que dans la revue *Quatrième Internationale*, volume XIV, n° 10-12, décembre 1956, p. 52.

social¹⁰. Il donne cependant dans sa lettre deux exemples de la curiosité de Léon Trotsky pour les questions de psychologie : la publication, en 1923, à propos d'une enquête sur le mode de vie ouvrier, des fameux *Problèmes de la Vie Quotidienne*, dont le premier chapitre affirmait de manière provocatrice que « l'homme ne vit pas que de politique » et la conclusion de son discours prononcé l'année précédente, le 25 novembre 1932, à Copenhague, à l'occasion du quinzième anniversaire de la Révolution d'Octobre, dans laquelle Léon Trotsky déclarait que, « par la main géniale de Sigmund Freud, la psychanalyse avait soulevé le couvercle du puits poétiquement nommé l'âme de l'homme »¹¹.

Léon Trotsky, de son côté, devait très probablement ignorer jusqu'à l'existence même de Wilhelm Reich. L'un des secrétaires de l'Opposition de Gauche Internationale, qui s'était alors réfugié de Berlin à Paris, Erwin Ackerknecht¹², jugea bon, en tout cas, de lui envoyer une lettre d'accompagnement où il écrivait : « Je vois dans la lettre qui vous est expédiée de Copenhague qu'un certain Docteur Reich s'est adressé à vous. Reich a été membre du parti socialiste autrichien, il a adhéré au parti communiste en 1929, puis il est venu en Allemagne. En 1929, il a publié dans *Sous la Bannière du Marxisme* un article sur Psychanalyse et Marxisme¹³ qui, malgré quelques erreurs, est ce qu'on a écrit de meilleur sur la question jusqu'à présent. Reich est un homme très intelligent, bien qu'il n'ait qu'une vue unilatérale des choses. Malheureusement, il a connu en Allemagne, dans l'atmosphère viciée du parti (communiste), où on l'a outrageusement flagorné, une régression de la théorie du matérialisme dialectique vers le matérialisme primaire des sciences de la nature. Il a produit depuis lors de bonnes brochures de vulgarisation, mais aussi quelques écrits théoriques alambiqués et totalement erronés. Je me permets

10. Nous nous référons ici à la lettre inédite sur la psychologie individuelle d'Alfred Adler comparée à la psychanalyse de Sigmund Freud qu'Erwin Ackerknecht adressa, à sa demande, à Léon Trotsky, de Leipzig, le 11 septembre 1931 (Harvard b MS Russ 13-1, 225).

11. Ce discours a été prononcé en langue allemande. Léon Trotsky avait déclaré d'emblée à son public danois : « La langue allemande à laquelle je suis contraint de recourir ici est puissante et riche. Mais ma langue allemande à moi est assez limitée ». La seule version de ce discours en langue française que nous connaissions a été publiée par la revue *Quatrième Internationale*, volume XV, n° 7-10, octobre-novembre 1957, pp. 55-70.

12. Erwin Ackerknecht, dit Eugen Bauer dans l'Opposition de Gauche, né en 1906, avait milité à partir de 1924 dans un groupe d'étudiants révolutionnaires de Fribourg fortement influencé par Franz Pfemfert, le directeur de la revue d'avant-garde *Die Aktion*. En 1926, alors qu'il sympathisait déjà avec l'Opposition russe, il avait adhéré aux Jeunesses Communistes et c'est comme partisan convaincu de l'Opposition de Gauche qu'il entra en 1928 au parti communiste allemand. Après avoir dirigé l'Opposition de Gauche en Saxe, il était devenu en 1932 le principal représentant des conceptions de Léon Trotsky à Berlin, avant d'émigrer à Paris en 1933, où avait été transféré le Secrétariat International de l'Opposition de Gauche dont il faisait partie. Erwin Ackerknecht avait reçu une formation de médecin et travaillait à l'époque à une thèse d'histoire de la médecine en Allemagne lors de la Révolution de 1848.

13. Le titre exact de cet article est *Dialektischer Materialismus und Psychoanalyse*; il a effectivement paru en 1929 dans la revue théorique du parti communiste allemand *Unter dem Banner des Marxismus* (III, 5, pp. 736-771).

toutefois de contredire l'impitoyable jugement de J[an Frankel]¹⁴ et de plaider en sa faveur les circonstances atténuantes, ainsi que ses capacités à évoluer dans le bon sens. En tant que personne, il a un caractère quelque peu autrichien. Je le connais du temps où je me trouvais à Berlin. »¹⁵. Wilhelm Reich n'avait nullement besoin de cette lettre de recommandation pour que Léon Trotsky lui fit la réponse courtoise qu'il adressait toujours à ses correspondants occasionnels; néanmoins, la recommandation venant d'un militant aussi sûr qu'Erwin Ackerknecht, la réponse, quoique tardive¹⁶, ne pouvait être que particulièrement cordiale.

Du contenu de la première lettre de Wilhelm Reich, nous ne retiendrons ici qu'une chose : les déclarations proprement politiques qu'elle comporte. Ainsi, on notera que Wilhelm Reich affirme être toujours membre du parti communiste allemand et qu'il n'envisage son exclusion que comme une éventualité pour l'avenir¹⁷. Néanmoins, il affirme en même temps son entière hostilité à la politique du parti communiste allemand, ainsi que son désaccord avec la politique internationale du stalinisme et la diplomatie de l'Union Soviétique.

14. Jan Frankel, né en 1906, originaire d'une grande famille israélite, était citoyen tchécoslovaque de langue allemande. Gagné au communisme dès 1923, il avait été l'un des fondateurs de l'Opposition de Gauche en Tchécoslovaquie en 1927. En 1930, il avait rejoint Léon Trotsky en Turquie pour lui servir de secrétaire, fonction qu'il avait occupée jusqu'en janvier 1933. En octobre 1933, après un voyage clandestin en Allemagne, il se trouva à Paris, où, tout comme Erwin Ackerknecht, il assure son travail de membre du Secrétariat International de l'Opposition de Gauche. Nous n'avons pas retrouvé, dans sa correspondance avec Léon Trotsky, la lettre où il aurait exprimé son impitoyable jugement sur Wilhelm Reich.

15. Nous avons nous-même traduit ici le passage concernant Wilhelm Reich dans la lettre inédite qu'Erwin Ackerknecht avait adressée à Léon Trotsky, de Paris, le 4 octobre 1933 (Harvard, b MS Russ 13-1, 265).

16. La raison en est que Léon Trotsky s'était accordé un mois de vacances : parti de Saint-Palais le 9 octobre 1933, il avait parcouru les Landes et les Pyrénées et avait séjourné à Bagnères-de-Bigorre jusqu'au 30 octobre. Après quoi, il avait rejoint, au début du mois de novembre, sa nouvelle résidence à Barbizon, à l'orée de la forêt de Fontainebleau, d'où il répondit donc enfin à Wilhelm Reich le 7 novembre 1933.

17. Dans la littérature consacrée à Wilhelm Reich, c'est une erreur assez répandue, mais entièrement injustifiable, que l'affirmation de son exclusion du parti communiste allemand (K.P.D.) en 1932. Il est bien vrai que Wilhelm Reich fut, au cours de l'année 1932, l'objet de nombreuses persécutions de la part de l'appareil du parti communiste, mais il ne fut nullement exclu. On trouve cette erreur, par exemple, dans l'Introduction que Jean Marie Brohm rédigea en 1966 pour l'édition française de *La Lutte Sexuelle des Jeunes* : « En 1932, écrit-il, deux journaux du parti (communiste allemand) attaquaient Reich et interdisaient la diffusion de ses livres dans les cellules. Quelque temps après, Reich était exclu du parti (*La Lutte Sexuelle des Jeunes*, éd. François Maspero, Paris, 1972, p. 25). De même Jean Michel Palmier, qui écrivait dans *Le Monde*, il y a quelques années : « A partir de 1932, les communistes interdisent la diffusion des livres de Reich parmi les mouvements de jeunes. Renié par l'Association Psychanalytique, Reich est exclu aussi du parti communiste, qui craint l'influence de ses théories sur la jeunesse ouvrière » (J.M. PALMIER, « L'étrange Wilhelm Reich », *Le Monde* du 22 septembre 1972, p. 18). La seule exclusion qu'ait connue Wilhelm Reich lui fut notifiée par voie de presse : il apprit ainsi dans le *Arbeiderbladet* du 21 juillet 1933 qu'il venait d'être exclu du parti communiste danois, dont il n'avait jamais fait partie (*Les Hommes et l'Etat*, op. cit., p. 156).

Mais, comme beaucoup de militants oppositionnels allemands, y compris dans les rangs de la section allemande de l'Opposition de Gauche, il avoue ne pas être convaincu de la nécessité immédiate, à la suite de la faillite du communisme officiel, de reconstruire un parti ouvrier révolutionnaire, un « second parti » en Allemagne¹⁸. A plus forte raison, il ne fait aucune allusion à la construction d'une nouvelle, c'est-à-dire, selon la formule de l'époque, d'une quatrième Internationale ouvrière¹⁹. Aussi bien, tout en affirmant son accord avec les idées du courant bolchevik-léniniste d'alors, déclare-t-il vouloir continuer son travail de manière indépendante, en attendant qu'il puisse trouver sa juste place dans l'activité d'un nouveau parti révolutionnaire. Wilhelm Reich a, du reste, parfaitement su caractériser sa propre situation à cette époque : « Ma position, écrit-il dans son autobiographie, était celle d'un opposant incompris et brimé. Je n'avais pas encore tiré toutes les conséquences de la critique du parti et de la politigue. J'étais à la recherche d'une nouvelle organisation révolutionnaire qui accepterait de tirer les leçons de la catastrophe ». ²⁰ Au fond, il s'agissait là d'une simple position d'attente, toute naturelle, si on veut bien y réfléchir, après la colossale faillite du communisme allemand : en aucune façon, elle n'impliquait la régression que connut par la suite la pensée politique de Wilhelm Reich.

Si nous insistons sur ce point, c'est que la conception est assez répandue d'un Wilhelm Reich qui, déçu par son expérience de militant communiste et renonçant d'emblée à l'idée même de la nécessité d'une organisation révolutionnaire de la classe ouvrière, aurait directement sombré dans le spontanéisme et l'apolitisme dès son départ d'Allemagne en 1933. Dans son autobiographie pourtant, Wilhelm Reich range lui-même la période dont nous parlons parmi les années où il restait encore sous la coupe des idées du communisme. « Il fallut de nouvelles expériences, écrit-il, pour me libérer de ces illusions, pour que je comprenne que c'était le problème de l'organisation humaine en général,

18. C'est là une chose que Léon Trotsky pouvait parfaitement comprendre : « L'ouvrier moyen, écrivait-il le 9 avril 1933, ainsi que le communiste moyen, se sent comme un voyageur qui a fait naufrage. Ses organisations, sa presse, ses espoirs en un avenir meilleur, tout est noyé dans les vagues du fascisme. Toutes les pensées du naufragé tourment, non pas autour de la construction d'un nouveau bateau, mais autour de la façon de trouver un abri et un morceau de pain. La dépression et l'indifférence politiques sont les inévitables conséquences de catastrophes aussi gigantesques » (« Le Naufrage du Parti Communiste Allemand et les Tâches de l'Opposition », *La Vérité*, n° 151, 21 avril 1933).

19. C'est seulement au cours de l'année 1936, sinon plus tard encore, que Wilhelm Reich rejeta explicitement toute idée d'organisation internationale du prolétariat, comme en témoigne ce passage de son autobiographie : « Quelle est la nature des organisations humaines ? Jusqu'ici, aucune n'avait tenu ses promesses. Ni la grande communauté chrétienne, ni la Première, ni la Deuxième, ni non plus maintenant la Troisième Internationale Socialiste. Elles avaient toutes trahi leurs tâches. Elles étaient toutes l'instrument de la répression. Il était clair qu'il était absurde de construire une nouvelle organisation pour remédier à la misère de l'ancienne. La Quatrième Internationale de Trotsky me parut morte-née et vide de sens » (*Les Hommes et l'Etat*, op. cit., p. 159).

20. *Les Hommes et l'Etat*, op. cit., p. 164.

et non celui de tel ou tel de ses anciens modèles, qui était posé²¹. Plus même : une lecture attentive des écrits de Wilhelm Reich dans la période de ses deux lettres à Léon Trotsky (1933-1935) montrerait à quel point sa pensée résulte, pour l'essentiel, d'une confrontation avec les conceptions générales de Léon Trotsky. Toutefois, ce n'est pas ici le lieu de l'indiquer en détail : contentons-nous donc de suggérer à quel point la réfutation de l'économisme et du mécanisme stalinien que contient la postface de mars 1934 à la deuxième édition de *La Psychologie de Masse du Fascisme* reprend, dans les grandes lignes, la critique qu'en avait déjà faite Léon Trotsky. Ou à quel point aussi toute la brochure de juin 1934 sur *La Conscience de Classe* non seulement reste fidèle à la conception léniniste du parti révolutionnaire, mais en outre tourne autour de la question centrale qui préoccupa Léon Trotsky jusqu'à sa mort dans son combat pour la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire, la question de savoir, comme l'écrit Wilhelm Reich, comment « établir la liaison entre la conscience de l'avant-garde révolutionnaire et la conscience du commun des mortels »²². Les lettres que nous publions ici et, plus particulièrement, le désir qu'elles expriment, de la part de Wilhelm Reich, d'une discussion suivie avec Léon Trotsky, en sont une preuve supplémentaire.

La seconde lettre de Wilhelm Reich à Léon Trotsky, celle de septembre 1935, est d'un contenu bien moins riche que la première. Wilhelm Reich, installé depuis un an à Oslo, dispose désormais de sa revue, *la Revue de Psychologie Politique et d'Economie Sexuelle*, par laquelle s'exprime le mouvement international qu'il dirige, l'*Organisation Internationale de Politique Sexuelle*²³.

C'est comme représentant de ce mouvement, sur le papier à en-tête duquel il écrit sa lettre, qu'il s'adresse à Léon Trotsky pour lui proposer une rencontre au cours de laquelle celui-ci pourrait exposer ses vues sur l'évolution culturelle de l'Union Soviétique. De son côté, Léon Trotsky, expulsé de France, avait débarqué trois mois plus tôt à Oslo pour y commencer son troisième séjour d'exil, le séjour norvégien : dans sa lettre de réponse, il accepte la rencontre, mais se déclare contraint de la remettre à plus tard à cause de son entrée à l'hôpital municipal d'Oslo. Selon la lettre de Heinz Epe²⁴ à Albert Glotzer²⁵ dont nous pu-

21. *Les Hommes et l'Etat*, op. cit., p. 164.

22. *Qu'est-ce que la Conscience de Classe ?*, éd. C. Sinelnikoff, Nice, 1971, p. 7.

23. *La Revue de Psychologie Politique et d'Economie Sexuelle (Zeitschrift für politische Psychologie und Sexualökonomie)* parut de 1934 à 1938; elle contenait de nombreux articles de Wilhelm Reich, généralement signés de l'un de ses divers pseudonymes : Ernst Parell, Karl Teschitz, Julius Epstein ou Walter Roner. Quant à l'Organisation Internationale de Politique Sexuelle (Internationale Sexualpolitische Organisation), il semble qu'elle n'ait jamais eu d'existence bien réelle.

24. Heinz Epe (1910-1941), connu dans l'Opposition de Gauche sous le nom de Walter Held, avait été exclu du KPD en 1932 comme trotskyste. En 1933, il émigra en France, puis en Suède et enfin en Norvège. Lui-même et sa femme, Synnøve Rosendahl, furent une aide précieuse pour Léon et Nathalie Trotsky lors de leur séjour norvégien. Heinz Epe fut assassiné à Moscou alors qu'il avait tenté de gagner l'Amérique en traversant toute l'Union Soviétique.

blions ici un extrait à la suite des lettres de Wilhelm Reich et de Léon Trotsky, la rencontre des deux hommes eut finalement lieu quelques semaines avant la fin du mois d'avril 1936, c'est-à-dire très probablement au mois de mars, après le second séjour de Léon Trotsky à l'hôpital communal d'Oslo ²⁶. Sur le contenu de leur conversation, nous n'avons malheureusement pas d'autre témoignage que la lettre que nous venons de citer, plus discrète d'ailleurs sur les propos de Léon Trotsky que sur ceux de Wilhelm Reich, contre lequel Heinz Epe a visiblement une très forte prévention. On y verra toutefois qu'il fut question, au cours de cet entretien, des causes de la réaction politique et culturelle en Union Soviétique et qu'à cette occasion se révéla un désaccord théorique certain entre Léon Trotsky et Wilhelm Reich. L'année même de leur rencontre paraissaient cependant à la fois La Révolution trahie de Léon Trotsky, avec son chapitre sur *La Famille, la Jeunesse et la Culture* en Union Soviétique — et *La Révolution sexuelle* ²⁷ de Wilhelm Reich dont toute la seconde partie, consacrée à l'Union Soviétique ²⁸, est comme la confirmation et l'illustration, dans le domaine dont elle traite, de l'ouvrage de Léon Trotsky.

Alain Calvié

25. Albert Manning Glotzer (né en 1908) avait adhéré en 1923 aux Jeunesses Communistes d'Amérique. Elu à la direction de cette organisation de jeunesse en 1927, il en était exclu en 1928; il fait alors partie des fondateurs de la Communist League of America. En 1932, il rendit visite à Léon Trotsky, en exil en Turquie. Par la suite, il fut le greffier de commission présidée par le pédagogue américain John Dewey qui innocenta Léon Trotsky des crimes que lui imputait le Kremlin. Nous remercions ici très vivement Albert Glotzer de nous avoir communiqué de ses archives privées à New-York la lettre que lui avait adressée le 28 avril 1936 son vieil ami Held et de nous avoir autorisé à la publier.

26. Léon Trotsky séjourna deux fois à l'hôpital municipal d'Oslo : une première fois à partir du 19 septembre 1936 pendant six semaines, une seconde fois à partir du 19 février pour une dizaine de jours. La rencontre de Léon Trotsky et de Wilhelm Reich a donc pu avoir lieu, au plus tôt, au début du mois de mars.

27. Le titre exact de l'édition de 1936 était *Die Sexualität im Kulturkampf. Zur sozialistischen Umstrukturierung des Menschen*, Verlag für Sexualpolitik, Kopenhagen, 1936. C'est en 1945 seulement que le livre, une fois remanié, prend le titre de *The Sexual Revolution* dans son édition new-yorkaise.

28. Il s'agit de la partie intitulée « Der Kampf um das neue Leben in der Sowjetunion », dont Wilhelm Reich affirme dans la préface qu'« elle utilise des matériaux réunis durant les dix dernières années ». Parmi ces matériaux : *les Problèmes de la vie quotidienne* de Léon Trotsky, *Die sexuelle Revolution*, Europäische Verlagsanstalt, Frankfurt am Main, 1970, p. 197.

Wilhelm Reich à Léon Trotsky Octobre 1933

Cher camarade Trotsky

Je m'adresse à vous car je considère que les éléments suivants pourraient se révéler d'un intérêt aujourd'hui insoupçonné pour tout le mouvement révolutionnaire contemporain. Je suis psychanalyste (médecin et disciple de Freud), et j'ai organisé depuis 1931 le mouvement communiste pour une politique de la sexualité. Il existait en Allemagne environ 80 organisations de toutes sortes centrées sur la sexualité, la plupart réformistes et dirigées de façon erronée et confuse du point de vue de la politique sexuelle. Elles regroupaient en tout environ 300 000 membres, surtout des sans-parti, souvent d'inspiration chrétienne ou nationaliste. Dans l'Ouest de l'Allemagne, le regroupement révolutionnaire prit d'emblée la force d'une organisation unifiée d'environ 40 000 membres. J'ai mené durant deux années un combat éreintant contre la bureaucratie du parti afin de développer, à partir de la situation de misère sexuelle des masses, une ligne politique spécifique, intégrée à la lutte des classes générale. La bureaucratie répliquait en opposant la question sociale à la question sexuelle au lieu de l'y intégrer, et en visant à « mobiliser les masses » par des mots d'ordre économique excluant la politique sexuelle, ce qui aboutit à mener le mouvement à la stagnation. Je fus limogé de la direction nationale, et le mouvement déclina. D'après des informations récentes, la bureaucratie a maintenant été battue, et le combat continue sur la base de ma plate-forme. Je tente actuellement de rassembler les forces à l'échelle internationale, et surtout de parvenir à une clarification théorique. Il y a dans ce domaine de nombreuses sources d'erreurs que l'on pourrait éviter par une certaine dose d'autocritique, mais l'expérience pratique ne laisse aucun doute : la mobilisation des masses, particulièrement sur le front de la politique culturelle, pourrait trouver dans la politique de la sexualité un levier puissant, surtout en ce qui concerne les masses apolitiques ou passives.

Le Parti communiste, en tant qu'organisation basée sur la politique économique, ne peut mener le travail de politique sexuelle. Il faut pour cela une organisation de masse spécifique. Mais celle-ci ne peut prendre tout son essor qu'en s'appuyant sur un parti politique. Je vous prie donc de me faire savoir votre point de vue concernant un travail en commun. Dans ce cas, il serait bien sûr nécessaire que la direction de l'organisation politique s'informe suffisamment des questions fondamentales de la politique sexuelle et, s'il y a accord sur

les grandes lignes, qu'elle soutienne l'organisation. Je crois que, mieux que d'autres, vous serez à même de saisir l'importance de la politique sexuelle pour la lutte de classes. Je suis conforté dans ce point de vue par la conclusion de votre discours de Copenhague ainsi que par votre ouvrage « questions du mode de vie », de 1924 me semble-t-il, dans lequel vous reproduisiez avec beaucoup de compréhension les questions des responsables du Parti à ce sujet. Permettez moi d'ajouter, sans pouvoir le démontrer ici, que le recul de la Révolution culturelle en URSS est relié de façon centrale et profonde avec le fait qu'en 1923 la révolution sexuelle a été stoppée et n'a pas été clairement approfondie. J'espère pouvoir bientôt développer en détails cette importante question, me contentant de vous renvoyer à la situation décrite par la *Neue Weltbühne*, qui signale une rébellion des consommateurs de littérature en URSS, qui prend pour l'instant la forme d'une marche arrière (retour aux auteurs classiques).

Je publie en ce moment un ouvrage sur l'économie sexuelle de la réaction politique et les questions fondamentales de la politique sexuelle prolétarienne. Je vous le ferai parvenir sans tarder. J'aimerais obtenir votre avis et, en cas d'accord sur les principes, votre aide politique et organisationnelle, et le maintien de contacts de travail. J'ai remis récemment à un responsable politique deux ouvrages à votre intention, l'un concernant la question de la jeunesse et l'autre l'histoire de l'économie sexuelle.

Sur le plan strictement politique, j'ai acquis la conviction que votre point de vue était fondamentalement juste, et je suis avec attention le travail de l'Opposition de gauche. Bien que je croie moi-même de moins en moins à la possibilité de redresser le Parti communiste, je ne suis pas encore parvenu à une totale clarté à propos de la fondation d'un nouveau parti. Je suis encore membre du KPD, mais en très forte opposition à la direction. Si je n'ai pas encore été exclu, c'est d'abord parce qu'on n'a trouvé personne de compétent qui soit capable de critiquer une théorie de politique sexuelle, et ensuite parce que mon influence est trop grande. Si je devais être exclu, ou bien si je devais démissionner pour ne plus cautionner par une présence la politique du Comintern, par exemple la politique étrangère de l'Union Soviétique, il ne me resterait provisoirement qu'une issue : continuer à travailler en restant un certain temps sans-parti, en attendant de me lier à un nouveau parti. Etant donné que mon travail concerne, tant du point de vue théorique que pratique, un domaine nouveau et jusqu'alors inexploré du front révolutionnaire, je dois me garder une certaine autonomie, sans vouloir jouer les francs-tireurs, jusqu'à ce que le parti révolutionnaire soit d'accord sur les principes développés. Les autres questions n'ont pas besoin d'être décidées dès maintenant, à l'exception d'une seule : un contact étroit vous paraît-il souhaitable et possible ?

Avec mes meilleures salutations révolutionnaires

Wilh.[el] Reich.

L. Trotsky à W. Reich
7 novembre. 1933

Cher camarade Reich,

Si je réponds avec tant de retard à votre lettre d'octobre 1933, c'est que durant un mois j'ai été « en congé » pour des raisons de santé. En outre, je n'ai toujours pas eu le loisir d'étudier votre ouvrage « Psychologie de masse du fascisme », que vous n'avez si gentiment fait parvenir. Quant aux deux travaux sur la question de la jeunesse et l'histoire de l'économie sexuelle, je ne les ai jamais reçus.

Je dois avouer franchement que, de façon générale, je suis plutôt ignorant dans votre domaine, et ne me suis jamais intéressé de près au point de vue que vous mettez en avant. Ceci ne correspond en aucun cas à une caractérisation du domaine sur lequel vous travaillez. Je ne méconnais évidemment pas la signification générale des problèmes sexuels pour l'éducation de la jeunesse ouvrière et serais heureux de m'informer plus en détails sur vos conceptions, vos expériences et vos plans dans ce domaine.

Il va sans dire que le contact étroit que vous proposez me paraît très souhaitable, et j'espère qu'il ne restera pas au niveau personnel.

Avec mes remerciements et salutations cordiales

L.T.

Wilhelm Reich à L. Trotsky
10 septembre 1935

Cher camarade Trotsky,

Tant parmi vos spécialistes que parmi les camarades en général, on discute actuellement avec beaucoup de vigueur, et c'est compréhensible, la question si compliquée de l'évolution culturelle en Union soviétique. L'organisation chargée de la politique sexuelle (Sexpol) a tenté de synthétiser les problèmes concernés dans une courte brochure. De nombreuses raisons militent en faveur de sa publication à l'heure actuelle, d'autres toutes aussi nombreuses pousseraient à surseoir. Nous vous serions très reconnaissants de bien vouloir nous donner votre opinion concernant certaines de ces questions et prises de positions. Je crois qu'il voudrait mieux discuter de ces choses oralement.

Je vous prie de me faire savoir si ces questions vous paraissent assez intéressantes et importantes pour que nous vous en entretenions. Si c'est le cas, je vous prie de me fixer un rendez-vous. Ce qui me conviendrait le mieux, ce serait un dimanche en fin d'après-midi, car je suis très pris durant la semaine. Mais évidemment, si un dimanche ne vous convenait pas, je pourrais aussi me libérer un jour de semaine en fin d'après-midi ou en soirée.

Avec mes salutations révolutionnaires.

Wilhelm Reich.

Léon Trotsky à Wilhelm Reich
18 septembre 1935

Cher camarade Reich,

Je dois actuellement me soumettre à un traitement médical d'une durée indéterminée. Mais je serais très heureux de vous rencontrer bien que — il faut que vous le sachiez à l'avance — mes compétences dans le domaine qui vous intéresse soient très réduites. Dès que je serai moi-même au courant de mes disponibilités, je vous le ferai savoir.

Avec mes meilleures salutations.

Léon Trotsky.

Heinz Epe à Albert Glotzer
28 avril 1936

[...] Par ailleurs, j'ai assisté il y a quelques semaines à une discussion extrêmement intéressante entre L[éon] D[avidovitch] et le psychanalyste d'extrême gauche Wilhelm Reich. Ce dernier tente d'« élargir » la sociologie marxiste, c'est à dire, en fait, de la remplacer par une sociologie basée sur la psychologie des masses. Reich est à la tête d'une école qui a ses racines chez Freud et a rencontré le marxisme, mais qui aujourd'hui, au lieu de développer une psychologie matérialiste à partir des éléments matérialistes dialectiques contenus dans la psychanalyse, cherche à utiliser les lois de la psychanalyse dans la sociologie, et ce faisant elle outrepassse ses propres limites. Pour ce qui est des conclusions pratiques, ces « politiciens de la sexualité » entendent mener la lutte des classes avant tout dans le domaine de la vie sexuelle, contre l'oppression sexuelle au sein de la famille, etc... Mais Reich a également rédigé une brochure sur l'URSS, dans laquelle il explique la réaction sur le plan de la culture soviétique à partir des éléments réactionnaires de la « structure psychologique des masses » (c'est à dire qu'en fait il n'explique rien du tout.).

L[éon] D[avidovitch] lui a donné une magistrale leçon de pensée matérialiste dialectique en démontrant que la transformation révolutionnaire de la vie

sexuelle et familiale dans les années 1917-1921 s'était opérée sur la base du communisme de guerre, et qu'on ne se souciait pas à cette époque des bases matérielles du mariage et de l'éducation des enfants, pour la bonne raison que de toutes façons il n'y avait strictement aucune base matérielle. Ce n'est que lorsque la production se redressa quelque peu (1921-1923), lorsque de nouveau on trouva des biens sur le marché, que les appétits s'aiguïsèrent. Comme il n'y avait pas assez de biens pour couvrir les besoins de tous, il s'ouvrit alors une lutte pour s'approprier les biens. En même temps, l'Etat était contraint de développer une propagande dirigée contre la vie sexuelle révolutionnaire du communisme de guerre, car il n'était pas en mesure de prendre en charge l'éducation des enfants, etc... (La conséquence de cela furent les « Besprisornys »²⁹). Etant donné que la vie sexuelle révolutionnaire des années du communisme de guerre ne reposait pas sur le socle d'une production supérieure au capitalisme, mais bien sur une production réduite à néant, on vit, après le reflux de l'élan révolutionnaire, les appétits petits-bourgeois surgir avec plus de force dans certaines couches (intellectuels, bourgeoisie de la Nep) que dans d'autres. C'est sur ces couches que s'appuya la bureaucratie stalinienne en leur faisant certaines promesses, et ces couches soutinrent la bureaucratie en lui abandonnant un certain pourcentage des gains. [...].

As ever yours

Heinz.

29. Ce terme russe désigne les « enfants sans surveillance », c'est à dire ceux dont les parents étaient morts à la guerre civile ou dont les parents ne pouvaient ou ne voulaient assurer la charge.

Documents

Arnold Zweig

La fin de Trotsky

Les Cahiers sont heureux de publier, pour la première fois en français, un texte inédit du romancier allemand Arnold Zweig, « La fin de Trotsky ». Ce texte est paru initialement en allemand en 1990 dans la revue Sinn und Form, de l'Académie littéraire de l'ex-RDA. Ecrit pendant l'été 1940, immédiatement après l'assassinat de Trotsky, il avait « sommeillé » pendant cinquante ans dans les cartons. Arnold Zweig (1887-1968) fit une brillante carrière littéraire sous la République de Weimar; émigré en 1933 en Europe, puis en Palestine, il s'installe à Haïfa où il collabore à la rédaction de la revue Orient. Il rentre en 1948 à Berlin, dans le secteur soviétique. Président en 1950 de l'Académie des Beaux-Arts de RDA, il obtiendra en 1955 le « prix Lénine pour la paix ». Son texte, que certains de nos lecteurs pourront trouver naïf, fort discutable ou même choquant dans certaines de ses expressions, est avant tout une réaction « à chaud » d'un écrivain en exil qui vient d'assister à un double effondrement : au-delà de la défaite militaire de la France, il s'agit bien à ses yeux de l'écroulement de tout un pan de la civilisation humaine à laquelle il associe Trotsky, son oeuvre et l'ensemble du patrimoine révolutionnaire. Il est enfin intéressant de noter que cette profession de foi humaniste et cette vigoureuse dénonciation de l'assassinat proviennent d'un homme qui était depuis plusieurs années un « compagnon de route » du KPD...

Tous les dirigeants des gauches européennes ont péri de mort violente. Cela commença avec Jaurès en 1914, culmina dans la contre-révolution allemande de 1919 avec Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Kurt Eisner et Gustav Landauer. L'assassinat engloutit des personnalités aussi diverses que Rathenau,

Lénine et Barthou¹, et cela vient de se terminer ces jours derniers avec le meurtre de Trotsky.

La mort de Lénine détourna de son chemin la vie de cet homme, que Lénine avait coutume de nommer « la plume » et qui avait sous sa calotte crânienne le cerveau le plus précieux et le mieux organisé qui fut jamais frappé par un marteau. Trotsky vint à lui venant des mencheviks. Il lui apporta le trésor de son élan, de son intellect et de sa flamme révolutionnaire. Cela flamboya pour la première fois en Europe à Brest-Litovsk où Trotsky fit tout pour détruire la légende qu'il était venu en Russie comme agent d'une « cinquième colonne » allemande. Ses cheveux entouraient son front comme une flamme, ses yeux fulguraient et transperçaient et sa voix dominait sans peine toutes les variétés de l'expression souveraine. C'est ainsi que cela commença et le monde sait comment cela continua. Qu'il créa l'armée rouge et battit un général blanc après l'autre. Qu'il collabora sans heurts avec Lénine dans un échange permanent de pensées et d'objections, qu'il examina personnellement tous les problèmes dangereux du nouvel Etat et qu'il prit la part la plus intensive à la collectivisation de l'agriculture comme à l'industrialisation de la Russie, aux problèmes de transport et aux luttes à l'intérieur du parti. Et qu'enfin il fut chassé du pouvoir par une manœuvre, dans une partie magistrale de l'art échiiquéen que l'on nomme « technique du parti ». Impitoyable comme un guerrier en dehors du parti, il semble n'être resté que trop loyal à l'intérieur de celui-ci. En outre, il était incapable de dissimuler les appréciations qu'il portait sur ses compagnons d'armes et, même s'il sut très sincèrement gagner l'attachement de ses collaborateurs, il ne fut jamais un tacticien du maniement des hommes. Cependant, personne ne se hasarda à lui porter atteinte aussi longtemps qu'il vécut en Russie et même en Europe. Le 30 juin 1934² offrit un premier exemple du massacre des amis et des camarades. Puis le rideau se leva sur la scène des procès mémorables. Dans tous ces procès Trotsky fulgurait dans les coulisses et, comme il demeurait inaccessible, l'Esprit de notre temps façonna son meurtrier à partir d'obscures profondeurs. Bien que nous ne sachions rien de plus précis de cet instrument, il semble qu'il, l'instrument ou l'homme, a réussi de manière mystérieuse à surmonter la méfiance de Trotsky. Le fait qu'un homme, se présentant comme un jeune confrère, rende visite à un homme politique et écrivain âgé et expérimenté, lui présente ses manuscrits, s'enquière de son avis intellectuel et de ses directives, puis, traîtreusement, lui offre, à l'aide d'un marteau, la récompense de sa disponibilité intérieure, définit

1. Walther Rathenau (1867-1922), grand industriel et ministre des affaires étrangères de Weimar, n'était pas particulièrement « un dirigeant des gauches européennes » ; mais ses origines juives, la haine que lui vouait l'extrême-droite qui l'assassina, sa volonté de prendre acte du traité de Versailles en firent un symbole de la démocratie weimarienne. On peut faire les mêmes remarques à propos de Louis Barthou (1862-1934), ministre des affaires étrangères du gouvernement Doumergue et assassiné à Marseille par les oustachis, en même temps que le roi Alexandre de Yougoslavie, première cible visée. Lénine ne fut évidemment pas « assassiné », mais l'attentat dont il fut victime en 1918 lui laissa de profondes séquelles.

2. Le 30 juin 1934 est la date de la « nuit des longs couteaux ».

probablement l'état le plus bas de notre civilisation avilie et gérée de façon dégradée. Cette profanation de nos fleurons culturels les plus anciens et les plus raffinés, l'hospitalité et la volonté de s'instruire semblait jusqu'ici réservée aux guerres politiques, tels les affrontements en Palestine. Le meurtre à Mexico éclaire comme un phare la situation culturelle du monde. Les mêmes usages régnent sur toute la Terre dans la lutte que mènent les nationalistes contre la gauche. Cette lutte a créé de nouveaux fronts et elle illustre ce que l'effondrement de la France semble nous démontrer : la prééminence des forces de politique intérieure sur celles de politique extérieure. De telles situations se révèlent parfois dans l'histoire mondiale au travers d'évènements isolés ou d'enchaînements complets, parfois opposés. Il est vrai que des assassinats politiques et des guerres civiles ont trouvé leur origine dans des motifs et des enchaînements de politique extérieure — il en est ainsi de l'assassinat de Sarajevo et de la première guerre mondiale. Mais, entretemps, quelque chose a changé. A la suite de cette guerre, la politique intérieure, la lutte pour un type de vie plus juste passèrent au premier plan et nous voyons cette lutte emplir notre vie. Trotsky y tint cette grande place, qui fut son bonheur, son malheur et son destin. Nous pouvons dire qu'il est tombé sur le front de la guerre civile de sorte que ses traits se sont dessinés au sein de la révolution sociale. Cependant nous n'acceptons pas de discuter de ces délicatesses que l'on décrit sous le nom de trotskysme. Il existe certainement des excuses à s'égarer aussi longtemps qu'on ne connaît pas le véritable visage des procédés qui nous ont été imposés ces cinq dernières années dans des rapports et documents de parti subjectifs avec une déformation passionnée des faits. Nous connaissons la grande simplification que l'arrivée de Hitler a introduit dans la politique mondiale. Le fascisme mussolinien était encore capable de tromper des esprits faibles et nous pourrions citer de bons exemples de cela dans tous les groupes de langue en Palestine. Celui qui, dans ce pays, combattit le fascisme en tant que tel et dans toutes les circonstances est resté, en dehors des ouvriers, bien seul. L'hitlèrerie³ ne permettait pas de telles illusions et en aucun cas l'hésitation. Pour nous, toute personne qui s'alliait ou s'engageait avec elle, pour quelque raison tactique que ce soit, était caractérisée.

Aucune des personnes assassinées n'a décrit sa vie avec autant de profondeur et de maîtrise que Trotsky. Son autobiographie restera parmi les oeuvres marquantes du 20^e siècle. Ce qu'il ne vit et ne dit pas, c'est le lien dont témoigne son itinéraire avec la grande époque du libéralisme qui s'acheva avec la guerre mondiale. Seule l'ouverture des moyens d'instruction et du savoir à chaque individu de talent, oeuvre de ce 19^e siècle qui amena une si formidable expansion du monde intellectuel et liquida les distinctions entre individus provenant de catégories, classes et origines différentes, rendit possibles des carrières telles que celle de Trotsky, comme nous le voyons bien aujourd'hui. Il

3. L'hitlèrerie ou « hitlérie » (en allemand Hitlererei) est un terme largement employé dans les années 30, tant par les exilés allemands que par la presse française. « Hitlérisme » est plutôt employé par la presse communiste.

fut le dernier d'une lignée qui commença avec Karl Marx. Des cercles de la petite bourgeoisie non juive et juive, sortirent des talents scientifiques, philosophiques, poétiques et politiques auxquels la civilisation humaine est redevable, ou semblait être redevable de progrès inégaux. Cette génération ne fut pas aussi consciente que la nôtre de l'élément d'apparence que revêtaient ces progrès. L'effondrement moral dont nous sommes les témoins depuis la guerre ne fut pas pris en compte ou incorporé par eux. Ils ne virent pas ce que Freud nous apprit à comprendre : comment les passions collectives des hommes, brutes et frustes, étaient simultanément à l'oeuvre pour noyer dans l'eau sale les contributions d'individus géniaux et uniques et amener l'effondrement de toutes les réalisations et de l'héritage culturel qui conduisait notre époque à sa croyance touchante au progrès. Il semble ainsi que Trotsky met le point final à cette succession d'individualités hautement éduquées, dans laquelle la bourgeoisie juive prit une si grande part des forces créatrices de la culture européenne. Disraeli et Gambetta, Paul Ehrlich et Sigmund Freud, Max Liebermann et Gustav Mahler, Heinrich Heine et Jakob Wassermann, ⁴ Henri Bergson et Edmund Husserl sont des noms qui pourraient sans peine être choisis au hasard dans les sphères de la vie européenne pour illustrer cet apport à la culture. L'état d'esprit de cette époque empêcha, nous semble-t-il, ces hommes de bien apprécier les limitations certaines qui s'opposaient à la diffusion universelle de leur monde d'idées dans des milieux toujours plus éloignés, au sein de chaque peuple et dans la vie internationale. Trotsky put ainsi vivre conformément à un concept de la révolution mondiale qu'une tête aussi primitive et vulgaire que celle des hitlériens put mener jusqu'à l'absurde. Le fondement biologique de notre pensée met des limites à la diffusion des jugements et des convictions. Ces limites ressemblent aux limites entre les fourmillières mais, à la différence de ces dernières, elles ne sont pas infranchissables. La composante animale de notre pensée n'a ni la rigidité ni la supériorité que nous remarquons aux niveaux moins élevés des organismes. Mais elle est d'autant moins à négliger qu'elle le fut dans la pensée et la vie de Trotsky. Quand, expulsé de Russie, il errait sans visa sur la planète et qu'il dut finalement fuir d'Oslo à Mexico devant ses poursuivants, il était persuadé d'être une victime de cette lutte de classes qu'il avait conduit et déchaîné contre la bourgeoisie russe. Mais il ressort de ses propres Mémoires à quel point il fut dépourvu de l'aptitude à admettre les limites d'autres individus, quand elles se faisaient sentir chez des dirigeants socialistes de divers Etats ou partis. Aux jugements les plus mordants qu'il fit imprimer sur eux, les historiens appliqueront un jour les critères avec lesquels il sera lui-même mesuré. Peut-être lui manquait-il ce sens de l'humour qui provient de la conscience que nous avons tous besoin d'indulgence et de bonté. Une chose est

4. Cette liste de noms est en effet très éclectique, associant des hommes d'Etat comme le premier ministre britannique Benjamin Disraeli (1804-1881) ou le français Léon Gambetta (1838-1882), des écrivains, musiciens ou artistes comme le poète Heinrich Heine (1797-1856), le compositeur Gustav Mahler (1860-1911) et le peintre Max Liebermann (1847-1935), et des philosophes comme Henri Bergson (1859-1941) et Edmund Husserl (1859-1938).

seulement sûre : personne ne sera jamais en mesure d'effacer la force et le dévouement de cet homme pour l'objectif de sa vie, la création de l'oeuvre formidable qu'est l'URSS. Peut-être est-ce ce garde rouge dont parlait Larissa Reisner — ou était-ce Trotsky lui-même? — dans son récit des années de guerre civile qui a donné la meilleure démonstration de ce fait. Il était répandu par la propagande adverse, pour monter l'opinion contre lui, que Trotsky était juif et que les Russes ne pouvaient lui obéir. Alors ceux-ci se mirent à rire et dirent avec dédain: « Trotsky, un Juif, il y a de quoi rire. Lénine, lui peut-être; il est assis dans un bureau, il peut être un Juif. Mais Trotsky, nous le connaissons! C'est un des nôtres ! »

Et c'était ainsi. Il était l'un des leurs. Il n'aurait sans doute jamais souhaité une plus belle épitaphe. Au Kremlin, au Turkestan, à Oslo ou Mexico.

La civilisation humaine est une et indivisible. Il serait bon que cette phrase se grave dans la mémoire de nos contemporains, en conséquence de toutes les humiliations que l'orgueil se devait de laisser peu à peu tomber sur notre civilisation. On ne peut plus refuser la responsabilité pour ce qui se passe à l'intérieur d'autres pays, dans des milieux culturels étrangers, dans les couches primitives. Toutes les classes de la société qui ne se défendent pas activement contre les dépravations sont elles-mêmes menacées par celles-ci. Tous ceux qui se sacrifieront pour la défense de notre culture, prolétaires chinois, mineurs espagnols, soldats britanniques ou australiens, se sacrifieront pour nous tous. L.D. Trotsky combattit sa vie durant pour nous tous qui aimons la civilisation humaine et dont cette civilisation est la nationalité. Son meurtrier, quel qu'il fût, essaya, quand il le tua, d'assassiner cette civilisation, notre patrie. C'est à nous qu'il revient de sauver l'oeuvre de la vie de Trotsky de la ruine qui la menace à tout moment. Car cette oeuvre pouvait bien s'appeler « Révolution mondiale » pour lui : si on la considère froidement et sans slogans, elle consistait simplement à étendre la culture humaine à des centaines de millions d'analphabètes ou, comme le disait Lounatcharsky, à transformer l'expression aux yeux de tous ces hommes.

Lettres de Jan Frankel à Trotsky sur le parti socialiste SFIO à l'automne 1933

Jan Frankel à Trotsky

3 novembre 1933

1. La destruction de la social-démocratie allemande, la faillite effective de la social-démocratie autrichienne ont gravement ébranlé l'édifice traditionnel du socialisme français. La scission néo-socialiste n'est qu'un des premiers pré-signes (*sic*) des graves secousses, d'une fermentation idéologique profonde au sein de la SFIO qui grandiront de pair avec l'aggravation des contradictions intérieures et extérieures de la société capitaliste française. La tâche des communistes consiste à suivre attentivement l'évolution des tendances au sein du parti socialiste et à élaborer à chaque étape la tactique adéquate.

2. Les néo-socialistes sont partagés en deux tendances principales qui entreront dans l'avenir inévitablement en conflit :

a) d'une part l'aile du réformisme traditionnel représentée par Renaudel (c'est-à-dire les véritables archéo-socialistes), qui revendique la transformation de la tactique blumienne du soutien « à éclipses » *en* (« par une ») collaboration *ouverte* (« voire la coalition ») avec le gouvernement radical.

b) les « novateurs », Marquet, Déat, Montagnon, qui - impressionnés par la carence des moyens traditionnels *de la routine* (« du routinisme ») parlementaire et par l'influence croissante des tendances fascistes au sein de la petite-bourgeoisie - débitent un mélange confus d'idées et de revendications semi-fascistes et semi-bonapartistes (autarcie, anti-libéralisme, socialisme national, Etat fort).

La conservation de la variante gouvernementale radicale qui offre à la bourgeoisie une certaine prise de haleine (*sic*) parlementaire a provisoirement atténué les contradictions entre les deux tendances et renforcé l'aile « démocratique » de Renaudel.

Notre tâche consiste néanmoins à livrer la bataille la plus acharnée aux tentatives des « novateurs » de semer au sein de la classe ouvrière les idées - inspirées par le fascisme - d'un « bonapartisme de gauche ».

3. Les tendances et contradictions au sein du socialisme officiel se groupent autour des axes principaux suivants :

a) La tension entre la direction de la CGT et celle de la SFIO. La majorité écrasante de la direction de la CGT est ouvertement pro-néo-socialiste c'est-à-dire « anti-doctrinaire » et pour le soutien jusqu'au bout du Cartel. La protestation des syndicats de fonctionnaires contre l'attitude du groupe parlementaire de la SFIO au sujet du vote du Parag. 3 n'était - sans parler du compliment rituel devant le mécontentement des membres de la base - qu'une manoeuvre destinée à créer la couverture légale longtemps cherchée pour la « neutralité » de la CGT face au conflit entre le « nouveau » et l'« ancien » parti : « Nous, CGT, nous sommes contre les néos qui ont voté pour la loi, mais aussi contre la SFIO, qui a contribué à sa victoire. » Conclusion : la CGT doit faire sa politique « autonome ».

Cette fuite de la direction de la CGT dans la neutralité et l'autonomie paralyse toute action extérieure du parti socialiste. Nous assistons à une situation où, non pas la CGT envers la SFIO, mais, bien au contraire, la SFIO remplit envers la CGT le rôle d'une organisation auxiliaire en faisant systématiquement appel à la participation aux actions de la CGT tandis que celle-ci se tient systématiquement à l'écart et sabote volontairement toute action du Parti (11 novembre, manifestation pour Torgler, etc.).

Parallèlement à l'aggravation des luttes intestines au sein du parti socialiste les conflits s'aiguïseront avec la direction de la CGT. Si la crise autour du néo-socialisme n'avait réveillé au sein du PS *que la majorité* (« que la prépondérance ») des éléments petits-bourgeois, le conflit entre le parti et la CGT remuerait avant tout les éléments ouvriers. C'est en cela que consiste l'importance de la question.

Notre tâche: introduire des éléments dans la CGT. Y grouper les ouvriers pour la lutte contre la direction droitière. En liaison avec le mot d'ordre de la lutte extra-parlementaire, inviter les ouvriers de la CGT à forcer leurs chefs à abandonner la politique de *l'isolement* (« isolation ») de la CGT et la tentative d'atteler la CGT devant les manoeuvres parlementaires des néos.

Tout en étant, à l'étape présente, la plus *aiguë* (« acute ») et la plus manifeste, la tension au sein du groupe parlementaire entre l'aile Blum et l'aile Frossard n'est elle aussi qu'un prélude au processus de décomposition de la SFIO.

La tendance de Frossard, des attentistes, n'est que la continuation du renaudélisme, c'est-à-dire de la tendance à l'opportunisme conséquent et au crétinisme parlementaire qui voit sa principale mission dans la conservation à tout prix du gouvernement de gauche. Sentant trop bien le caractère hétérogène du parti socialiste français et l'inévitabilité d'une scission ultérieure, d'autre part l'inconsistance et le caractère capitulaire de la politique blumienne, Frossard a préféré rester au sein de l'ancien parti tout en maintenant son programme.

Car, entre sa tendance et celle de Blum, il n'y a pas de contradiction « de principe ». Tout le jeu du gauchisme blumien reste strictement dans le cadre de la ruse et des calculs électoraux. Frossard dit: « La bourgeoisie tend vers la droite, vers l'Union nationale. Nous étions jusqu'à présent le soutien principal du gouvernement de gauche ; nous devons le rester même au prix d'aller jusqu'au bout ». Sans cela, c'est notre perdition ». A quoi Blum répond: « Oui, la bourgeoisie va vers la droite, mais les radicaux aussi. La classe ouvrière cependant va vers la gauche. En tenant compte de cela, nous gagnerons demain des positions électorales qui forceront les radicaux à nous prendre au sérieux ». La revendication du pouvoir socialiste n'est aux yeux de Blum qu'un moyen de propagande électorale apte à créer pour la SFIO des positions de départ plus favorables dans les prochaines élections et les formations gouvernementales qui les suivront.

c) Beaucoup plus sérieuse pour l'avenir, quoique actuellement latente et souterraine, est la contradiction entre le groupe parlementaire et le Parti proprement dit. L'appel de Zyromski à la « concordance », à la « synchronisation » entre l'action de propagande générale du Parti et l'action au parlement, la revendication d'avoir égard à « la température du parti » (Pivert) résonnera de plus en plus intensément et fera éclater de plus en plus les divergences, d'abord au sein du groupe parlementaire (Blum-Frossard), plus tard entre le groupe parlementaire et le parti. Dans une mesure infiniment plus grande que les parlementaires, les organisateurs et propagandistes professionnels du parti socialiste sont exposés à l'influence de l'évolution à gauche de la base du PS. Paul Faure se trouve depuis des mois en opposition sourde à Léon Blum. Cependant sa position « de gauche » n'est qu'une ombre pâle du radicalisme nébuleux du genre austro-marxiste. Il proclame l'impossibilité de réaliser des réformes sur le terrain parlementaire, dans le cadre du Cartel, et y oppose la revendication abstraite et confuse de « solutions purement socialistes », la lutte pour le pouvoir du prolétariat » (mais lequel ? Les moyens d'y aboutir ?) La propagande, faisant grossir les rangs du parti jusqu'à ce que cette masse réunie dans le parti réalise la révolution socialiste sans barricades, sans romantisme, sans sang... à l'instar de l'Espagne (son discours à la manifestation de la Mutualité).

Il n'est pas difficile de démontrer tout le « romantisme » de cette façon d'envisager la prise du pouvoir par le prolétariat... précisément à partir (« à la

base ») de l'exemple espagnol où l'expérience tragique vient de démontrer l'impossibilité de la conquête du pouvoir prolétarien non seulement « sans barricades » et « sans sang » mais avant tout sans un parti de la révolution et sans une stratégie révolutionnaire consciente.

Nous ne devons pas non plus renoncer à démontrer dans notre propagande quotidienne la contradiction qui existe entre la conception de Paul Faure au sujet de l'impossibilité des réformes parlementaires et le fait qu'il tolère sa signature sur un programme dont le but final est précisément la réalisation de réformes... par la voie parlementaire.

d) Une tendance qui constitue un point d'attraction important pour beaucoup d'éléments de gauche au sein du PS est celle de Marceau Pivert. Quelle que soit la valeur personnelle de ce « révolutionnaire » douteux, sa tendance peut devenir un facteur considérable d'évolution de beaucoup d'éléments socialistes vers le communisme.

Les revendications de Pivert sont inspirées sur bien des points par le communisme, voire par les idées spécifiques de l'Opposition de gauche (revendication de considérer le parlement uniquement comme tribune de propagande secondaire, revendication du front unique d'organisation à organisation sur la base d'actions précises ; sa critique des événements allemands ; gouvernement ouvrier et paysan au lieu de gouvernement socialiste, lutte extra-parlementaire ; la révolution n'est pas automatique, il faut la réaliser par un parti).

Cependant cette tendance et Pivert en particulier restent complètement paralysés par le fétichisme de l'unité du Parti, de la discipline du Parti et de l'Internationale, ce qui l'amène à la tolérance libérale de la droite et à la soumission à la discipline de Blum et de Frossard.

Sans renoncer à la lutte doctrinale (« doctrinaire ») intransigeante contre les pivertistes, nous devons appliquer envers ce courant une politique vivante de front unique et d'influence, en le poussant dans la voie de la poursuite conséquente de ses propres positions particulières et critiques partielles : en le mettant au pied du mur dans la question du front unique, de la lutte contre la droite du PS etc. C'est ainsi que nous réussirons à convaincre les meilleurs éléments de l'insuffisance de la position de Pivert et à les gagner à une politique communiste courageuse.

Frankel à Trotsky
(19 novembre 1933)

Cher Lev Davidovitch

J'ai participé pour la première fois vendredi à une séance de la section de « mon parti » (SFIO) qui me fut hautement instructive à tout point de vue. Pourtant, avant de passer la communication de bien des faits qui vous intéresseront peut-être, je dois souligner brièvement quelques questions générales à propos desquelles la clarté nécessaire ne semble pas exister auprès de nombreux camarades de la Ligue ou qui sont tout au moins loin d'être considérées suffisamment. Vous avez dans votre préface à la brochure belge caractérisé de façon très pertinente la ligne sur laquelle se développent les craintes et les efforts et les espoirs de la majeure partie de la classe ouvrière. Si l'on veut l'exprimer très grossièrement : à son stade actuel le mouvement à gauche des travailleurs réformistes et sans-parti ne consiste pas dans cet optimisme révolutionnaire qui caractérisait les années suivant la révolution russe mais dans un dernier déploiement de volonté du désespoir de perdre la dernière carte, les maigres droits démocratiques. Comment s'exprime à présent ce mouvement à la périphérie de la classe ouvrière, dans les cercles des intellectuels et des petits-bourgeois radicaux ? je crois que l'on doit suivre très attentivement les processus en cours pour combattre à temps et avec succès les tentatives d'« animer » le mouvement ouvrier de « nouvelles » idées messianiques. L'irrésistible victoire du fascisme allemand a suscité en fait parmi ces gens les nuances plus diverses d'une psychose des possibilités de pouvoir de la petite-bourgeoisie. Il ne vous est peut-être pas inconnu que beaucoup de souvarinistes sont des pionniers de la théorie selon laquelle l'expérience des dernières années aurait prouvé que le prolétariat serait une classe dégénérée et que le facteur décisif des bouleversements sociaux serait la petite-bourgeoisie. Qu'est-ce qui sépare ce point de vue du fascisme ? Un de mes amis personnels, souvariniste, (ancien membre de la Ligue qui travaillait alors dans la jeunesse socialiste) a déjà tiré aussi les conséquences adéquates et se considère comme « fasciste ». Un autre groupe, la « troisième force » annonce la banqueroute du marxisme qui aurait une idéologie juste pour la classe ouvrière mais lui aurait barré le chemin de la victoire par l'idée *fausse* (« fictive ») de l'hégémonie de la classe ouvrière sur la petite-bourgeoisie. Conclusion : on doit organiser la « troisième force » qui réalise l'équilibre du poids de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie et s'oppose à la tactique des partis ouvriers traditionnels. Également la formation de Bergery, « Front Commun », fondée sur des conceptions analogues, trans-

formera — je le crois — plus d'un admirateur de l'omnipotence de la petite-bourgeoisie, mais antifasciste, en un amer rejeton fasciate.

Depuis peu est parue une nouvelle revue *Karl Marx*. Son éditeur, un certain Fraval, un « journaliste libre », confus, hystérique, mi-communiste, mi-socialiste qui a écrit un livre orienté à gauche sur la guerre. Il ressort de son article une profonde admiration et fascination pour le fascisme allemand. Si l'on voulait comparer avec celui d'un groupe allemand on pourrait le rapprocher le mieux du groupe d'Otto Strasser à la seule différence que son point de départ est l'issue de Strasser : la sortie de la démagogie sociale national-socialiste et que Fraval finira très vraisemblablement là où Strasser commença : dans le fascisme intégral. De sa bouillie idéologique, on peut déjà en extraire à présent les principales caractéristiques de l'idéologie fasciste : les fascistes allemands ont su mobiliser la jeunesse négligée par les partis traditionnels pour un « nouveau mouvement révolutionnaire » qui a mis à bas tout le passé et qui veut d'abord agir avant de discuter. On doit mobiliser la jeunesse française naturellement au nom du « socialisme », mais d'un socialisme national. La jeunesse est pour lui ce que la petite-bourgeoisie est pour les groupes. Elle doit s'organiser elle-même, fournir ses propres dirigeants pour construire le socialisme français. D'un travailleur qui rendit visite à ce groupe j'appris qu'il exercerait une attirance particulièrement importante surtout sur la jeunesse socialiste et communiste déçue ; en quatorze jours, il aurait, à ce qu'on dit, recruté déjà 200 adhérents sans la moindre idée, simplement par des vociférations hystériques pour de l'action à tout prix. Cela caractérise bien le degré de désespoir intérieur de l'actuelle jeunesse ouvrière qui remarque l'absence d'issue dans les grands partis. Nous y enverrons un ou deux camarades éventuellement y adhérer.

En ce qui concerne les néo-socialistes, telle en est l'estampille (particulièrement après la publication du manifeste du parti) que le danger fasciste croissant appose au mouvement de façon tout à fait notoire. Il y a cependant dans la Ligue des camarades qui inclinent un peu à partager la conception stalinienne d'une division ouvrière tout épisodique entre l'aile droite et centriste du socialisme française. Même chez les socialistes, je pus cependant constater qu'ils voient très bien la véritable composition c.à.d. la composition hétérogène des néo-socialistes. D'un côté, la tendance, représentée par Renaudel, du réformisme traditionnel et conséquent qui trouve son prolongement à l'intérieur du parti chez le groupe Frossard, d'un autre côté les « rénovateurs » Déat, Marquet, Montagnon, qui sont inspirés par un programme s'appuyant fortement sur le fascisme (autarcie, anti-libéralisme, etc...) réalisé par des moyens bonapartistes-autoritaires. La peur avec laquelle *Le Temps* voit le programme de Tardieu anticipé par les néo-socialistes dont il craint — peut-être avec raison — qu'ils ne puissent trouver du succès auprès de larges couches est caractéristique. Je crois que dans un développement ultérieur une scission des néo-socialistes ne soit inévitable entre les vrais « néos » et les véritables « archéos » (Renaudel). C'est là-dessus que me semble s'appuyer l'espérance exprimée par

Blum à Narbonne d'une réunification, comme aussi le fait que Frossard and co se satisfassent d'une attitude expectative.

Quels que puissent être les succès momentanés des « néos » grands et petits, je crois que leur existence est extrêmement symptomatique des « processus moléculaires » qui se déroulent présentement précisément dans ces couches qui jusqu'ici ont fourni une partie considérable de l'élite politique — aussi bien réformiste que révolutionnaire — de la classe ouvrière. Tous ces gens qui se sont efforcés spasmodiquement d'éviter le fascisme en imitant son programme, ses méthodes de mobilisation, qui ont cherché à gagner ses réserves sociales — me semblent représenter en fait une sorte de sélection naturelle et élémentaire du fascisme français à venir, qui s'efforcera, conformément à toute la tradition de ce pays, de se donner un vêtement « pacifique, libéral ». Je dois pourtant me corriger dans un certain sens. L'évolution des différents pays — le régime de Dollfuss en Autriche, les tentatives bonapartistes de la bourgeoisie tchécoslovaque — prouvent la justesse de la distinction du régime bonapartiste comme étape spécifique de la contre-révolution. La peur non seulement de la bourgeoisie, mais aussi de larges couches de la petite-bourgeoisie, la paralysie de l'avant-garde révolutionnaire pourra constituer une base d'opération considérable dans de nombreux pays, la Tchécoslovaquie, la Belgique et aussi la France, et assurer à sa domination une certaine « stabilité » particulièrement dans le cas d'une certaine animation conjoncturelle. Ne croyez-vous pas à la possibilité du surgissement de « partis bonapartistes » pour ainsi dire, d'un Etat autoritaire en opposition au régime fasciste ? C'est ici que me semblent reposer les possibilités des néo-socialistes, en dépit de leur scission ultérieure qui se produira à la suite des insuffisances du régime bonapartiste.

Pardonnez-moi de m'être étendu aussi longtemps et dans une forme pas particulièrement claire sur ces questions. Dans la Ligue, au moins à l'extérieur du CE, on ne parle pas beaucoup de cela et on n'y réfléchit pas beaucoup et pourtant il me semble que l'on devrait analyser plus profondément ces choses.

A présent passons au compte-rendu de la 15e section de la SFIO. C'est la section la plus forte et la plus orientée à gauche de Paris, le domaine de Marceau Pivert. Cette section compte actuellement 385 membres avec un pourcentage plutôt considérable de travailleurs — la composition du parti socialiste à Paris est faite presque exclusivement de petits-bourgeois — parmi eux beaucoup de jeunes.

Je réclame mon acceptation comme Autrichien (monteur de profession) qui n'est organisé ni politiquement ni syndicalement. Là-dessus on me refuse l'adhésion (un exemple pour la Ligue) tant que je ne produirai pas une carte de membre d'un syndicat.

Nombre des participants : environ 200, parmi ceux-là 40 travailleurs. Très caractéristique : les ouvriers s'assoient à part et s'entretiennent en petits groupes ; avec la « bourgeoisie » ils échangent à peine un mot ; même moi, je suis considéré avec méfiance à cause de mon pardessus féodal que je dois à votre diktat à Copenhague ...

On lit une circulaire sur le Conseil National. Elle se termine par les mots : contre le Front Unique — contre Amsterdam — contre le Front Commun — contre tout noyautage au sein du PS. L'exclusion des droites et de l'Action soc. aggravera la position de toute opposition future considérablement dans les « questions disciplinaires ». Si nos camarades de la 11e section des Jeunes pouvaient faire remarquer le libéralisme envers les droites lorsqu'on les menaçait d'exclusion, à présent on a créé un préjudice et un automatisme des mesures disciplinaires que l'on ne devrait pas perdre de vue dans l'organisation du travail oppositionnel dans le PS. La nouvelle situation exerce déjà un effet de terreur sur les membres socialistes hésitants penchant un peu vers nous. Il y a quelques jours j'eus une discussion avec un jeune socialiste du 5e district sur des actions communes d'un caractère tout à fait élémentaire : défense commune des réunions et des vendeurs de journaux contre les bandes des J[euenneses] P[atriotes]. Il reconnut que le refus du front unique dans des questions si élémentaires serait criminel et pourtant il prévoyait que sa section de parti s'y opposerait bien que les camarades de la jeunesse seraient unanimement pour. Mais on devait se soumettre à la discipline et ne pas risquer d'être exclu car la tâche des trotskystes ne consistait pas dans l'organisation d'une 4e Internationale mais dans l'entrée dans la 2e pour réformer celle-ci (sic). Cet exemple prouve toute l'absurdité de la tentative des camarades de la jeunesse de la Ligue de vouloir provoquer une opposition parmi les Jeunesses socialistes sous le slogan de la 4e Internationale. Il s'agit aujourd'hui d'amener ces éléments hésitants, dévorés par les doutes sur la tactique de leur parti, à mener de façon conséquente leur opposition partielle (si nous réussissons à créer un courant oppositionnel sur la base de l'exigence de la réalisation du Front Unique dans la lutte contre les bandes fascistes, ce serait un succès qui apporterait plus de résultats que l'appel de quelques camarades, qui sont déjà entièrement sur notre plate-forme, à la 4e Internationale).

Marceau Pivert, le dur des durs, me fit une impression bien pitoyable. Une chose comique, cette « dureté » socialiste. Dans ses attitudes, ses tournures et sa mimique, il est tout à fait un élève de Blum sans en avoir le talent. Son raisonnement politique est plat comme une punaise desséchée. Cela donne une impression toute comique à un communiste lorsqu'un tel homme épaissit sa bouillie verbale en y ajoutant des phrases sur la « révolution sociale ». Cependant son autorité est vraiment grande, même chez les travailleurs. cela provient de ce que — contrairement aux grandes bonzes — il a véritablement le contact avec les membres de la base, connaît très bien leurs sentiments et sait plutôt habilement s'y adapter. Il aime particulièrement à s'adresser à nous comme « membres de la base ». Les orateurs choisis par M. Pivert sont également caractéristiques pour le jeu gauche qu'il pratique. Prit la parole un certain Boville sur le syndicalisme et le socialisme. Il s'agit d'un ancien permanent syndical communiste qui — toujours selon Pivert — a adopté une position très révolutionnaire particulièrement lorsqu'il se rebella à Paris et à Moscou au diktat bureaucratique du PC qui voulait imposer sa politique à la CGTU (il ressortait de l'exposé qu'il s'agissait de la troisième période). Le conférencier parlait de fa-

çon extraordinairement radicale de la capitulation de 1914, justifiait la scission de 1919, se dressait contre le réformisme et le participationisme du PS en en mettant la responsabilité sur le dos de Renaudel et en exprimant l'espoir que le parti entrerait à présent dans une opposition stricte, ce qui souleva de grands applaudissements. Il plaçait le centre de gravité de ses perspectives politiques dans le danger fasciste menaçant : on ne devrait pas permettre aux fascistes de prendre la place des socialistes ; on devrait prendre une position « forte » ; les parlementaires auraient rendu de précieux services lorsqu'il s'agissait de mener la politique du soutien ; tous ne pourraient pas accomplir les nouvelles tâches : des hommes nouveaux devraient prendre leur place (une avance à M. Pivert ?) ; pas d'issue à la crise ; le désarmement serait une comédie, la guerre inévitable. Ce sont ses paroles sur le fascisme et le danger de guerre qui rencontrèrent le plus d'écho ; c'est la question qui les ronge tous ; tous sont pour des moyens « plus forts ».

Il est à remarquer à partir des allusions diplomatiques de l'exposant et des interventions ultérieures de quelques syndicalistes que le véritable combat — celui contre les droites se poursuit dans la CGT et en cela avec des formes plus violentes — même si elle se maintient aussi pour le moment dans les coulisses. L'orateur s'étendit en long et en large dans ses analyses théoriques et historiques sur « l'inévitabilité » d'une scission syndicale pour attirer ensuite l'attention sur le danger d'une nouvelle scission dans la CGT. A leurs « déclarations de neutralité » les dirigeants de la CGT ont fait suivre les faits : ils refusèrent de participer à la manifestation suite au 11 novembre à cause de « l'impossibilité de préparatifs techniques », ce que le conférencier qualifia de prétexte facile.

Un permanent syndical fut un peu plus clair : la CGT envisagerait la scission comme un catastrophe colossale ; les tendances qui consistent depuis toujours à dresser des barrières entre la CGT et le PS, se renforceront ; ce n'était pas un secret que la majorité prédominante à la CGT approuvait la politique des néo-socialistes envers le gouvernement Daladier. On serait dans la CGT pour une politique pratique et contre un jeu doctrinaire. Au cri : « Les bonzes, pas la base » il répondit : « ce qui cloche précisément, c'est qu'à la CGT seuls les bonzes ont la parole, que la base est apathique et se tient éloignée de la vie des syndicats ». Des 800 000 membres, seule une fraction très minime serait un élément ouvrier, d'où la faiblesse de la CGT et l'impossibilité d'une réforme. Si la CGT pouvait s'exprimer ouvertement, elle voterait avec une majorité écrasante pour les néo-socialistes. Il était évident que la CGT se mettrait à l'écart de la manifestation du 11 novembre car elle ne pouvait en même temps aller avec le parti et conserver les néo-socialistes avec soi. Aussi la scission serait la plus grande catastrophe car l'unité et la vie de la CGT seraient menacées. L'issue : l'autonomie de la CGT.

M. Pivert répond que l'on ne supporterait pas que la CGT se refusât à prendre clairement position. La CGT avait pris position contre le Par. 37 et devait exiger des comptes de ses parlementaires. Il n'y aurait pas de scission ; on

en appellerait à la base et on retirerait leur fonction à tous les dirigeants qui sont d'accord avec les néo-socialistes. En Allemagne, le mouvement ouvrier aurait péri de ce qu'il aurait toléré à sa tête des gens comme Leipart. En France, un tel danger n'existait pas car la CGT était saine et se défendrait contre les néo-socialistes (j'aurais souhaité avoir à ce moment-là près de moi un stalinien lorsqu'un groupe de travailleurs, tous des socialistes convaincus, disaient entre eux : « Jouhaux fera la même chose en France que Leipart en Allemagne ». On devrait leur donner la possibilité de faire un pas dans la pratique). Je crois que la question de la CGT est d'une importance extraordinaire ; la crise à l'intérieur du parti a mis prioritairement en mouvement l'élément petit-bourgeois. Les travailleurs ne seront mis en mouvement que par la crise dans la CGT. La Ligue doit sans retard prendre en compte ce problème. Au lieu des articles académiques sur l'impossibilité de l'indépendance syndicale, on doit chercher à intervenir activement dans les processus internes de la CGT, appeler les travailleurs à se rassembler pour le combat contre les néo-socialistes de la CGT et contre le jeu diplomatique de la direction du parti. Il est clair que la capitulation devant Frossard and Co du côté Blum doit son origine à ce qu'on veut éviter à tout prix un élargissement de la crise ou l'ajourner pour ne pas provoquer les dirigeants de la CGT. Une politique active de la Ligue dans cette question pourrait apporter tant de gain. Mais malheureusement elle manque de travailleurs et de cadres syndicaux :

J'entrerai au cours de cette semaine à la CGT (section des monteurs) et essaierai de m'y orienter un peu. Naturellement mon travail ne peut avoir pour le moment qu'un caractère purement informatif, ce travail modeste à lui seul n'est pas sans valeur pour la Ligue qui est actuellement plus coupée que jamais de la vie de la classe ouvrière.

En conclusion, un jeune camarade, profondément consterné à ce propos, parla de ce que, dans un parti socialiste, Blum en dehors de ses 60 000 francs de député, gagne 20 000 francs de rente ministérielle et encore 3 000 francs mensuellement du *Populaire*, que Zyromski, en plus d'un revenu annuel de 100 000 francs gagne 18 000 francs pour la direction de la page sociale du *Populaire* ; il protesta en outre contre la participation de Buisson à des parades militaires, contre la capitulation de la direction du parti devant Frossard et compagnie. La réponse de Pivert fut déplorable et ne satisfit personne : le principe socialiste consistait en la rémunération de chaque travail. En conséquence on devait payer Blum, autrement on ne pourrait pas leur demander des comptes ; Frossard n'aurait exigé que la « liberté de pensée » ; cela, personne ne pouvait le refuser, etc. Cet incident me prouva combien nos jeunes socialistes ont perdu depuis des mois en opposition académique et abstraite. Par ces simples questions pratiques, qui révèlent toutes les faiblesses et les oppositions internes de classe du parti, le jeune camarade mit en mouvement toute la salle et y sema le trouble. J'ai depuis des mois insisté pour que la Ligue se fixe le but de construire à Paris une opposition à l'intérieur de la jeunesse socialiste sur la base de ces questions qui animent la vie quotidienne d'un simple membre du parti. Le fait de se limiter aux problèmes marqués des oppositionnels de gauche

et en plus principalement à notre combat avec la fraction stalinienne a réduit nos possibilités au minimum.

Sur proposition de M. Pivert, dans une des prochaines réunions le secrétaire du SAP (Walcher ?) tiendra un exposé sur l'Allemagne — secrétaire que P. recommanda très chaudement comme dirigeant d'un parti qui certes n'appartient plus à la 2e Internationale mais qui a avec elle d'importants points de contact (textuellement).

J'eus encore la possibilité de rassembler une série d'informations qui aura une certaine utilité pour notre activité dans le 15^e arrondissement.

Mon information est peut-être devenue trop diffuse, je voulais cependant vous donner cette première fois une image la plus détaillée possible sur le déroulement d'une telle réunion.

Le fascisme et le mouvement ouvrier allemand

Nous publions les réponses du dirigeants du S.A.P. Jakob Walcher — qui signe ici de son pseudonyme J. Schwab — au questionnaire de la revue MASSES en Octobre 1933.

Ce document est un bon aperçu des analyses et des perspectives des dirigeants de ce parti : « socialiste de gauche » conquis par des « communistes de droite » au moment où ils s'engagent brièvement avec Trotsky dans ce qu'on a appelé le « Bloc des quatre pour une nouvelle Internationale ».

Dans son numéro 8, *MASSES* annonçait l'ouverture d'une enquête sur le fascisme allemand. Le questionnaire ci-dessous est adressé aux militants des divers groupements politiques et syndicaux qui ont participé à l'expérience allemande. Ceux-ci s'expriment en toute liberté et prennent l'entière responsabilité de leurs appréciations sur les événements et les hommes.

1 - Quelles sont, à votre avis, les causes économiques sociales et politiques du mouvement fasciste qui a réussi à prendre le pouvoir en Allemagne ?

2 - Quelles ont été, à votre avis, les positions des diverses organisations ouvrières allemandes en face de la poussée fasciste, les raisons historiques de ces positions et quelle aurait dû être l'action de ces organisations ?

3 - Quelles perspectives assignez-vous à la situation allemande en général et quelles sont les possibilités éventuelles d'action révolutionnaire ?

4 - Quel rôle a joué la Russie soviétique dans la crise politique en Allemagne et comment les révolutionnaires de l'extérieur et particulièrement ceux de France, peuvent-ils aider de façon la plus efficace le mouvement ouvrier allemand ?

Réponse du SAP (parti socialiste ouvrier)

Les questions posées par la rédaction de cette revue sont discutées partout où l'on s'occupe sérieusement de la catastrophe du mouvement ouvrier allemand. Partout, et toujours on entend poser cette question : l'Allemagne devait-elle en arriver à la ruine de son vieux mouvement ouvrier en apparence si puissant ?

La victoire du fascisme en Allemagne, est-elle le résultat inévitable de certains facteurs objectifs, ou bien aurait-on pu l'éviter si les partis ouvriers avaient agi autrement ? Répondons tout de suite qu'à notre avis la situation objective de l'Allemagne des dernières années aurait pu aussi bien conduire à une victoire de la classe ouvrière.

Une seule chose était impossible : le système capitaliste avec ses contradictions toujours croissantes, ne pouvait être maintenu sans destruction des organisations ouvrières, ni par la démocratie bourgeoise classique ni par les méthodes que voulaient expérimenter jusqu'au bout MM. Brüning, Papen et Schleicher, avec une dictature purement capitaliste, manquant de l'appui indispensable des masses

De cette constatation on dégage tout de suite que la situation économique et politique très tendue détermine de puissantes forces objectives favorables au fascisme. Pas besoin de les chercher longtemps. Les contradictions du système capitaliste, l'opposition des moyens de production monstrueusement accrus et de la consommation possible dans les conditions permises par le capitalisme ont créé une situation où pour parler avec Marx, la bourgeoisie est forcée de nourrir elle-même une grosse partie de ses esclaves, au lieu d'être nourrie par eux. Il suffit de citer les données officielles : le nombre total des chômeurs enregistrés (ou non) atteignait 8 millions environ à la fin de l'année dernière. ¹

Dans ces conditions, la bourgeoisie ne pouvait absolument pas se contenter d'une exploitation toujours accrue des prolétaires restés au travail (rationalisation, travail plus intensif, prolongement de la journée de travail, décadence de toute la politique sociale), pas plus qu'elle n'a pu se contenter de la chute des chômeurs complets dans le dernier degré de la misère.

Elle est obligée d'augmenter toujours les charges fiscales des classes moyennes et de livrer ces classes sans défense à l'exploitation illimitée du monopole capitaliste.

Déjà sans cela la décadence capitaliste a mis les classes moyennes dans une situation sans issue.

Le rétrécissement continu du pouvoir d'achat des masses prolétariennes a précipité en premier lieu les petits artisans, les boutiquiers, les voyageurs de commerce, etc.. dans la souffrance commune. Le beurre, la viande et les autres aliments de haute valeur nutritive étaient devenus depuis longtemps un luxe inaccessible à des millions de prolétaires; les produits agraires manquèrent, eux aussi, d'acheteurs. Dans la petite entreprise, routinière les prix de vente tombèrent au-dessous des prix de revient.

Il n'y a pas besoin de beaucoup d'imagination pour se rendre compte que, dans ces conditions, les exigences de l'Etat bourgeois se heurtent chez la petite bourgeoisie à une résistance aiguë. Ceci créa un fait politique d'importance capitale

1. Ce chiffre n'a pas diminué en fait, malgré les tripotages et petits trucs statistiques des nazis, que dans la mesure où le permettait normalement la saison.

La bourgeoisie a reconnu depuis longtemps combien elle dépendait d'un esprit de satisfaction et de loyalisme dans les milieux petits-bourgeois. C'est pourquoi, tant que le mouvement ascendant du capitalisme le lui a permis, elle a fait une politique sciemment favorable aux classes moyennes auxquelles elle accordait toutes sortes de privilèges et de concessions. Si, dans les années qui précédèrent la guerre, l'âge d'or de l'artisanat était depuis longtemps du domaine du passé, si la situation des petits paysans n'était rien moins que rose. Les classes moyennes étaient tout de même infiniment plus favorisées. Leur jeunesse avait la perspective de se caser dans l'industrie, dans les professions libérales ou au service de l'Etat

C'est pourquoi la grande bourgeoisie put facilement faire des classes moyennes le véritable soutien de l'absolutisme de Guillaume, camouflé en démocratie parlementaire.

Une partie de la bourgeoisie se rendit compte de bonne heure du changement de la situation et se mit à favoriser systématiquement le mouvement populaire fasciste. Des années durant des sommes énormes furent versées au mouvement national-socialiste par les officines de l'industrie lourde, par les hobereaux prussiens, par les anciens princes régnants, et tout spécialement par les Hohenzollern et autres milieux réactionnaires. Les choses ne se passèrent pas comme avant la guerre, lorsque l'union allemande pour la lutte contre la social-démocratie gaspilla des millions sans aucun résultat.

Dans la situation d'après guerre, on réussit, avec l'aide d'une propagande aussi coûteuse que grandiose et dénuée de scrupules, à déclencher un mouvement de masses. Les classes petites-bourgeoises et petites-paysannes ruinées, dépouillées par le fisc, la jeunesse petite-bourgeoise dépourvue de perspectives, les employés et fonctionnaires sans travail, prolétarisés, mais se cramponnant toujours à leur idéologie petite-bourgeoise, voilà le véritable noyau de l'armée fasciste. Il fut possible au fascisme de capter des prolétaires déclassés et déçus à l'aide de son radicalisme démagogique qui promettait aux paysans une hausse des prix, aux consommateurs urbains des approvisionnements meilleur marché, aux patrons la destruction des syndicats et suppression des tarifs, et enfin, aux ouvriers, plus de droits et de salaires. Mais le noyau de la classe ouvrière se montra jusqu'au bout imperméable à la démagogie fasciste.

Ceci est prouvé surabondamment par les élections aux conseils d'usines, où les nazis ne purent réunir, malgré des efforts désespérés, que 3 % environ des votes exprimés.

Le fascisme est donc, dans ses traits essentiels un mouvement petit-bourgeois. Or, d'une façon générale, la petite bourgeoisie est inadaptée à une politique de classe indépendante. Elle l'est tout spécialement à une époque où il s'agit ou bien de liquider un système économique périmé et par suite de créer par la conquête du pouvoir politique et la collectivisation des moyens de production, un terrain pour l'économie organisée devenue historiquement nécessaire, ou bien de maintenir avec les moyens de la plus extrême violence le système capitaliste décrépit dont la survie signifie pour d'innombrables millions la

famine lancinante et la misère complète; système qui nous présente la perspective nullement éloignée d'une nouvelle guerre.

Nous savons que c'est avant tout le prolétariat qui est intéressé à une expropriation des expropriateurs, c'est-à-dire à une suppression de la propriété privée et de la propriété capitaliste. Nous savons également que les intérêts de classe de la bourgeoisie la poussent à défendre ses privilèges.

Toute une série de facteurs politiques a déterminé la possibilité de mettre la petite bourgeoisie mécontente, rebellée, au service de la révolution ou de la réaction.

Social-démocratie

En face des conséquences désastreuses de la guerre mondiale déchaînée par les gouvernements pour défendre les intérêts de la rapacité capitaliste, en face du fait évident, visible pour chacun que la misère générale actuelle découle non pas du dénuement mais de l'abondance, c'est-à-dire qu'elle découle du régime lui-même, étant donné que les classes moyennes seront elles aussi, impitoyablement écrasées sous les décombres du capitalisme, on devrait en somme considérer comme naturel que les petits bourgeois et les petits paysans s'allient à la classe ouvrière pour conquérir des conditions d'existence meilleures. Comment s'expliquer que l'on ait réussi à gagner la presque totalité des masses petites bourgeoises à la cause des intérêts fascistes et capitalistes, que l'on ait réussi avec leur aide, à ruiner les organisations ouvrières et à livrer le prolétariat désarmé à une exploitation illimitée ?

La décadence du capitalisme n'aurait pas conduit à une pareille explosion de la réaction la plus noire et à la destruction des organisations ouvrières, si la politique des partis ouvriers compétents et la position des syndicats n'avaient favorisé le fascisme d'une façon inouïe. Il serait inimaginable autrement qu'à une époque où, à beaucoup d'égards, se réalise littéralement ce que Marx avait déjà prédit dans le *Manifeste communiste*, le mot « marxisme » ait pu devenir un sobriquet qui aida à pousser les brebis petites-bourgeoises dans les étables du grand capitalisme.

Prenons la politique de la social-démocratie. Depuis août 1914, c'est, objectivement parlant, de la trahison de classe. Lorsque, dès la déclaration de la guerre, elle se mit à adorer ce qu'elle avait brûlé, et à brûler ce qu'elle avait adoré, elle piétina les idées socialistes et s'abassa au rôle de servante de la bourgeoisie.

Lorsque, après la dégringolade de l'impérialisme allemand, éclata la demi-révolution de novembre 1918, les Ebert, les Wels, les Noske et autres employè-

rent des moyens sanglants pour empêcher les travailleurs de transformer la demi-révolution en révolution véritable et d'écarter la bourgeoisie une fois pour toutes du pouvoir économique et politique.

Les concessions qui étaient la rançon de la bourgeoisie à la révolution de novembre (journée de 8 h., nouvelle législation du travail, conseils d'usines, droit de vote général, constitution de Weimar) ce fut le SPD (parti socialiste allemand) qui les présenta à cors et à cri comme le début d'une ère nouvelle. Dans une période où le maintien du système capitaliste exigeait un abaissement continu du niveau de vie de la classe ouvrière, où la bourgeoisie était dans l'impossibilité d'affirmer son système par ses propres forces, ce fut le SPD qui fournit à l'Etat capitaliste des accusateurs et des bourreaux en la personne de ministres, de préfets de police, conseillers de district, etc., permettant ainsi aux nazis de rejeter sur le « marxisme » la responsabilité de toute la souffrance et toute la misère causées par le maintien du système capitaliste. Avec sa politique de coalition, de louvoiements, de tolérance et de capitulations, elle a discrédité, émasculé, affaibli le mouvement ouvrier et favorise de toutes les manières le jeu du fascisme.

Ce que les Ebert, les Braun, les Severing, les Breitscheid et leurs camarades commirent dans le domaine politique, Leipart Grossmann, Tarnow l'arrangèrent sur le terrain des syndicats. Les politiciens social-démocrates ont toléré une politique de vol des salaires, la décadence de la politique sociale. Pleins de cette bêtise satisfaite que Rosa Luxemburg avait déjà stigmatisée un quart de siècle plus tôt, les chefs des syndicats réformistes contribuèrent activement à l'attaque contre les salaires et les allocations. C'était la politique de ce qu'on appelait « le moindre mal » qui consiste en ceci : les gens qui s'octroient le titre de représentants des travailleurs acceptent avec un doux sourire tous les coups dirigés contre la classe ouvrière parce que, sans cela « il pourrait peut-être arriver pire ».

Agir ainsi était un véritable suicide même du point de vue social-démocrate, l'essor sans exemple du **fascisme** le prouve assez.

Qu'est-ce qui poussait le SPD à ce suicide méthodique ?

On ne comprendra la politique des leaders politiques et syndicaux social-démocrates que si on se rend compte qu'il n'y a rien de plus épouvantable pour cette catégorie de gens que l'action révolutionnaire du prolétariat. « **Je hais la révolution comme le péché mortel** ». Ces mots que l'ancien président du SPD et premier président du Reich, Ebert, dit au prince Max de Bade lors des journées de novembre 1918, ces mots sont valables pour tous les leaders social-démocrates de quelque importance. Or, depuis le commencement de la crise mondiale en 1929, la situation était devenue telle que chaque mobilisation des larges masses ouvrières pour des raisons politiques, comme chaque combat syndicaliste important, présentaient la possibilité de complications révolutionnaires. C'est ce que messieurs les réformistes voulaient éviter à tout prix. Il s'ensuivit que, dans cette crainte, il ne voulurent plus se risquer à des mobilisations de masses même dans des buts syndicaux limités. même dans des cas

d'autodéfense les plus nettement caractérisés. Voilà pourquoi les leaders social-démocrates, quoique disposant à la fin d'une grande puissance, se trouvaient complètement désarmés en face de leurs adversaires réactionnaires et fascistes. Voilà pourquoi le ramassis disparate du NSDAP (parti nazi) put simplement balayer le SPD qui comptait 1 million de membres et contrôlait les syndicats, forts de 4 millions d'adhérents.

Parti communiste

Mais que fit le KPD ?

Les barrières, derrière lesquelles expirèrent les leaders du parti et des syndicats social-démocrates, n'existaient évidemment pas pour le « seul parti révolutionnaire du prolétariat allemand » comme le nommaient ses porte-paroles. Pourquoi alors, le KPD n'a-t-il pas conduit la cause ouvrière au-delà du point que le SPD contre-révolutionnaire ne pouvait dépasser ?

Le SPD réformiste était contre-révolutionnaire par son programme comme par sa nature, c'est ce qui l'a perdu. Mais le KPD se réclame de mots d'ordre révolutionnaires. Et nous sommes d'avis que les 15 dernières années ont été une chaîne ininterrompue de preuves en faveur des conceptions communistes fondamentales sur le parlementarisme, la démocratie, les conseils, l'inévitable dictature du prolétariat, la guerre, la Société des Nations, les arbitrages, pour ne nommer ici que les questions les plus importantes. En plus de ses conceptions démontrées justes, le KPD pouvait encore s'appuyer sur le prestige énorme de la révolution russe, sur les résultats positifs obtenus par le pouvoir soviétique, sur l'aide matérielle de la IIIe Internationale.

On pourrait penser que dans des conditions pareilles, à une époque qui appelait la solution révolutionnaire, le KPD réussirait assez facilement à mettre le SPD au pied du mur et à gagner une influence décisive sur les travailleurs allemands.

Il n'en fut rien, comme on sait. Lorsque, le 20 juillet 1932, les chefs du KPD lancèrent l'appel à la guerre, ils ne furent écoutés de personne. La semaine même où, aux élections législatives, le KPD obtint le plus grand nombre de voix qu'il ait jamais atteint, il entreprit une tentative de grève limitée d'avance à dix minutes. Cette grève, qui devait avoir lieu à l'occasion des obsèques de deux ouvriers tués par la police, finit par un fiasco cuisant. Dans tout le Grand-Berlin, et malgré une propagande intensive de plusieurs jours, la grève ne fut faite que dans une seule entreprise, employant 300 ouvriers.

Lorsque l'impuissance de la bureaucratie du KPD éclatait à tous les yeux, comme en juillet 1932 ou en mars 1933, il rejetait toute la faute sur la social-démocratie. Comme nous l'avons vu la liste des fautes du SPD est en effet fort longue. Mais il nous semble que justement le KPD devait arriver d'autant plus facilement à vaincre le SPD et à conquérir une position dominante à l'intérieur

de la classe ouvrière. On ne peut donc en aucune façon admettre que l'impuissance du KPD ait été causée par la faiblesse du SPD.

Il se pourrait bien plutôt que le KPD ait été incapable de gagner les ouvriers social-démocrates à cause de la fidélité de ces derniers à leurs organisations.

Mais ce reproche n'est pas bien important non plus comme le prouvent les faits historiques. En 1923 par suite de l'occupation de la Ruhr et de la résistance passive, l'Allemagne traversa une lourde crise. Le mark s'effondra. Les classes moyennes furent expropriées par l'inflation, les travailleurs mis au désespoir par les chiffons de papier dont la valeur tombait d'heure en heure.

Il est vrai que les chefs de l'Internationale communiste et du Parti communiste allemand avaient fait des erreurs graves. Pendant les premiers six mois ils sous-estimèrent les possibilités révolutionnaires autant qu'il les exagèrent après la grève Cuno (juillet). Finalement, en automne, ils furent incapables de faire quoi que ce soit pour avoir entrepris trop peu au début et trop par la suite. C'est une chose bien regrettable mais caractéristique des usages qui se sont introduits dans l'Internationale communiste depuis la mort de Lénine : qu'il n'y ait eu jusqu'à ce jour aucune discussion tant soit peu sérieuse sur la politique de 1923². Toutefois s'il est nécessaire de prévenir le retour de toutes les fautes

2. A cette occasion, je me permets quelques observations à propos des déclarations de Kurt Landau. 1 - K.L. fait de moi celui qui a lancé le social-fascisme en se basant sur un compte rendu non revu par moi d'où il ressort que j'ai pu employer l'expression « social-fascisme » en janvier 1924 (et non pas 1923).

Au lieu de s'apesantir sur cette circonstance insignifiante les gens sérieux devraient plutôt considérer que j'ai toujours été l'un des adversaires les plus décidés et les plus inébranlables de la théorie du social-fascisme due, suivant le témoignage de Fritz Heckert à « l'incomparable clairvoyance du camarade Staline » théorie qui a beaucoup contribué à la destruction du mouvement ouvrier allemand.

2 - K. L. se donne aux lecteurs de *Masses* pour un représentant de « l'aile gauche du P.C.A. » Le même K. L. qui présente aux lecteurs des données très détaillées et inexactes sur le nombre d'adhérents du Parti socialiste ouvrier, oublie, naturellement de leur parler de « l'aile gauche du KPD ». Il serait intéressant de le savoir non seulement pour montrer, les méthodes de K. L., mais aussi parce qu'il y a encore des gens qui croient à la possibilité de réformer le KPD.

Dans ces conditions, il est évidemment dommage que K. L. ait fait le silence sur la force de l'aile gauche du KPD, qu'il représente. Nous comblerons cette lacune par cette constatation que le nombre des fidèles de K. L. ne dépasse pas trois douzaines sur toute la surface de l'Allemagne.

3 - Pour ce qui est du nombre d'adhérents du SAP, on le fixait autrefois à 50 000, mais, par suite de données rassemblées par moi en ma qualité de trésorier du parti, j'ai fait connaître, des 1932 à l'ensemble des membres qu'en réalité leur nombre n'a jamais dépassé 28 000. Après toute une série d'échecs aux élections, après la scission de l'aile opportuniste du parti, conduite par Seydewitz et Rosenfeld, 15.600 membres étaient encore représentés, au dire des chefs de districts au congrès illégal du parti le 12 mars 1932, ce qui est une preuve de l'extraordinaire fidélité des affiliés. Evidemment, le SPD a subi, depuis, de lourdes pertes dans certains districts. Son organisation reste cependant active. La liaison est conservée avec tous les districts. Certains districts possèdent actuellement plus de groupes locaux et même plus de membres qu'au début de l'illégalité. Le nombre total des adhérents dépasse actuellement 10 000.

4 - Si K. L. ne veut pas qu'on l'accuse d'avoir colporté des bavardages sans fondement, il aura l'amabilité de dire où et quand j'ai « depuis longtemps déclaré que Staline désirait la victoire en

commises alors, s'il est nécessaire d'en tirer des enseignements, il ne faut pourtant pas que les critiques de la politique de 1923 vident l'enfant avec l'eau de la baignoire.

Personne ne contestera que la crise de 1931-33 est infiniment plus grave que celle de 1923. Contentons-nous de rappeler qu'il existait alors une conjoncture de soldes et qu'il n'y a presque pas eu de chômeurs. Mais, alors que vers la fin de 1923 de nombreux critiques ont affirmé que l'influence du KPD sur les ouvriers était suffisante pour conquérir le pouvoir, personne n'a prétendu, après mars 1933, que le KPD fut capable d'accepter le combat avec chance de succès, grâce à son influence. Le fait qu'en 1923 les chefs du KPD aient pu sérieusement croire son influence suffisante pour entreprendre la lutte pour le pouvoir, prouve que le KPD a eu beaucoup de succès dans ses efforts pour gagner les masses.

En effet, en 1933 le KPD avait complètement perdu le contrôle des syndicats. Mais en 1923 la situation était toute autre. Lors des élections à l'union allemande des métallurgistes, qui comptaient alors près d'un million de membres, l'opposition obtint la majorité des votes (mais non des mandats). Dans l'union des métallurgistes de Berlin, les opposants, dont j'étais le chef obtinrent 54 000 voix, contre 23 000 seulement aux réformistes. L'influence du KPD sur les ouvriers social-démocrates se manifestait non seulement par l'entrée en masse de ceux-ci dans les comités de contrôle et les « centurions » mais encore à l'intérieur même des groupements locaux social-démocrates. Ces groupements se prononcèrent par centaines pour la dictature du prolétariat contre la politique de la direction de leur parti.

S'il n'a pas été possible de mettre ces fruits mûrissants dans les granges du KPD, c'est surtout par la faute de ces fomenteurs de panique ultra-gauches, soutenus par le Comité exécutif de l'Internationale Communiste, qui réussirent à tourner la déception de nombreux ouvriers révolutionnaires contre certains chefs du KPD. Il faut mentionner que lors d'une séance décisive du Comité central du 4.12.23, H. Brandler et A. Thalheimer soutinrent, par leur conduite bornée, les menées de semeurs de panique et contribuèrent à causer un lourd dommage au parti.

Mais n'en parlons plus maintenant. Ce qui nous intéresse avant tout, c'est qu'il a été démontré en 1923 qu'un parti communiste doté d'une politique juste est en mesure de gagner une influence décisive sur le mouvement ouvrier.

Si le KPD n'y a plus réussi durant les dix dernières années, malgré des conditions objectives aussi favorables que possible, c'est uniquement à cause de sa fausse politique. On peut dire sans exagération que le KPD a mené, à peu près dans tous les domaines, et surtout ces derniers cinq ans, une politique foncièrement erronée, et qu'il a fait à peu près le contraire de ce qui aurait dû être fait dans l'intérêt de la révolution.

Allemagne du nationalisme extrémiste ». Si le lecteur veut savoir ce que Je pense en réalité de Staline et ce que j'ai dit dans différentes occasions, il pourra le trouver dans mes écrits.

Dans le domaine des syndicats, il n'accorda aucune attention au fait, décisif pour l'opposition, que, dans le capitalisme déclinant, il y a de moins en moins de chances de succès pour une lutte uniquement syndicale et qu'il y a lieu, par conséquent, de choisir d'autres méthodes de lutte. Il s'orienta, au contraire, comme si la lutte syndicale était seule capable d'arracher aux entreprises des concessions importantes. 95 % au moins de tentatives faites par les unions révolutionnaires et par l'action de la RGO finirent par un échec. Cela nuisit aux intérêts des travailleurs, discrédita l'opposition, renforça la position des réformistes et facilita le jeu du fascisme.

En s'appuyant sur la théorie du social-fascisme, le KPD se ferma l'accès aux travailleurs social-démocrates. Avec sa politique de « front unique par la base seulement », elle sabota en réalité toute politique de front unique, à la grande joie des Severing, Wels, Leipart et autres.

La politique communale, la politique menée dans les organisations de masse subsistant à côté des syndicats fut simplement désastreuse.

Une résistance effective dans les rangs des membres du parti contre cette politique de catastrophe était empêchée par l'incroyable fluctuation³. Dans ces conditions les critiques manquèrent d'écho et il fut facile à la bureaucratie de diffamer abaisser, punir et exclure du parti tous les metteurs en garde gênants.

C'est ainsi que la politique du KPD permit au réformisme d'affirmer son influence sur les couches importantes de la classe ouvrière, malgré sa faillite depuis longtemps évidente.

La situation ainsi créée favorisa le fascisme d'une façon inouïe. Nous avons déjà dit que la petite bourgeoisie est incapable de mener une politique de classe autonome et qu'elle peut être mise au service soit des intérêts capitalistes contre-révolutionnaires, soit révolutionnaires prolétariens. A ce point de vue aussi, l'expérience de 1923 a montré qu'il est possible, avec une politique judicieuse, de gagner une partie des couches moyennes à la cause du mouvement ouvrier et de neutraliser les milieux dominants de la petite bourgeoisie et de la petite paysannerie.

En 1923 les circonstances subjectives étaient plus favorables au fascisme que jamais. L'occupation de la Ruhr fut la cause extérieure de l'inflation qui expropria la petite bourgeoisie. La situation fut donc excellente pour fouetter les instincts fascistes. On se rappelle, en effet, que le mouvement fasciste eut un essor assez fort pour que les Hitler-Ludendorff se soient imaginé qu'ils étaient capables de prendre le pouvoir par la force.

C'est un fait capital qu'en 1923 la vague révolutionnaire ait monté infiniment plus vite et plus fort. Des dizaines de milliers de petits bourgeois et de petits paysans étaient alors neutres vis-à-vis du KPD.

Ce qu'on avait obtenu en 1923 vis-à-vis des classes moyennes aurait pu être obtenu encore beaucoup plus facilement en 1930-33 par une politique ap-

3. En mars 1932, la bureaucratie du KPD reconnut officiellement qu'à une conférence de fonctionnaires du parti de Grand Berlin, la moitié des fonctionnaires était membres du parti depuis moins de six mois et que 50 % de cette moitié n'appartenaient au parti que depuis trois mois au plus.

propriété du KPD La petite bourgeoisie a longtemps hésité. Pendant longtemps encore elle a mis ses espoirs dans tous les vieux et nouveaux partis petit bourgeois, avant de se jeter dans les bras du fascisme. Les élections de 1928 donnèrent encore la victoire à ce qu'on appelle « la gauche ».

Mais comme les espoirs des larges masses furent lourdement déçus par le cabinet Hermann Müller, comme le KPD ne sut pas élever ces masses déçues au-dessus du SPD par une politique juste, comme, par conséquent, il ne pouvait pas être question d'une politique prolétarienne sûre de ses buts, audacieuse, éveillant la confiance, — le fascisme réussit à capter complètement la petite bourgeoisie et à détruire avec son aide les organisations ouvrières.

Les groupes d'opposition

Tout cela n'arriva pas à l'improviste, Dans le camp réformiste comme dans le camp communiste les voix n'ont pas manqué qui prédisaient cette fin à moins d'un changement de la politique du SPD et du KPD. Partout, on a mis les critiques à la porte. Du côté communiste naquirent diverses organisations oppositionnelles en dehors du parti. Le SPD exclut en 1931 son aile d'extrême-gauche. Comme l'orientation des exclus et de ceux qui se solidarisaient avec eux leur fermait le chemin du KPD, et comme aucun groupement communiste organisé n'a su se mettre en contact avec l'opposition social-démocrate, celle-ci en vint à fonder un nouveau parti. En octobre 1931 fut fondé le parti socialiste ouvrier (SAP). Dans le plus fort des groupements communistes oppositionnels, la KPO, eurent lieu des divergences importantes relatives à la position à prendre par rapport au nouveau parti.

Les partisans de Thalheimer et Brandler déclarèrent que le SAP avait tous les caractères d'un parti centriste et qu'il était impossible à son aile révolutionnaire d'avoir la majorité. C'est pourquoi ils se donnèrent pour devoir de démolir le SAP Contrairement à cette conception doctrinaire et fautive, la minorité attira l'attention sur ce fait, quoique de composition très hétérogène, le SAP comprenait une grosse majorité de jeunes travailleurs affranchis du réformisme et décidés à faire du SAP un parti vraiment révolutionnaire.

C'était donc le devoir de la KPO. d'aider les camarades dans cette tâche. Elle devait donc se donner pour but non pas sa démolition, mais sa conquête. Cette conception minoritaire fut brutalement écartée par la majorité du KPO, qui soulignait à cette époque qu'elle n'était, pas un parti, mais seulement un courant communiste. A ceci vinrent s'ajouter les divergences relatives à la question russe. Particulièrement H. Brandler qui, en 1924-26, peignait le développement soviétique en couleurs grises, se mit à faire, pour des motifs opportunistes, des embellissements dangereux. Lui et ses amis refusèrent obstinément de reconnaître les véritables motifs de la fautive politique de l'IC Ils ne manquèrent pas de dureté à l'égard du KPD. A moi, par exemple, H. Brandler à

déclaré textuellement dans une réunion de la KPO de Berlin à l'adresse de la direction du KPD :

« Ces gens n'auraient pas fait d'autre politique s'ils étaient à la solde de la contre-révolution. » A la même époque A. Thalheimer écrivait dans l'organe de la KPO, à propos de la participation du KPD au plébiscite fasciste : « Si on a un jour, sous la dictature du prolétariat, la possibilité de prendre connaissance des dossiers de la police, on verra peut-être les dessous de cette politique »

Mais lorsque dans la même circonstance la minorité proposa de faire une lettre ouverte des communistes du monde entier, accusant Staline de favoriser le fascisme et lorsque elle soumit, à la séance suivante, une motion à cet effet, H. Brandler déclara textuellement : « Tout ce qui est dit dans cette proposition est juste mais nous sommes des politiciens et non des chercheurs de vérité. Et comme cela aura bien meilleur effet sur les membres du KPD nous n'allons pas nous plaindre de Staline aux communistes du monde entier, mais de Thaelmann devant Staline. »

Comme la minorité était résolument opposée à cette position, la scission devenait inévitable.

Par suite de cette divergence de vues un quart environ des membres quitta la KPO et vint se joindre au SAD. Les anciens camarades de la KPO réussirent à s'assurer, de concert avec l'aile gauche, à l'intérieur du SAP, une influence suffisamment forte pour que les gauches aient obtenu 56 mandats sur 90 lors des élections de délégués au congrès du parti de janvier 1933. Toutefois, le parti avait été fondé trop tard pour qu'il lui fut possible d'influencer dans une mesure appréciable les masses social-démocrates et communistes contre la politique, lourde de conséquences, de leurs chefs. Au beau milieu de la catastrophe du mouvement ouvrier, les opportunistes Seydewitz et Rosenfeld tournèrent le dos au SAP, en déclarant aller, les uns au SPD, les autres au KPD.

Le départ des pacifistes, centristes, opportunistes et antibolcheviks du SAP diminua ses effectifs, mais en revanche le parti réussit à se créer, au prix de sérieux combats idéologiques, une conception unifiée sur toutes les questions importantes du mouvement ouvrier.

Le congrès illégal du parti qui eut lieu le 12 mars 1933, donc a un moment où la terreur fasciste sévissait au maximum et où le SPD et le KPD ne donnaient pas signe de vie restera inoubliable pour tous les participants par sa tenue élevée. Le parti décida à l'unanimité de prendre les mesures nécessaires pour la lutte illégale. Le congrès décida en même temps de chercher une liaison suivie avec toutes les forces réellement révolutionnaires existant à l'intérieur du mouvement ouvrier allemand.

Comme il fut bientôt clair que ni le SPD, ni le PCA, ni la IIe, ni la IIIe Internationale n'étaient susceptibles de tirer une leçon, nous espérâmes pendant un certain temps qu'il nous serait possible de faire collaborer le KPDO. (groupe Brandler) avec nous, en vue de la création d'un nouveau parti communiste. Pendant les pourparlers qui eurent lieu à ce sujet à Strasbourg, H. Brandler déclara au nom de la KPO que ce groupement repousse l'idée de créer un nouveau parti et que son but reste toujours la conquête, réforme et réunion au KPD,

mais encore et surtout, nous réussîmes à nous mettre en contact étroit avec des groupements d'oppositions se refusent obstinément à reconnaître les causes profondes de l'insuccès du KPD et de l'Internationale Communiste et ne se gênent pas pour déclarer simplement que le KPD « a été trop naïf » pour faire une politique couronnée de succès. Mais en dehors des stalinistes de la KPO, le mot d'ordre du SAP trouva une forte résonance dans les milieux les plus vastes. Non seulement nous arrivâmes à collaborer très étroitement avec une série de groupements locaux du KPD, mais encore et surtout, nous réussîmes à nous mettre en contact avec des groupements d'opposition social-démocrates dotés d'organisations centrales et à aboutir avec eux à des conventions nettement définies. On put de cette façon créer des unions de lutte centrales et locales qui se soutiennent mutuellement pour le travail illégal, pour l'édition et la distribution de littérature. On peut voir sans exagération dans ces groupements le noyau du mouvement ouvrier futur.

La formation des cadres du nouveau parti demandera des années.

Mais il ne sera pas possible d'utiliser le mécontentement imminent des masses pour détruire le fascisme, tant que ces nouveaux cadres ne se seront pas formés dans la lutte illégale, tant qu'ils ne se seront pas montrés capables de tirer des leçons du passé l'arsenal théorique indispensable pour les tâches futures.

Le rôle de L'I.C.

Lorsqu'on examine le rôle joué par l'Union soviétique dans la catastrophe allemande et de l'Allemagne hitlérienne, on est obligé de parler de la IIIe Internationale. Par sa politique remplie d'erreurs, elle est entièrement responsable de l'horrible échec du KPD. Des erreurs particulièrement importantes comme la politique de la R G O. et la collaboration au plébiscite fasciste contre le gouvernement social-démocrate de Prusse, lui ont été littéralement imposés par le Comité exécutif de l'Internationale Communiste.

Sans la fausse politique de l'IC l'Allemagne n'aurait pas maintenant Hitler pour chancelier d'Empire. Même les Brandlériens opportunistes sont forcés de reconnaître que « l'ébranlement profond de l'économie et de la société capitalistes par suite de la crise économique, offrait à la victoire du communisme les données objectives les plus favorables qu'on puisse imaginer ».

Ce qui a été fait en Allemagne, avant et après la prise du pouvoir par Hitler, par l'IC et par l'Union Soviétique découle à un tel point d'une politique foncièrement erronée, que les responsables n'osent plus se hasarder à étudier la défaite sans parti pris, à reconnaître les fautes commises et à dire franchement la vérité.

Nous voyons la raison de cette politique de l'IC dans la théorie opportuniste de construction du socialisme dans un seul pays. Nous ne doutons pas que

les stalinistes aient désiré eux aussi, une victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne, à condition que cela ne crée pas de complications.

Mais comme ils tiennent pour possible une édification du socialisme derrière les murailles des tarifs protecteurs et indépendamment du mouvement révolutionnaire universel, ils s'efforcent avant tout d'éviter les complications internationales.

L'expérience montre qu'ils sont prêts pour cette raison à mettre une laisse à cette IC qu'ils ont déjà sans cela abaissée au rôle d'instrument de leur étroite politique nationale.

Plus la situation intérieure et extérieure de l'Union Soviétique est incertaine, plus les forces révolutionnaires à l'étranger sont fragiles, plus l'humeur du paysan russe est précaire, et plus les stalinistes auront de penchant à conclure des pactes de non-agression. Dans ces efforts plus que problématiques pour stabiliser l'Union Soviétique, les stalinistes sont forcés d'admettre la stabilisation de la Pologne, de l'Allemagne, de l'Italie fascistes. La théorie du socialisme dans un seul pays trouve son complément nécessaire dans un régime de sots dociles. Elle exige que les partis des autres pays ne fassent que ce qui semble utile à l'intérêt présumé de l'Union Soviétique. C'est à cela qu'il faut attribuer par exemple, le patriotisme petit-bourgeois du KPD, qui du point de vue du renforcement du communisme devrait être brutalement écarté. Mais, en invitant la direction du KPD à faire du plan Young le centre de son agitation, les stalinistes voulaient que le problème des réparations devienne l'axe de la politique intérieure allemande et que le bloc franco-allemand soit de cette façon rendu difficile ou impossible. Un bloc pareil était tout à fait possible il y a quelques années et il est clair que c'aurait été un bloc antisoviétique. La diplomatie soviétique a donc de bonnes raisons pour s'efforcer énergiquement d'empêcher ce bloc, mais on n'aurait jamais dû abuser du KPD dans ce but. Or, cet abus est non seulement pour le KPD, mais encore pour l'Internationale Communiste une conséquence fatale de la théorie du socialisme dans un seul pays. Dans la mesure où les relations de l'Union Soviétique avec les puissances capitalistes deviennent régulières et stabilisées le gouvernement soviétique et par suite l'IC, sont obligés de renoncer à toute action vraiment révolutionnaire. Et l'IC, en ne donnant qu'un simulacre de satisfaction au besoin d'action révolutionnaire, devient en réalité, et toujours davantage, un obstacle pour le mouvement révolutionnaire.

Conclusion

La catastrophe allemande a montré de la façon la plus claire, à quelles conséquences mène la politique stalinienne. Elle a détruit le mouvement révolutionnaire et créé une menace extrêmement grave pour l'existence de l'Union soviétique.

La classe ouvrière allemande doit faire une étude approfondie des événements pour en tirer les leçons. Le meilleur service qu'elle peut rendre aux tra-

vailleurs allemands vaincus, c'est de se rendre compte qu'elle doit forger des partis capables de combattre journellement et avec succès pour les intérêts de la classe ouvrière, de briser l'influence de classe qui inspirerait également confiance aux classes moyennes et empêcherait qu'elles deviennent, comme en Allemagne, victimes de la démagogie fasciste.

De plus, c'est, à notre avis, un devoir pour les camarades étrangers de soutenir les émigrés politiques et de fournir aux révolutionnaires qui mènent à l'intérieur de l'Allemagne et indépendamment de la IIe et IIIe Internationale une lutte infiniment dure, les moyens matériels nécessaires pour continuer cette lutte et pour soutenir les prisonniers et les poursuivis.

Puisse chaque camarade de classe étranger comprendre qu'en aidant les lutteurs antifascistes allemands il s'aide lui-même.

Nous résumons :

1. Le fascisme est la marque même du déclin du capitalisme. Le capitalisme est devenu incapable d'assurer des possibilités de vie suffisantes aux masses. Ces masses se mettent alors en mouvement; l'appareil politique de la démocratie s'effrite. Si le prolétariat échoue, le mouvement fasciste remporte la victoire. Ce mouvement de déclassés devient le glaive du capital financier. Le fascisme allemand est le résultat de la débâcle du mouvement prolétarien.

2. La social-démocratie a pleinement justifié la critique qu'en tirent les communistes lors de la fondation de l'IC Elle est un parti ouvrier embourgeoisé et, comme tel, contre-révolutionnaire. Elle disparaît avec son terrain de lutte : la démocratie bourgeoise. L'anéantissement de l'influence social-démocrate, c'est-à-dire la conquête des éléments social-démocrates à une politique révolutionnaire de classe est la condition de la victoire du prolétariat.

3. La IIIe Internationale subit une dégénérescence accrue au cours des dernières années. Ni sa stratégie (socialisme dans un seul pays), ni sa structure organique (centralisme bureaucratique), ni sa composition sociale (trop d'éléments déclassés, manque d'ouvriers d'usine dans les cadres), ni la qualité de ses membres (niveau théorique très bas, date d'adhésion trop récente), ni sa tactique ne justifient son titre de **communiste**. Tout au contraire; elle est devenue en chaque pays et plus que jamais l'obstacle du développement révolutionnaire.

a) Il est impossible de soutenir qu'un nouveau parti ne peut être fondé qu'après la **trahison** avérée de l'ancien. Non, le nouveau parti doit être propagé à partir du moment où la politique sans remède, l'impossibilité de réformer l'ancien, deviennent incontestables; le nouveau parti doit être fondé quand ce fait devient connu, par l'examen historique, à un nombre suffisant d'ouvriers de l'avant-garde;

b) Il est pareillement insoutenable de prétendre qu'on ne doit pas fonder un nouveau parti avant que l'ancien n'ait officiellement renoncé à ses principes. (Thalheimer).

Même en faisant abstraction de la nécessité d'examiner les principes par rapport à l'expérience historique et en négligeant le fait que l'I.C. avait déjà re-

noncé en fait à ses principes, nous, marxistes, jugeons sur la pratique et non sur les dogmes que l'on prétend respecter.

4) Les IIe et IIIe Internationales ont été dépassées par le développement historique (étapes, appartenant au passé du mouvement ouvrier). Bien qu'elles continuent à exister en tant qu'organisations, elles cesseront d'exister comme facteurs positifs de la politique prolétarienne.

5) A l'ordre du jour de notre époque est inscrite la fondation du nouveau mouvement ouvrier. Il ne pourra se constituer que sur la base de la discussion approfondie et ouverte de l'expérience internationale. Le SPD se considère comme un facteur significatif du mouvement ouvrier de l'avenir. C'est dans la lutte longue et riche en sacrifices, dans le purgatoire de l'illégalité fasciste, que naîtra le nouveau parti communiste allemand.

J. SCHWAB. (SAP)

Notes de lecture

Trotsky - Schriften I/1 et I/2 - Sowjetgesellschaft und Stalin - Diktatur (1929-1940),
Rasch und Röhring Verlag, Hambourg, 1988.

Lors de la parution, en 1978, du premier tome de la série 1933-1940 des *Oeuvres* de Léon Trotsky, Pierre Broué, au nom de l'équipe de l'Institut Léon Trotsky, rendait hommage au travail pionnier de George Breitman, maître d'oeuvre de la publication des douze volumes des *Writings* aux Etats Unis.

Il exprimait aussi le voeu que la publication des *Oeuvres* ouvre la voie à des éditions scientifiques des textes de Trotsky dans d'autres pays.

Aussi, c'est avec plaisir que nous saluons aujourd'hui la parution en Allemagne de la première partie (en 2 volumes) des *Schriften* (Ecrits) de Trotsky qui rassemblent dans l'ordre chronologique les textes sur l'Union soviétique de 1929 à 1940. L'équipe allemande, composée de Helmut Dahmer, Rudolf Segall et Reiner Tosstorff (avec la collaboration de Horst Lauscher et Rolf Wörsdörfer) prévoit la sortie de quelque 20 volumes reliés, répartis en 10 parties thématiques :

- 1ère partie (2 volumes parus) :
Ecrits sur la société soviétique et la dictature de Staline, introduction de Pierre Frank.
- 2ème partie (1 volume) :
Ecrits sur la Chine (1924-1940), introduction de Wang Fanxi.
- 3ème partie (4 volumes prévus) :
L'Opposition de Gauche et la IVème Internationale (1929-1940).
- 4ème partie :
La Révolution permanente, introduction de Michael Loewy.
- 5ème partie :
Littérature et Révolution, introduction d'Alan Wald.
- 6ème partie :
Ecrits sur l'Allemagne (1929-1940), introduction d'Ernest Mandel, (2 volumes).

- 7ème partie :
Ma Vie.
- 8ème partie :
Lénine, avec le livre de 1936 : *La Jeunesse de Lénine*, des articles de 1924 et des articles ultérieurs.
- 9ème partie :
Staline, introduction d'Ernest Mandel
- 10ème partie (2 volumes) :
Histoire de la Révolution russe.

La première partie comprend 67 textes, dont plusieurs inédits en allemand et *La révolution trahie*, dans une traduction révisée.

L'appareil critique, particulièrement riche et soigné, atteint des sommets d'érudition : pas un détail ne manque ! Il représente 40% du texte total (les auteurs pensent en réduire le volume à 20% dans les prochaines parties) et utilise en particulier l'ensemble des travaux parus depuis dix ans, dont ceux parus dans *Les Cahiers Léon Trotsky*.

Que dire de plus, sinon qu'il s'agit là d'un magnifique outil de travail, de réflexion et de culture pour tous ceux qui lisent l'allemand, et un bel hommage au « Vieux » ?

Nous souhaitons le plus grand succès à l'équipe des *Schriften*. Pour conclure, laissons la parole à Helmut Dahmer qui résume ainsi dans sa postface le sens de cette édition :

« On nous demande parfois ce que nous attendons de l'édition soignée des écrits du révolutionnaire proscrit et si nous ne surestimons pas de beaucoup les effets possibles d'une telle publication. Il existe différentes réponses possibles à cette question. Je préfère la suivante :

Comme l'OEdipe de la légende antique, chaque génération est placée devant une double énigme, celle de l'Histoire et celle du Présent. Si elle ne la déchiffre pas à temps, le Sphinx la dévorera. Il n'existe pas de solution de remplacement à l'élucidation de l'énigme. Et plus les générations laissent derrière elles d'énigmes irrésolues — dans notre siècle, elles s'appellent « Auschwitz », « Hiroshima », « Archipel du Goulag » — plus insaisissable apparaît le Présent à ceux qui viennent après. Celui qui ne trouve pas d'issue à l'impasse du développement social, doit chercher conseil auprès de l'Histoire. Et celui que les horreurs du temps présent hypnotisent essaiera d'apprendre de l'art des grands déchiffreurs d'énigmes du 19e siècle et du premier 20e siècle, les Marx, Freud, Trotsky. »

Fritjof TICHELMAN, *Henk Sneevliet*,
La Brèche, Paris, 1988, 170 p.

La Brèche vient d'éditer « sous la direction de Rodolphe Prager » — que « dirige » -t-on au juste dans un tel cas ? — une traduction d'une des biographies de Henk Sneevliet, que nous devons à Tichelman, collaborateur de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

Le travail est préfacé par Hermann Pieterse qui, curieusement, conclut ce travail avant même qu'il soit commencé, et s'attache à persuader le lecteur que le jugement de Trotsky sur Sneevliet et la direction du RSAP était erroné. Plus curieusement encore, la « préface » est suivie d'une « introduction », probablement de la main de Tichelman, qui ne mentionne pas ce problème, bien qu'elle soit consacrée à « la place de Sneevliet dans le mouvement ouvrier », et le nom de Trotsky n'y figure pas, même au nombre des « critiques » de Sneevliet. On comprend les soucis qui ont poussé ces hommes à s'affronter de biais et à fleurets mouchetés dans les premières pages d'un livre dont ils esquissent ainsi, dès le début, deux conclusions différentes, mais on a envie de crier grâce pour le lecteur qui, lui, voudrait seulement savoir enfin qui était Sneevliet.

Là-dessus, Fritjof Tichelman apporte sans doute l'essentiel, peut-être le nécessaire, certainement pas le superflu. On apprend bien sûr pas mal, surtout quand on ne sait rien, mais on reste sur sa faim, par exemple à propos du « travail » de militant social-démocrate de Sneevliet à l'intérieur du mouvement nationaliste religieux Sarekat Islam en Indonésie.

En revanche, le chapitre sur la Chine, celui qui concerne la rupture avec l'IC, sont de bons résumés auxquels manquent cependant des indications de sources, des pistes de débats.

En ce qui concerne l'histoire du RSP, sa fusion avec l'OSP, l'histoire du RSAP et la rupture avec Trotsky, on s'aperçoit que Tichelman est presque d'une totale neutralité. S'il n'épouse pas le point de vue de son préfacier, il ne dit cependant pas expressément le contraire et énumère les divergences comme des têtes de chapitre dont il laisse le lecteur deviner le contenu.

On peut imaginer les raisons de cette prudence, mais on aimerait vraiment comprendre ce qui est en jeu, disons-le. Quelqu'un qui connaît, par exemple, la correspondance de Trotsky et de ses secrétaires ne peut pas ignorer les traits de caractère de Sneevliet, ni la façon dont il régnait en monarque absolu sur sa propre organisation, son entêtement dans l'erreur politique qui lui a permis de signer les prédictions les plus vite démenties, sur l'avenir des relations germano-soviétiques, par exemple.

Ce silence est gênant. Reconnaître les traits négatifs de la personnalité d'un dirigeant ne lui donne pas automatiquement tort dans tous les débats, ne porte atteinte ni à son courage ni à son dévouement à sa cause. Pourquoi ne pas le dire ? Il nous semble que Tichelman n'a pas grand chose à apprendre sur Sneevliet, en d'autres termes, qu'il sait tout mais ne juge pas ses lecteurs assez mûrs pour se faire par eux-même une opinion personnelle sur l'homme et son rôle, sa « place » comme il dit dans l'introduction, avant de fournir les pièces, et pour trancher, si cela leur chante, entre Trotsky et Sneevliet devant leur tribunal personnel de l'Histoire. Or on peut apprendre beaucoup de l'histoire de Sneevliet, de sa pratique d'organisation, de sa totale désinvolture à l'égard de la démocratie de parti, et, si j'ose dire, sur l'épineuse question de l'indépendance d'un parti à l'égard d'un syndicat — dont c'est la première fois qu'elle se pose dans le mouvement de la IV^e Internationale à propos des relations entre le RSAP et le NAS, syndicat dont dépend littéralement ce parti — et bien d'autres encore.

Tichelman, qui, c'est l'évidence même, en est parfaitement capable, nous donnera-t-il ce travail ? Il faut le souhaiter, et alors celui-ci ne serait que ce qu'il est, un apéritif qui non seulement ne nourrit pas mais au contraire pourrait bien troubler les idées de ceux qui abordent certaines de ces questions pour la première fois.

J.R.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN AVRIL 1991
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART & C^e A  AUBENAS D'ARDÈCHE

DÉPÔT LÉGAL : Avril 1991

N° 5084. Imprimé en France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des *OEuvres* en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10^e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**